Etat de la politique énergétique dans les cantons

EnDK
Konferenz Kantonaler Energiedirektoren
Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie

suisse énergie

Sommaire

	Introduction	9
Partie 1:	**Rapport annuel 2012-2013**	**11**
	1. Organisation et stratégie des cantons en matière de politique énergétique	13
	2. Législation	17
	3. Mesures indirectes librement consenties	19
	4. Programmes d'encouragement	20
Partie 2:	**Tableaux**	**25**

6 Impressum

Editeur

DETEC
Office fédéral de l'énergie
3003 Berne

Conception et réalisation

Imprimerie St-Paul, 1700 Fribourg
www.imprimerie-saint-paul.ch

Traduction d-f

Dominique Berthet
1268 Begnins

Photographies

MINERGIE, constructions Minergie-A et Minergie-A-ECO
Photos de Hannes Henz pour Galli Rudolf Architekten: pages 3, 7, 8 et la photo de couverture

Impression numérique

Imprimerie St-Paul, 1700 Fribourg
www.imprimerie-saint-paul.ch

Commande

Office fédéral de l'énergie
Section Bâtiments
3003 Berne
Tel. 031 322 56 53
Fax 031 323 25 00
bellinda.tria@bfe.admin.ch

Prix: Gratuit

Cette publication paraît aussi en allemand.

Mise à jour 2013

Etat: Printemps 2013

Berne, août 2013

Introduction

L'état de la politique énergétique dans les cantons se fonde sur un sondage effectué en mars 2013 par l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) et par la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK) auprès des cantons et de la Principauté du Liechtenstein. Le questionnaire porte sur l'exécution de la législation cantonale en matière d'énergie, les programmes d'encouragement, l'exemplarité (c.-à-d. le rôle exemplaire des cantons), ainsi que d'autres activités des cantons et de la Principauté du Liechtenstein.

La partie 1 présente, sous une forme condensée, l'état de la politique énergétique des cantons et de la Principauté du Liechtenstein, sur la toile de fond de la situation nationale.

Quant à la partie 2, elle contient différents tableaux présentant des informations détaillées sur ce même sujet.

Rapport annuel 2012-2013

1

1 ORGANISATION ET STRATÉGIE DES CANTONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Organisation

Les cantons sont rassemblés sous la bannière de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) depuis 1979. Depuis lors, cet organisme ainsi que son pendant technique, la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK), élaborent et coordonnent les activités communes des cantons menées dans le cadre de la politique énergétique (www.endk.ch). L'EnDK et l'EnFK sont les interlocutrices privilégiées de la Confédération au niveau cantonal en matière de politique énergétique.

Quatre conférences régionales ont vu le jour – Suisse orientale avec le Liechtenstein, Suisse centrale, Suisse du Nord-Ouest et Suisse occidentale (Suisse romande + Tessin) – pour définir notamment la politique énergétique à mettre en œuvre, les informations à diffuser ainsi que les formations (de base et de perfectionnement) à dispenser dans les régions concernées.

Stratégie des cantons en matière de politique énergétique

En vertu de la Constitution, la politique énergétique dans le domaine des bâtiments relève essentiellement de la compétence des cantons (art. 89, al. 4 Cst.). Mais les cantons développent aussi des activités dans des domaines connexes à la politique énergétique: approvisionnement en énergie, planification directrice cantonale, soutien de projets dans le cadre du programme SuisseEnergie, politiques d'encouragement diverses, gros consommateurs d'énergie, mobilité, rôle exemplaire des autorités, etc.

Ces dernières années, la majorité des cantons ont élaboré des stratégies, des programmes, des principes directeurs ou des rapports relatifs à leur politique énergétique, formulant des objectifs concrets et comprenant des plans de mesures. Les objectifs fixés se basent sur ceux définis pour le concept de société à 2000 watts, pour la réduction des émissions de CO_2 ou encore pour le programme SuisseEnergie.

A l'occasion de son assemblée générale du 2 septembre 2011, l'EnDK a publié un document résumant sa position et intitulé « Politique énergétique de l'EnDK – Repères et plan d'action ». Elle a l'intention, entre autres, de mettre en œuvre les mesures ci-après qui sont de sa compétence (source: www.endk.ch, extraits):

- D'ici 2014, le Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC 2008) sera révisé pour tenir compte des intentions manifestées par la sphère politique et des mesures qui en découlent tout en veillant au caractère supportable du point de vue économique. D'ici à 2018 au plus tard, les cantons intègreront dans leur législation les nouvelles prescriptions du MoPEC, en particulier avec les mesures suivantes.
  – Construction de nouveaux bâtiments:
  Dès 2020, les nouveaux bâtiments seront tous chauffés si possible entièrement de manière autonome tout au long de l'année, avec une part raisonnable d'électricité.
  – Bâtiments construits avant 1990:
  Dès 2015, il sera interdit de chauffer des locaux ou de préparer l'eau chaude sanitaire au moyen de résistances électriques, avec l'obligation d'assainir dans un délai de 10 ans. Dès 2020, dans les bâtiments subissant une rénovation importante, la préparation de l'eau chaude sanitaire doit se faire principalement à partir d'énergies renouvelables.
  Le passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables comme l'assainissement de l'enveloppe des bâtiments seront encore mieux encouragés qu'aujourd'hui.
  – Bâtiments en propriété du canton
  L'approvisionnement en chaleur sera entièrement assuré sans recours à des combustibles fossiles, à l'horizon 2050. Des mesures de compensation éventuelles devront être prises sur le territoire du canton concerné.
  D'ici à 2030, la consommation d'électricité sera réduite de 20 % grâce à des mesures d'optimisation des procédés d'exploitation et à des opérations de rénovation des bâtiments ou, s'agissant des bâtiments publics des cantons, grâce à de nouvelles installations alimentées aux énergies renouvelables.
  – Gros consommateurs d'énergie
  Les cantons soutiendront financièrement la définition d'objectifs convenus avec les gros consommateurs visant à améliorer l'efficacité énergétique et à faciliter la mise en œuvre des mesures.
  – D'ici à 2015, les plans directeurs cantonaux auront identifié les potentiels de développement des

énergies renouvelables encore exploitables, après qu'une pesée des intérêts entre les questions énergétiques et les aspects de protection de la nature, du paysage, des sites, des monuments historiques et de la pêche aura été effectuée. Ils auront aussi recensé les réseaux existants et à construire pour assurer la distribution d'énergie (électricité, gaz et chaleur à distance), après qu'une pesée des intérêts avec les autres utilisateurs de l'espace aura eu lieu.
- D'ici à 2015, les cantons auront créé les conditions générales permettant d'autoriser la construction d'installations solaires selon une procédure simplifiée et rapide.
- Lors de son assemblée générale du 4 mai 2012, l'EnDK a adopté de nouvelles directives pour harmoniser la politique énergétique des cantons.

L'EnDK soutient les efforts consentis par la Confédération dans l'exercice des tâches suivantes:

- Faciliter l'extension des réseaux d'approvisionnement en énergie au plan suisse et dans les régions frontalières, en simplifiant les procédures d'autorisation, sans toutefois toucher au droit de recours des associations environnementales.
- Renforcer les programmes de formation de base et de perfectionnement des conseillers des maîtres d'ouvrages (aménagistes, architectes, ingénieurs, techniciens en bâtiment), en collaboration avec les instances fédérales.
- Introduire des instruments de nature économique et/ou des éléments liés à l'économie de marché adéquats visant à inciter les consommateurs à économiser l'énergie, ce qui permettrait de renoncer à rendre toujours plus détaillées et complexes les normes techniques prescrites dans les législations sur la construction et sur l'énergie.
- Renforcer la recherche énergétique.

Lors de son Assemblée générale du 4 mai 2012, l'EnDK a poursuivi la concrétisation de son document intitulé « Politique énergétique de l'EnDK – Repères et plan d'action », en adoptant les « Principes directeurs de la politique énergétique de l'EnDK » (extraits de l'annexe au communiqué de presse du 4 mai 2012, source: www.endk.ch).

Principes directeurs de la politique énergétique de l'EnDK	
A: Principes de base de la politique énergétique	
Principe de base 1 :	La politique énergétique des cantons s'oriente en fonction des objectifs de protection climatique et de la protection des ressources
Principe de base 2 :	La politique énergétique des cantons mise sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables
Principe de base 3 :	La politique énergétique des cantons contribue à un approvisionnement en énergie sûr
Principe de base 4:	La politique énergétique des cantons suit les principes de subsidiarité et d'autoresponsabilité
Principe de base 5:	La politique énergétique des cantons respecte les cycles d'investissements et tient compte des possibilités de refinancement des rénovations
B: Principes directeurs de la politique énergétique cantonale	
Principe directeur 1:	L'intensité énergétique de notre économie et de notre société doit être réduite grâce aux gains d'efficacité
Principe directeur 2:	La Suisse doit exploiter de manière optimale son potentiel en énergies renouvelables et d'utilisation des rejets de chaleur
Principe directeur 3:	Un approvisionnement optimal en électricité doit être en grande partie garanti sur la base d'une production indigène
Principe directeur 4 :	Pour assurer la sécurité d'approvisionnement et défendre leurs intérêts, les cantons participent activement à la définition de la politique extérieure
Principe directeur 5:	Intégration de la production et de la distribution d'énergie dans le développement territorial
Principe directeur 6 :	Les émissions de CO_2 doivent avoir un prix
Principe directeur 7:	L'abandon du courant électrique d'origine nucléaire doit être remplacé par le développement de la production d'électricité à partir des énergies renouvelables, l'augmentation de la capacité d'énergie de réglage, des centrales à gaz à cycle combiné (combined cycle gas turbine - CCGT) et des importations d'électricité
Principe directeur 8:	La sécurité d'approvisionnement en électricité nécessite une extension rapide du réseau
Principe directeur 9:	L'accès non discriminatoire au réseau suisse de gaz et son extension doivent être concrétisés
Principe directeur 10 :	Les cantons encouragent l'amélioration continue de l'efficacité énergétique des bâtiments
Principe directeur 11:	Les cantons soutiennent de manière subsidiaire les mesures visant à améliorer l'efficience énergétique des transports
Principe directeur 12:	Exemplarité des pouvoirs publics
Principe directeur 13:	Information, conseil, formation et perfectionnement

2 LÉGISLATION

Grâce aux prescriptions énergétiques cantonales, les bâtiments nouvellement construits ou rénovés durant l'année 2007 permettent déjà de réduire les émissions de CO_2 d'environ 3,1 pétajoules (PJ) par an[1]. Si les dispositions contenues dans les lois cantonales sur l'énergie n'avaient pas été appliquées de 1980 jusqu'à fin 2007, la consommation d'énergie de tout le parc immobilier pour le chauffage et la production d'eau chaude serait aujourd'hui de 15 à 20 % plus élevée.
Les législations fédérales – notamment la loi sur l'énergie (LEne), la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEl), la loi sur le CO_2 – prévoient de transférer aux cantons certaines compétences en matière de politique énergétique. Par exemple, une prescription importante, l'art. 9 LEne, précise, dans le secteur du bâtiment, dans quels domaines les cantons sont priés d'élaborer des dispositions à leur niveau.

Ainsi, dans le cadre de la LApEl du 23 mars 2007, les cantons sont chargés notamment de désigner les zones de desserte, d'édicter des dispositions sur l'obligation de raccorder en dehors des zones de desserte ou des zones à bâtir, ainsi que de prendre des mesures visant à réduire les différences disproportionnées entre les tarifs d'utilisation du réseau pratiqués sur leur territoire. Le 30 mai 2008, le comité de l'EnDK a approuvé le rapport sur les législations cantonales d'application de la LApEl. Visant à harmoniser ces législations, celui-ci se veut être un instrument pour aider les cantons à les élaborer.

Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC)

Sur le plan de la législation, le MoPEC 2008 fournit un catalogue de prescriptions complètes s'appliquant surtout aux bâtiments. Ces prescriptions correspondent aux revendications politiques actuelles pour une amélioration de l'efficacité énergétique et une promotion accrue des énergies renouvelables. Elles permettent de concilier de manière opportune deux objectifs-clés de la politique énergétique, à savoir: d'une part, l'harmonisation optimale des prescriptions énergétiques et, d'autre part, la conception sur mesure de la législation cantonale en matière d'énergie. Le MoPEC permet une combinaison élégante de ces deux objectifs.

Le MoPEC 2008 a été adopté lors de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) du 4 avril 2008. Constat réjouissant: tous les cantons ont en général mis en œuvre les éléments centraux du module de base, tels que les exigences en matière d'isolation thermique et le taux maximum d'énergies non renouvelables, permettant de respecter les nouvelles dispositions de l'art. 9 LEne. Le tableau 1 présente l'état de l'application de certaines mesures choisies, issues du MoPEC 2008.

Art. 9 Bâtiments

1 Les cantons créent dans leur législation des conditions générales favorisant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie ainsi que le recours aux énergies renouvelables.
2 Les cantons édictent des dispositions sur l'utilisation économe et rationnelle de l'énergie dans les bâtiments existants et à construire et soutiennent l'application de normes de consommation. Ils tiennent compte de l'état de la technique et évitent de créer des entraves techniques au commerce non justifiées.
3 Les cantons édictent notamment des dispositions concernant:
   a. la part maximale d'énergies non renouvelables destinée au chauffage et à l'eau chaude;
   b. l'installation de chauffages électriques fixes à résistance et le remplacement de telles installations;
   c. la définition d'objectifs convenus avec des grands consommateurs;
   d. le décompte individuel des frais de chauffage et d'eau chaude pour les nouvelles constructions et les rénovations d'envergure.
4 Les cantons édictent des prescriptions uniformes sur l'indication de la consommation d'énergie des bâtiments (certificat énergétique des bâtiments). Ils peuvent décider que le certificat énergétique des bâtiments est obligatoire sur leur territoire et, le cas échéant, dans quelles circonstances.

[1] Source / informations détaillées: rapport de SuisseEnergie intitulé « Effet des lois cantonales sur l'énergie – Analyse des effets conformément à l'art. 20 LEne, actualisation pour l'année 2007 »

Tableau 1: Etat de la mise en œuvre du MoPEC 2008 dans les cantons à fin mars 2013

Réglementation tirée du MoPEC 2008	Introduits jusqu'à fin mars 2013 dans les cantons suivants	% de la population
Isolation thermique selon module de base du MoPEC 2008 (art. 1.6) ou norme SIA 380/1 (édition 2009)	ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS*, BL*, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE*, JU*	100
Utilisation des rejets thermiques dans les bâtiments (module de base, art. 1.16)	ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, BL, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE*, JU*	100
Part maximale d'énergies non renouvelables (module de base, art. 1.20 à 1.22)	ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BL*, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD*, VS, NE*, GE*	97
Exigences à satisfaire par les gros consommateurs (module de base, art. 1.28 à 1.30)	ZH, BE, UR, SZ, OW, NW, GL, FR, SO, BS, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI*, VD*, NE, GE*	85
Certificat énergétique cantonal des bâtiments (module de base, art. 1.31)	ZH*, BE, UR, SZ, OW, NW, ZG*, FR*, BS, SH*, AR, AI, SG, AG, TG*, TI, NE, GE*	72
DIFC dans les bâtiments existants (module 2)	UR, GL, SO, BS*, BL, TI, VD*, VS*, GE*, JU*	34
Respect des valeurs limites selon SIA 380/4 « L'énergie électrique dans le bâtiment » (module 3)	ZH, BE*, UR, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS, BL, SH, AR, SG, GR, AG, TG, TI, VD*, VS, NE, GE*, JU*	93
Chauffage de plein air (module 4, art. 4.1)	ZH, BE, UR, NW, GL, ZG, FR, SO, BS*, BL*, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE*, JU*	93
Exigences posées aux résidences secondaires (module 5)	BE, UR, OW, FR, SG, GR, TI, VS, NE	36
Attestation d'exécution par des professionnels et des organismes privés (module 6)	ZH, BE, UR, SZ*, GL*, ZG, BL*, SH, AR*, AI, SG, AG, TG, TI, VS*, NE, GE*	73
Planification énergétique cantonale (module 7, art. 7.1)	ZH, BE*, GL*, ZG, FR, SH*, AR*, SG*, AG, TG*, VD*, NE*, GE*	71
Isolation thermique et utilisation du sol: calcul de l'indice du volume bâti (IVB) selon module 8	ZH, BE, LU, SZ*, OW*, GL, ZG, FR*, SO, BL*, AR*, AI, SG*, AG, TG*, TI*, VD*, NE, GE*	88

* avec différences dans la teneur des prescriptions par rapport au MoPEC 2008

3 MESURES INDIRECTES LIBREMENT CONSENTIES

Les cantons soutiennent l'exécution de la législation et la mise en œuvre du programme d'encouragement par différentes mesures complémentaires (p. ex. classeurs d'exécution, formulaires, notices, communications sur Internet, manifestations d'information à l'intention des autorités, des responsables de l'exécution, des concepteurs et des particuliers, conseils par téléphone ou sur place, prises de position sur les dérogations, soutien aux travaux de planification énergétique des communes). A cet effet, la quasi-totalité d'entre eux dispose d'un ou de plusieurs services de conseil en matière d'énergie.

Ils collaborent entre eux dans des groupes de travail intercantonaux ou au sein de conférences régionales. Il importe de citer notamment les activités suivantes:

- l'accompagnement du Programme Bâtiments sur les plans stratégique et opérationnel,
- le développement du Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB),
- l'élaboration des aides à l'application relatives au MoPEC,
- la conception de brochures d'information,
- l'accompagnement actif des travaux de révision des normes SIA,
- l'accompagnement de l'analyse de l'efficacité des programmes cantonaux d'encouragement,
- l'organisation du séminaire sur le contrôle des résultats,
- l'organisation de manifestations sur différents thèmes en relation avec la mise en œuvre des mesures, la rénovation des bâtiments ou la promotion du standard MINERGIE, etc.

En collaboration avec l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), l'EnFK participe activement à l'élaboration de nouvelles offres de formation continue ainsi que de supports didactiques dans le domaine énergétique. Leurs activités s'articulent principalement autour de trois grands axes :

- assister les hautes écoles spécialisées pour élaborer et dispenser les cours des « Master of Advanced Studies » (MAS) dans le domaine de la construction durable (« MAS Energie et développement durable dans le bâtiment » [MAS EDD BAT] et « MAS in nachhaltigem Bauen » [MAS EN Bau]);
- réaliser une nouvelle série de revues spécialisées sous le titre général de « Construction et rénovation durables » (quatre revues ont déjà été publiées), enfin,
- soutenir la mise en œuvre du plan directeur MINERGIE, qui consiste notamment à actualiser et à compléter les supports de cours destinés à former les « partenaires spécialisés MINERGIE » et qui a été achevée à la fin 2012.

En ce qui concerne le rôle exemplaire des cantons, ceux-ci appliquent pour la plupart le standard MINERGIE ou d'autres exigences plus sévères pour leurs propres bâtiments. De nombreux cantons ont pu diminuer leur consommation d'énergie en améliorant les techniques de construction utilisées et en optimisant l'exploitation technique des bâtiments cantonaux (entre autres avec l'abonnement à energo). Par ailleurs, les cantons peuvent encore diminuer leur consommation d'énergie en se dotant de directives d'achat bien conçues pour l'acquisition de véhicules ou d'appareils – et en n'achetant effectivement plus que les meilleurs appareils.

Grâce aux rapports étroits qu'ils entretiennent avec les communes, les architectes et les concepteurs, les cantons jouent un rôle important de propagateurs pour la mise en œuvre des mesures librement consenties par les partenaires du programme SuisseEnergie. Ils soutiennent différents programmes ou organismes (notamment MINERGIE, SuisseEnergie pour les communes, label Cité de l'énergie, energo, ou réseaux d'énergies renouvelables). Ce faisant, ils font connaître divers « produits » de SuisseEnergie et les implantent sur le marché.

4 PROGRAMMES D'ENCOURAGEMENT

- www.leprogrammebatiments.ch
- www.bfe.admin.ch/mesurespromotionnelles

L'introduction de la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC) pour les installations de production renouvelables, les appels d'offres pour les mesures d'économies d'électricité et le financement du Programme Bâtiments par la Confédération et les cantons au moyen du produit de la taxe sur le CO_2 augmentent notablement les moyens disponibles depuis 2009 ou 2010 pour promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie, le recours aux énergies renouvelables et l'exploitation des rejets thermiques.

Cofinancement des programmes d'encouragement cantonaux par la Confédération au moyen des contributions globales

Depuis l'an 2000, conformément à l'art. 15 LEne, la Confédération accorde des contributions globales aux cantons qui possèdent leurs propres programmes pour promouvoir l'utilisation économe et rationnelle de l'énergie, le recours aux énergies renouvelables ou l'exploitation des rejets thermiques. Tout canton qui souhaite bénéficier d'une contribution globale doit avoir adapté sa législation en conséquence et avoir lancé son propre programme d'encouragement. Les montants de ces contributions sont déterminés en fonction du crédit cantonal mis à disposition ainsi que de l'efficacité du programme concerné – la base de calcul du coefficient d'efficacité étant la deuxième année précédant l'exercice sous revue). En particulier, la contribution globale allouée à un canton ne doit pas dépasser le montant du crédit annuel approuvé pour mettre en œuvre son programme d'encouragement.

Les contributions globales allouées par la Confédération présentent un effet multiplicateur important, car elles permettent aux cantons d'élaborer les programmes d'encouragement qui leur conviennent le mieux et d'attribuer les moyens financiers aux domaines qui leur paraissent les plus adéquats. Alors qu'en l'an 2000, 16 cantons géraient des programmes d'encouragement, totalisant CHF 21,1 millions, en 2012, ce sont les 26 cantons qui le font, pour un montant global de CHF 80 millions. Cette évolution montre que la politique des cantons en matière d'énergie et de climat revêt une grande importance.

Le 12 juin 2009, les Chambres fédérales ont adopté une révision de la loi sur le CO_2, qui a modifié le régime de financement des programmes d'encouragement cantonaux par la Confédération. Pendant dix ans (jusqu'en 2019), un tiers du produit de la taxe sur le CO_2, mais au plus CHF 300 millions par an, sera affecté au financement des mesures de réduction des émissions de CO_2 dans les bâtiments. A cet effet, la Confédération accorde aux cantons, en vertu de l'art. 34, al. 1, de la loi sur le CO_2 (version révisée du 23 décembre 2011), des aides financières globales destinées à:

a. assainir sur le plan énergétique les bâtiments chauffés (Programme Bâtiments – partie A; les aides financières globales sont versées sur la base de conventions-programmes conclues avec les cantons);
b. encourager les énergies renouvelables, la récupération des rejets de chaleur et l'amélioration des installations techniques jusqu'à concurrence d'un tiers de la part affectée du produit de la taxe, par année (Programme Bâtiments – partie B; les aides financières globales sont versées sur la base de l'art. 15 LEne).

C'est ainsi que, depuis 2010, le financement des contributions globales versées aux cantons en vertu de l'art. 15 LEne n'est plus imputé au budget ordinaire mais est tiré de l'affectation partielle de la taxe sur le CO_2 (en vertu de l'art. 34, al. 1, let. b: encourager les énergies renouvelables, la récupération des rejets de chaleur et l'amélioration des installations techniques). Pour éviter un subventionnement à double en vertu de la loi sur l'énergie et de la loi sur le CO_2, l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) ne verse plus, depuis 2010, de contributions en fonction de l'art. 13 de la loi sur l'énergie; il se contente d'en verser pour répondre à l'art. 34, al.1, let. b de la loi sur le CO_2.

Art. 34 de la loi sur le CO_2 : réduction des émissions de CO_2 des bâtiments

1 Un tiers du produit de la taxe sur le CO_2, mais au plus 300 millions de francs par an, est affecté au financement des mesures de réduction des émissions de CO_2 des bâtiments. A cet effet, la Confédération accorde aux cantons des aides financières globales destinées:
   a. à assainir sur le plan énergétique les bâtiments chauffés;
   b. à promouvoir les énergies renouvelables, la récupération des rejets de chaleur et l'amélioration des installations techniques jusqu'à concurrence d'un tiers de la part annuelle affectée à ces activités du produit de la taxe.

2 La Confédération accorde des aides financières:
   a. pour les mesures au sens de l'al. 1, let. a: sur la base d'une convention-programme conclue avec les cantons qui garantissent une mise en œuvre harmonisée;
   b. pour les mesures au sens de l'al. 1, let. b: dans le cadre des contributions globales prévues à l'art. 15 de la loi du 26 juin 1998 sur l'énergie.

3 Le montant des aides financières dépend de l'efficacité des mesures.

4 Les aides financières sont allouées aux cantons jusqu'à la fin 2019. En 2015, le Conseil fédéral fait rapport à l'Assemblée fédérale sur l'efficacité des aides financières.

Le 1er janvier 2011, le nouvel article 14a LEne est entré en vigueur; il stipule que la Confédération peut aussi verser aux cantons des contributions globales pour des programmes d'information, de conseil, de formation et de perfectionnement. Pourtant, aucun budget n'a encore été réservé pour de telles activités.

Art. 14a LEne: Contributions globales pour les programmes relevant des art. 10 et 11

1. La Confédération peut verser des contributions globales annuelles aux cantons pour les programmes relevant des art. 10 et 11, en particulier si ceux-ci sont destinés à promouvoir l'utilisation économe et rationnelle de l'énergie.
2. Le Conseil fédéral fixe en particulier:
   a. les mesures pouvant faire l'objet d'une contribution globale
   b. les conditions de versement et les critères d'octroi de la contribution.

Si l'on tient compte des nouvelles possibilités de financement par la Confédération, on obtient un budget global, jusqu'en 2019, de CHF 280 à 300 millions par an pour soutenir les investissements visant à optimiser l'efficacité énergétique et à accroître le recours aux énergies renouvelables; ces montants comprennent les contributions des cantons, oscillant entre 80 et CHF 100 millions par an.

12

Le Programme Bâtiments de la Confédération et des cantons – situation à fin 2012

Une convention-programme entre la Confédération et les cantons définit de manière plus précise les modalités d'application de la partie A du Programme Bâtiments (assainissement énergétique des bâtiments chauffés, art. 34, al. 1, let. a, de la loi sur le CO_2). Le Programme Bâtiments a été développé par les cantons (représentés par l'EnDK), en collaboration avec les offices fédéraux de l'énergie (OFEN) et de l'environnement (OFEV). Depuis le début de l'année 2010, les mesures soutenues sont le remplacement des fenêtres ainsi que l'isolation du toit, des murs, du sol et du plafond. Fixés d'après le ModEnHa 2009 (Modèle d'encouragement harmonisé des cantons), les taux déterminant les montants d'encouragement versés sont les mêmes pour toute la Suisse.

On a constaté qu'entre 2010 et 2012, ce ne sont pas moins de 64'000 requêtes qui ont été enregistrées, pour un montant total de CHF 650 millions. A fin 2012, CHF 330 millions avaient été versés, pour satisfaire environ 42'000 demandes. Les versements effectués pendant la période allant de 2010 à 2012 ont permis d'assainir sur le plan énergétique quelque 8'221'000 m^2 de surfaces d'enveloppe, dont 1'222'150 m^2 de fenêtres, 3'458'630 m de toitures et 2'476'240 m^2 de façades.

Programmes d'encouragement cantonaux – année 2012

L'exercice 2012 peut être qualifié d'excellent s'agissant de l'incidence des programmes d'encouragement cantonaux et du niveau atteint par les subventions accordées dans le cadre de ces programmes[2]. Les montants versés à titre d'encouragement en 2012 (CHF 129 millions, y c. la contribution globale de la Confédération; 2011: CHF 131 millions) ont eu les répercussions suivantes:

- Les effets énergétiques obtenus ont atteint quelque 9300 GWh (sur toute la durée de vie des installations concernées).
- Des investissements supplémentaires de l'ordre de CHF 517 millions ont été consentis dans le domaine de l'énergie.
- De nouveaux postes ont été créés (quelque 2'680 personnes-années ; en incluant les effets durables des années précédentes).
- Les émissions de CO_2 ont été réduites de 1,7 million de tonnes (sur toute la durée de vie des installations concernées).

Modèle d'encouragement harmonisé des cantons (ModEnHa)

En 2002 et 2003, la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK) avait élaboré un Modèle d'encouragement harmonisé (ModEnHa 2003). Ce dernier a été adopté par l'EnDK lors de l'Assemblée générale du 29 août 2003. Le ModEnHa a été remplacé le 1er janvier 2010 par une version révisée (ModEnHa 2009). Ce dernier prend en compte les changements intervenus depuis la publication de la dernière version (ModEnHa 2007) – par exemple, l'entrée en vigueur du Modèle de prescriptions énergétiques (MoPEC 2008) et les modifications apportées aux normes connexes ainsi qu'aux paramètres de coûts. Il a été conçu de manière à pouvoir servir de base pour le Programme Bâtiments de la Confédération et des cantons. Il est ainsi coordonné de façon optimale avec les programmes d'encouragement cantonaux, pour lesquels il constitue la pierre angulaire.

Le ModEnHa constitue un canevas qui donne aux cantons les éléments essentiels pour élaborer leurs propres modèles d'encouragement. Il vise également à harmoniser les critères d'encouragement et les formulaires. Chaque canton a toute liberté pour choisir les objets à subventionner. En remaniant leurs programmes, les cantons prennent en compte les recommandations du ModEnHa et adaptent leur structure en conséquence. Le ModEnHa sera périodiquement mis à jour en fonction de l'état de la technique et des éventuels changements dans les conditions générales.

[2] Source / informations détaillées: rapport de SuisseEnergie intitulé « Contributions globales aux cantons selon l'art. 15 LEne – Analyse de l'efficacité des programmes cantonaux d'encouragement - Résultats de l'enquête 2012 »

Tableaux

2

Tableaux comparatifs

1.	Politique énergétique cantonale: aperçu des bases légales	29
2.	Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte	31
3.	Politique énergétique cantonale: planification énergétique	35
4.	Exécution: organisation	37
5.	Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes	39
6.1	Législation: protection thermique des bâtiments	42
6.2	Législation: protection thermique des bâtiments	44
7.1	Législation: exigences pour les installations techniques	47
7.2	Législation: exigences pour les installations techniques	50
7.3	Législation: exigences pour les installations techniques	52
8.	Législation: part maximale pour les nouveaux bâtiments – Certificat énergétique cantonal des bâtiments	54
9.	Législation: décompte individuel des frais de chauffage et d'eau chaude	56
10.	Législation: utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité – Grands consommateurs	57
11.	Législation: approvisionnement en électricité – Désignation des zones de desserte – Mandat de prestation	60
12.	Législation: approvisionnement électrique – Obligation de raccordement	63
13.	Législation: exploitation de la force hydraulique	66
14.	Promotion: programme d'encouragement, budget	69
15.	Promotion: en dehors du programme d'encouragement	76
16.	Promotion de l'utilisation d'énergies renouvelables, de rejets thermiques	78
17.	Communes	80
18.	Mobilité	83
19.	Exemplarité cantonale: instruments de planification	85
20.	Exemplarité cantonale: isolation thermique des bâtiments	86
21.	Exemplarité cantonale: exigences pour les installations techniques	88
22.	Exemplarité cantonale: indices énergétiques	91
23.	Conseil en énergie, information, formation et perfectionnement	93
24.	Organisation du Service cantonal de l'énergie	96

1. Kantonale Energiepolitik: Überblick der Rechtsgrundlagen
Politique énergétique cantonale : aperçu des bases légales

Kt.	Kantonale Rechtsgrundlagen	Anpassungen im Berichtsjahr	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss	Erlass, Anpassung	z.B. Absichten
Ct.	**Bases légales cantonales**	**Adaptations durant l'exercice sous revue**	**Remarques**
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat	Ediction, adaptation	par ex. intentions
ZH	Energiegesetz 83 (EnG), (Rev. 95, 01, 02, 2010, 2011); Planungs- und Baugesetz 92 (PBG) 92; Besondere Bauverordnung I 81 (BBV I), (Rev 96, 99, 02, 05, 09, 2012)	Aenderung PBG vom 26.03.2012 betr. Erleichterungen Sanierungen (In kraft 01.04.2013); Äenderung BBV I betr. Umsetzung MuKEn (betr. Elektroheizungen, Heizungen im Freien, SIA 380/4), in Kraft 01.06.2013	Inkraftsetzung und Unterstellung der Privaten Kontrolle von EnerG und BBV I (in Kraft 01.06.2013)
BE	Kantonales Energiegesetz 15.05.2012 (KEnG) Kantonale Energieverordnung 26.10.2011 In Kraft beide seit 01.01.2012	Keine	Volksabstimmung zur Initiative Bern erneuerbar und Gegenvorschlag am 03.03.2013
LU	kEnG vom 07.03.89, letzte Änderung 03.03.08; kEnV vom 11.12.90, Teilrevision in Kraft per 01.01.09		Gesamtrevision kEnG/kEnV. Vernehmlassung abgeschlossen; per September 2013 erste Lesung KEnG Kantonsrat, in Kraft per Mitte/Ende 2014
UR	EnG 99 EnR 04 EnR 16.12.08 (in Kraft 01.04.09)		
SZ	Energiegesetz 16.09.09 (SRSZ 420.100), in Kraft 01.04.2010; Energieverordnung 16.02.2010 (SRSZ 420.111), in Kraft 01.04.2010		
OW	Baugesetz vom 12.06.94 Regierungsratsbeschluss 472 vom 07.04.09 (Förderprogramm), Ausführungsbestimmungen über die Energieverwendung im Gebäudebereich vom 17.05.2011	Ausführungsbestimmungen über die Energieverwendung im Gebäudebereich vom 17.05.2011 Umsetzung MuKEn geplant seit 01.06.2011 (inkl. Basismodul & Modul 5 + Modul 8)	Intensivierung der Vollzugskontrolle
NW	EnG 16.12.09; EnV 20.04.2010. In Kraft beider Rechtsgrundlagen: 01.05.2010		
GL	An der Landsgemeinde 09 wurde ein neues Energiegesetz genehmigt. Die Verordnung am 23.09.09 durch den Landrat und die Vollzugsverordnug am 17.11.09 vom Regierungsrat beschlossen.	Gesetz, Verordnung und Änderungen der Vollzugsverordnung zur Energiegesetzgebung	
ZG	Energiegesetz 01.07.04, Verordnung zum Energiegesetz 12.07.05; geändert am 11.11.08	Mehrjähriges Anschlussprogramm "KRB Energiebeiträge II" über 10 Mio. verabschiedet. Die Beiträge wurden auf maximal 20 % (bisher ein Drittel) der Kosten begrenzt	Teilrevision Energiegesetz im 2013
FR	LEn 00, REn 01, LAEE 03, OEn06, OEn 07, OEn 2010, OEn 2011 entrée en vigueur 01.07.2011, Loi du 12 mai 2011 instituant un Fonds cantonal de l'énergie	Projet modification de la LEn 00 adopté par le Grand Conseil en février 2012, mais refusé en votation populaire le 25.11.2012	Nouveau projet soumis au Grand Conseil pour session de mai 2013
SO	EnG 91 (Stand 01.07.05), in Kraft 01.07.92; EnVSO 23.08.2010, in Kraft 01.01.2011; Verordnung über Staatsbeiträge vom 03.05.93	Verordnung zum EnG vom 25.09.2012 über Staatsbeiträge; EnVSO 2012; in Kraft 01.01.2013	Anpassungen EnGSO betreffend "Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen" inkl. Sanierungspflicht bis 2025; politische Diskussion/Beratung im 2013
BS	EnG 98, VEnG 2010, IWB-Gesetz 09	VEnG überarbeitet, in Kraft seit 24.06.2012	
BL	Rev. EnG 91; EnGV 09, in Kraft 01.07.09; Verordnung über Förderbeiträge 09, in Kraft 01.01.2010	EnG 91: Ergänzung §12: Anschlussgesetzgebung StromVG	Ergänzung EnG mit Anschlussgesetzgebung zu Stromversorgungsgesetz
SH	Baugesetz 700.100 vom 01.12.97, Stand 01.01.2012 Energiehaushaltsverordnung 700.401 vom 15.02.05, Stand 01.01.2011		
AR	kEnG vom 24.09.01, bGS 750.1, 01.01.2012 ; kEnV vom 18.12.01, bGS 750.11, 01.01.2012	EnG und EnV in Kraft 01.01.2012 Anpassung an MuKEn 08	Interkantonale Vereinbarung seit 01.01.07 im Raum OCH (ZH, SG, AR, GL, SZ) bezüglich "Private Kontrolle"; zusätzlich seit 01.01.2012 PK für den Fachbereich Beleuchtung
AI	EnerG 01, EnergV 02	In Kraft ab 01.01.2010	Keine

1. Kantonale Energiepolitik: Überblick der Rechtsgrundlagen
Politique énergétique cantonale : aperçu des bases légales

Kt.	Kantonale Rechtsgrundlagen	Anpassungen im Berichtsjahr	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss	Erlass, Anpassung	z.B. Absichten
Ct.	**Bases légales cantonales**	**Adaptations durant l'exercice sous revue**	**Remarques**
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat	Ediction, adaptation	par ex. intentions
SG	EnG 09, in Kraft 01.01.2010; EnV 09, in Kraft 2010; Verordnung über Förderungsbeiträge nach dem Energiegesetz 00 (EnFöV), in Kraft 01	Seit 01.11.2012: sämtliche ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen sind bewilligungspflichtig. Regelung entspricht nun inhaltlich derjenigen von Art. 1.12 der MuKEn 08	
GR	Energiegesetz, BEG 20.04.2010, in Kraft 01.01.2011 Energieverordnung, BEV 12.10.2010, in Kraft 01.01.2011		
AG	EnergieG 17.01.2012, EnergieV 04.07.2012	Inkraftsetzung von revidiertem EnergieG und zugehöriger EnergieV	MuKEn 08 weitgehend mit Rev. ESpaV auf den 01.03.09 umgesetzt. Revidiertes EnergieG sowie die zugehörige Verordnung wurden per 01.09.2012 in Kraft gesetzt. Damit ist die MuKEn 08 im Kantonalen Recht umgesetzt
TG	Energienutzungsgesetz 731.1 vom 10.03.04 , Stand 27.10.2010 Verordnung zum Energienutzungsgesetz 731.11 vom 09.11.2010	Erstellung Vollzugsrichtlinien für WKK mit erneuerbaren Energien (Präzisierungen)	
TI	Legge cantonale energia (LCEn) 08.02.94; legge edilizia cantonale (LE) 13.03.91. Linee direttive cantonali Canton ticino 2012-2015, RUEn 16.09.08	Entrata in vigore del decreto legislativo del 17.03.2011 e del decreto esecutivo del 12.10.2011 per incentivi per l'efficienza energetica e la promozione dell'utilizzo di energie rinnovabili	
VD	Loi cantonale sur l'énergie 06 (LVLEne, 01.09.06). Loi vaudoise sur le secteur électrique 09 (LSecEl, 01.10.09). Divers règlements spécifiques (gaz, fonds, etc.)		La loi vaudoise sur l'énergie et son règlement d'application seront revus en 2013, notamment pour prendre en compte le MoPEC 08 et diverses modifications souhaitées, entre autre, par le Grand Conseil
VS	Len 04 Ord. Utilisation rationnelle de l'énergie, OURE 2011 Ord. Mesures de promotion énergétiques, OPromEn 04		LEn entrée en vigueur 15.01.04 Nouvelle OURE entrée en vigueur 01.03.2011 OPromEn entrée en vigueur 05.11.04, modifiée 01.02.08 et 01.01.2010
NE	Loi cantonale sur l'énergie (LCEn) 18.06.01, révision entrée en vigueur 01.01.2013		
GE	Len 09 (L 2 30) , RLEn 03 (L 2 30.01), LCI 97, RCI, LSIG 08	Pas d'évolution en 2012, après l'entrée en vigueur le 05.08.2010 de la modification de la loi sur l'énergie et de son règlement	La modification légale de 2010 est de grande importance et touche plusieurs secteurs. Sa mise en œuvre se poursuit en 2013.
JU	LEN 24.11.88 OEN 24.08.93	Aucune	L'OEN 93 est en cours de révision selon le MoPEC 08 A remarquer que l'OEN 93, basée sur la norme SIA 380/1, répond au module de base du MoPEC
FL	EnV 21.08.07; Baugesetz 11.12.08; Gesetz ü.d. Förderung d. Energieeffizienz u.d. ern. Energien (EEG) 08, Nr. 116, in Kraft: 30.05.08 + VO Nr. 118	Verordnung über die Abänderung der Energieeffizienzverordnung, in Kraft: 07.04.2010	

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild
Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum, Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2010 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO2-Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2008 für die Legislatur 2009-2012	z.B. Absichten
Ct.	**Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou de la charte**	**Objectif visé avec délais**	**Date d'approbation, validité**	**Remarques**
	par ex. Stratégie énergétique 2010 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. société à 2000 watts d'ici 2050, société à 1 tonne de CO2, objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.2008 pour la législature 2009-2012	par ex. intentions
ZH	Energieplanungsbericht 2010 (Bericht des Regierungsrates an den Kantonsrat betr. alle Energiethemen), Vision Energie 2050	3.5 t CO2 bis 2035, 2.2 t CO2 bis 2050 (gemäss Energieplanungs-bericht 06 und 2010) und Energiegesetz § 1d	Energieplanungsbericht 2010 vom RR beschlossen und in Folge Fukushima vor Genehmigung durch KR zurückgezogen. Ziele in Legislaturziele 2011-2015 enthalten	Nächster Energieplanungsbericht 2014 (muss gemäss Energiegesetz alle 4 Jahre erstellt werden), wird auf neue Energiepolitik des Bunderates eingehen
BE	Energiestrategie 06	Vision 2000-Watt-Gesellschaft 4000-Watt-Gesellschaft bis 2035 bei 1 t/CO2 pro Kopf mit 4-Jahres-Massnahmenplänen pro Legislatur	Beschluss Regierungsrat vom 05.07.06	
LU	Planungsbericht Energie 06, Energiekonzept 2007-2011, Regierungsratsbeschluss 20.03.08, Verdoppelung ern. Energie bis 2030, Energiegesetz 07.03.90	2000-Watt-Gesellschaft in der Phase 2050 bis 2080 gemäss Planungsbericht	Planungsbericht Energie 06, Beschluss des Kantonsrates vom 05.12.06; Energiekonzept Umsetzungsphase 2007-2011, Regierungsratsbeschluss 20.03.08	Energiekonzept 2012-2016 erarbeitet; z.Z. beim RR zur Verabschiedung pendent
UR	Gesamtenergiestrategie Uri vom 30.09.08 Themen: Energienutzung, Erneuerbare Energien, Wasserkraft, Stromversorgung	2000-Watt-Gesellschaft mit klimaneutraler Energiegewinnung Marktgerechte Entschädigung der Wasserkraft	30.09.08	Meilensteine bis 2020 - 4000-Watt-Gesellschaft - Anteil Erneuerbare Energien von 5% auf 25% - Erhöhung Stromproduktion aus Wasserkraft um 10% - Steigerung finanz.Ertrag aus Wasserkraft mind. 25%
SZ	Grundlagen zur energiepolitischen Strategie des Kantons Schwyz (Mai 2011) Teil 1: Energiepolitik Teil 2: Strom; Produktion, Transport und Verteilung	Noch keine definiert		Gesamtenergiepolitische Strategie, verabschieden bis Ende 2013
OW	Energiekonzept 09 (Bestandesaufnahme, Potentiale, Ziele, Massnahmen) Seit 09 in Umsetzung	Ziele bis 2020: - 20% Verbrauch foss. En. in Gebäuden + Infrastruktur ggü. 90; - 5% foss. En. im Verkehr ggü. 00; - +10% Prod. ern. En.; - max. 2% Stromzuwachs; Energieverbrauch kant. Gebäude -2%	Regierungsrat 17.03.09 Kantonsrat 30.04.09	Aufgrund des eingegangenen Postulates zum Energieverbrauch in der Verwaltung wurde eine Vorstudie erarbeitet. Sie dient als Grundlage für eine Analyse und zur Erstellung eines Massnahmenkathaloges. Im Verlauf des Jahres 2013 werden die weiteren Schritte definiert
NW	Es besteht kein kantonales Energiekonzept. Einzelne Zielsetzungen zum Bereich Energie sind im Richtplan verankert	Keine		

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild
Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum, Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2010 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO2-Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2008 für die Legislatur 2009-2012	z.B. Absichten
Ct.	**Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou de la charte**	**Objectif visé avec délais**	**Date d'approbation, validité**	**Remarques**
	par ex. Stratégie énergétique 2010 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. société à 2000 watts d'ici 2050, société à 1 tonne de CO2, objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.2008 pour la législature 2009-2012	par ex. intentions
GL	Die neuen Gemeinden des Kantons Glarus sind nach Möglichkeit in den nächsten Jahren Energiestädte, d.h. der Kt. Glarus wird Energiekanton			
ZG	Energie im Kanton Zug - Leitbild, Leitsätze, Massnahmen	Der Energiebedarf muss sinken, die 2000-Watt-Gesellschaft ist Ziel und der Weg dazu mit verhältnismässigen Massnahmen zu ebnen	Leitbild vom Regierungsrat beschlossen am 21.06.2011	Periodische Überprüfung, im Gange
FR	Nouvelle stratégie énergétique depuis 2010. Concerne notamment le domaine du bâtiment (utilisation rationnelle de l'énergie) et la production d'énergie au moyen des énergies renouvelables	Objectif de la politique énergétique du canton : atteindre la société à 4000 watts d'ici 2030	Rapport n°160 du Conseil d'Etat présenté en novembre 09 au Grand Conseil	Rapport n° 160 du Conseil d'Etat
SO	Energiekonzept 03 Kt. SO Förderprogramm für Energieeffizienz und erneuerbare Energien	EnergieSchweiz-Ziele	E-Konzept: Verabschiedet vom Regierungsrat am 02.03.04; z.K. genommen vom Kantonsrat am 31.08.04; Dauer 2003-2015. Förderprogramm vom KR am 03.12.08 verabschiedet	Im Auftrag des Regierungsrates erstellt eine Arbeitsgruppe AG einen Bericht darüber, wie eine künftige Energiever-sorgung im Kanton SO - ohne Kernkraftwerke - aussehen könnte. Schlussbericht ist von der AG verabschiedet. Politische Diskussion im 2013
BS	Bericht und Ratschlag zur Energiepolitik (Massnahmenvorschläge)	2000W-Gesellschaft (nicht terminiert)	Verabschiedet durch den Grossen Rat im Januar 09	Umsetzung CO2-neutrale Verwaltung 2008-2015
BL	Energiestartegie des Regierungsrates vom 18.12.2012	Neubaustandard MINERGIE-P bis 2030; bestehende Bauten 2000 Watt tauglich bis 2050; weitere Massnahmen im Sinne der Energiestrategie 2050 des Bundes	Verabschiedet durch Regierungsrat am 18.12.2012; EnG durch 4/5tel Mehr im Parlament, daher keine Volksabstimmung	
SH	Leitlinien und Massnahmen der Kantonalen Energiepolitik 2008-2017	Bis im Jahr 2017 sollen folgende Ziele erreicht werden: - Fossile Energie in Gebäuden - 20% - Verkehr -5% - Verbrauch Elektrizität max +5% - Erneuerbar Wärme + 10% - Strom + 2%	06.05.08 Umsetzung im Zeitraum 2008-2017	Langfristige Ziele: deutliche Reduktion CO2 ohne verbindliche Zielangabe
AR	Energiekonzept 2008-2015 vom KR genehmigt am 15.09.08	Eine Tonne CO2 pro Person und 2000-Watt-Gesellschaft bis 2100	08 bis 2015 Regierungsrat erlassen am 12.08.08, genehmigt Kantonsrat am 15.09.08	
AI				

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild
Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum, Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2010 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO2-Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2008 für die Legislatur 2009-2012	z.B. Absichten
Ct.	**Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou de la charte**	**Objectif visé avec délais**	**Date d'approbation, validité**	**Remarques**
	par ex. Stratégie énergétique 2010 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. société à 2000 watts d'ici 2050, société à 1 tonne de CO2, objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.2008 pour la législature 2009-2012	par ex. intentions
SG	Energiekonzept Kanton St.Gallen - Schwerpunkte: Energieeffizienz im Gebäude, Erneuerbare Energie, Stromeffizienz, Vorbildfunktion, Information und Bildung	2000-Watt-Gesellschaft (etwa 2100); Ziele 2020: Fortschreibung Ziele EnergieSchweiz (Brennstoffe -15%, Treibstoffe -7.5%), Verdoppelung Produktion neue Erneuerbare (alle im Vergleich zu 05)	Verabschiedung durch die Regierung am 11.12.07, vom Kantonsrat gutgeheissen am 20.02.08	Umsetzung des Energiekonzepts auf Kurs. Das Energie-konzept aus dem Jahr 08 fokussiert stark auf den Bereich Wärme, im Jahr 2013 wird die Regierung dem Kantonsrat eine Ergänzung des Energiekonzepts um den Teilbereich Strom zuleiten. Diese soll im Herbst 2013 vom Kantonsrat behandelt werden
GR	Bericht über die Strompolitik des Kantons Graubünden 2012	Stromproduktion bis 2035 erhöht: - aus Grosswasserkraft um 860 GWh/a - aus erneuerbaren Energien um 600 GWh/a - Stabilisierung des Stromverbrauchs bis 2035 auf 2000 GWh/a	Verabschiedet durch Grossen Rat im 2012	Stromverbrauch der kantonseigenen Bauten bis 2035 zu 100 % mit erneuerbarer Energie gedeckt und um 20% reduziert
AG	Umsetzung von EnergieAARGAU	Unterstützung 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050	Beschluss durch den Grossen Rat vom 27.06.06	Aktualisierung der Strategie energieAARGAU im 2013, Erarbeitung einer kantonalen Energie-planung gemäss § 13 EnergieG im 2013
TG	Konzept zur verstärkten Förderung erneuerbarer Energien und der Energieeffizienz (2006-2015), Nutzungskonzept Geothermie	Bis im Jahr 2017 sollen folgende Ziele erreicht werden: - Fossile Energie in Gebäuden -15% - Verkehr -5% - Verbrauch Elektrizität max +5% - Erneuerbare Wärme + 4.5% - Erneuerbarer Strom + 1.5%	06.03.07 Umsetzung im Zeitraum 06 bis 2015	Vision: 2000-Watt-Gesellschaft im Jahr 2050/2080
TI	Linee direttive cantonali del canton Ticino 2012-2015. Scheda V3 del piano direttore cantonale pubblicata. Scheda IS7 Piano risanamento dell'aria	Società a 2000 watt, obiettivi di SvizzeraEnergia, linee direttive cantonali adottate dal Consiglio di Stato per il 2012-2015		Conclusione dell'elaborazione e applicazione del Piano energetico cantonale (PEC)
VD	Conception cantonale de l'énergie 2011. Programme de législature 2007-2012 (action contre le réchauffe-ment climatique, promotion des énergies renouvelables et transports publics,...)	Emissions de CO2: 1,5 million de tonnes par an en 2050 (3,5 en 04) Energies renouvelables: part de 30% en 2050 (6,1% en 04)	Programme de législature 2012-2017: adopté par le Conseil d'Etat, le 12.10.2012 Conception cantonale de l'énergie révisée et adoptée par le Conseil d'Etat le 01.06.2011	
VS	Stratégie "Efficacité et approvisionnement en énergie", Stratégie partielle "Energie eolienne", stratégie partielle "Energie photovoltaïque"	- énergie fossile -18.5% - Stabiliser consommation électrique au niveau 2010 - Production énergies renouvelables + 1'400 GWh - Augmenter l'appart. dans chaîne de valeur énergétiques	Adopté par le Conseil d'Etat le 10.01.2013. Objectifs pour 2020.	

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild
Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum, Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2010 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO2-Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2008 für die Legislatur 2009-2012	z.B. Absichten
Ct.	**Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou de la charte**	**Objectif visé avec délais**	**Date d'approbation, validité**	**Remarques**
	par ex. Stratégie énergétique 2010 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. société à 2000 watts d'ici 2050, société à 1 tonne de CO2, objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.2008 pour la législature 2009-2012	par ex. intentions
NE	Conception directrice de l'énergie du 04.09.06 (une nouvelle conception devrait voir le jour en 2013)	Dans la revision de la LCEn, l'objectif est "Société à 2000 watts pour 2050"	Adoptée par le Conseil d'Etat le 04.09.2006	Une nouvelle conception directrice de l'énergie sera préparée pour 2013. Elle tiendra compte de la nouvelle LCEn
GE	Le Plan directeur cantonal de l'énergie (PDE0509) qui est la mise en œuvre de la Conception Générale de l'énergie (CGE0509). Plan directeur et Conception générale adoptés en mars et avril 08	Le PDE0509 vise la société à 2000 watts sans nucléaire le plus rapidement possible. D'ici 2010: - énergie fossile -6.25% - énergies renouvelables +11% par rapport à 05	Plan directeur de l'énergie (PDE0509) a été adopté par le Conseil d'Etat le 10.03.08	La révision de la CGE et du PDE devraient être adoptés en 2013
JU	La politique énergétique est déterminée dans le programme de législature du Gouvernement (art. 4 LEN). Elle fait actuellement l'objet d'une redéfinition stratégique.	Le programme de législature 2011-2015 prévoit l'étude d'une stratégie de long terme appellée "Stratégie énergétique 2035"	Le programme gouvernemental de législature 2011-2015 a été approuvé au cours du premier semestre 2011.	L'Etat jurassien entend clarifier sa politique énergétique. Le Gouvernement a mis en place un processus participatif pour l'élaboration d'une stratégie énergétique durable portant sur un horizon de 25 ans et reposant sur la sortie du nucléaire et une autonomie énergétique maximale.
FL	Energiestrategie 2020	20% Effizienzverbesserung; 20% Erneuerbare; 20% CO2-Einsparung bis 2020	01.05.2012	

3. Kantonale Energiepolitik: Energieplanung
Politique énergétique cantonale: planification énergétique

Kt.	Kantonale Energieplanung gemäss MuKEn 2008-Modul 7 Art. 7.1-7.3	Kommunale Energieplanung gemäss MuKEn 2008-Modul 7 Art. 7.4	Erarbeitete Energierichtpläne (kantonal, regional, kommunal)	Bemerkungen
			z.B. Energierichtplan Kanton xy 08, Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Planification énergétique cantonale selon Module 7, art. 7.1-7.3 MoPEC 08**	**Planification énergétique communale selon Module 7, art. 7.4 MoPEC 08**	**Plans directeurs énergétiques établis (cantonal, régional, communal)**	**Remarques**
			par ex. Plan directeur énergétique du canton xy 08, des communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kant. Energieplan (06), kant. Teilrichtplan Versorgung, Bereich Energie, regionale Versorgungs-pläne in Revision, kommunale Energieplanung in 47 Gemeinden (68% der Bevölkerung)	
BE	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Grundlagen für die räumliche Umsetzung der Energiestrategie 06; regionale Windrichtpläne Jura und Emmental-Oberaargau, z.Zt. haben/erstellen ca. 20 Gmd freiwillig einen Richtplan Energie	Kant. Richtplaninhalte Energie, Windrichtplan in Erarbeitung; Kommunale Richtpläne Energie 34 Gemeinden obligatorisch
LU	Nein	Nein	Projektstart für Energierichtplan Luzern Nord (u.a. Abwärme SwissSteel) und Luzern Ost (neue KVA/Renergia, Fernwärmenetz Rontal). Luzern Süd in Vorbereitung/Abklärung	Vollständige Übernahme der noch fehlenden Elemente geplant in Gesamtrevision EnG/EnV
UR	Nein	Nein		Zur Zeit an der Erarbeitung eines Schutz- und Nutzungskonzepts Uri für Erneuerbare Energien auf Stufe Richtplan
SZ	Nein	Nein		Energieplan Freienbach als Bestandteil des kommunalen Richtplans in Bearbeitung
OW	Nein	Nein		Umsetzung MuKEn seit 01.06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8) Anwendung der Normen SIA
NW	Nein	Nein	Energierichtpläne Gemeinden Hergiswil, Stans und Stansstadt	
GL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Der Energierichtplan Teil Wasserkraft wurde im Oktober 2012 vom Landrat bestätigt	Das Energiekonzept wurde im Oktober 2012 vom Landrart bestätigt
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Bestimmung betreffend des kantonalen Richtplan in Teilrevision des Energiegesetzes, vgl. Ziffer 1 hievor	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Plan sectoriel de l'énergie validé en 02. Plans communaux des énergies obligatoires	Plan sectoriel de l'énergie sera révisé durant la présente législature (2012-2016)
SO	Nein	Nein	Einwohnergemeinde der Stadt Solothurn (Masterplan); Einwohnergemeinde Biberist (Masterplan)	Im Rahmen der aktuellen Überarbeitung des Richtplanes wird der Teil "Energie" ein Kapitel Energieplanung beinhalten. Es ist vorgesehen, die Energieplanung vorzuschreiben. Details sind noch in Erarbeitung. Ein Aufnahme ins EnG wird dann zu prüfen sein
BS	Nein	Nein	Keine	
BL	Nein	Nein	Muttenz, Pratteln, Arlesheim, Liestal, Reinach, Itingen sog. Energiesachplan	Es ist geplant, die kommunale Energie-planung bei der laufenden Totalrevision EnG als Massnahme aufzunehmen. Voraussichtliches Inkrafttreten 2016
SH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Stadt Schaffhausen und Thayngen mit Energierichtplan Kantonaler Richtplan 06	Überarbeitung Kantonaler Richtplan (definitiver Abschluss Voraussichtlich 2013) Positivplanung Windkraftnutzung in Richtplan
AR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		
AI	Nein	Nein		

3. Kantonale Energiepolitik: Energieplanung
Politique énergétique cantonale: planification énergétique

Kt.	Kantonale Energieplanung gemäss MuKEn 2008-Modul 7 Art. 7.1-7.3	Kommunale Energieplanung gemäss MuKEn 2008-Modul 7 Art. 7.4	Erarbeitete Energierichtpläne (kantonal, regional, kommunal)	Bemerkungen
			z.B. Energierichtplan Kanton xy 08, Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Planification énergétique cantonale selon Module 7, art. 7.1-7.3 MoPEC 08**	**Planification énergétique communale selon Module 7, art. 7.4 MoPEC 08**	**Plans directeurs énergétiques établis (cantonal, régional, communal)**	**Remarques**
			par ex. Plan directeur énergétique du canton xy 08, des communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
SG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Mehrere Gemeinden erarbeiteten kommunale Energiekonzepte, einige erliessen behördenverbindliche kommunale Energieplanungen	Das EnG verlangt vom Kanton ein Energiekonzept inkl. Erfolgskontrolle; von Gemeinden mit mehr als 7000 Einwohnern ein kommunales Energiekonzept, dieses kann auch regional erstellt werden
GR	Nein	Nein	Arbeitshilfe Energiekonzept für Gemeinden des Kantons Graubünden, Oktober 2011, Arbeitshilfe Richtplanung Energie für Gemeinden des Kantons Graubünden , November 09	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Der kantonale Richtplan wurde 2011 einer Gesamtrevision unterzogen. Neu wurde ein separates Kapitel Energie geschaffen	Die Verpflichtung von Gemeinden zur Durchführung einer Energieplanung ist nicht vorgesehen. Sie können in Nutzungsplänen strengere energetische Anforderungen und unter bestimmten Voraussetzungen eine Anschlussverpflichtung an Fernwärmenetze formulieren
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		
TI	No	No	La nuova scheda V3 Energia del Piano Direttore cantonale, pubblicata. Piano energetico cantonale (PEC) in elaborazione	
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Conception cantonale de l'énergie 2011. Plan directeur cantonal: fiche 51 relative aux énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie. Un chapitre "éolien" a été inclus	La loi sur l'énergie (art.15) incite les communes à établir un concept énergétique communal. Le plan directeur cantonal est en révision. Trois fiches "énergie" sont prévues (ressources d'énergie, planification, consommation)
VS	Non	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Fiche G.2/2 "Approvisionnement en énergie" du plan directeur cantonal Energieregion Goms; Masterplan Brig-Glis Naters	Le groupe de travail "Système d'information territoriale - couches énergies" a commencé au printemps 2012
NE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Uniquement certaines communes ont établi leur plan communal de l'énergie	Le plan cantonal de l'énergie est en travail depuis plusieurs années
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	La planification énergétique territoriale est inscrite dans le PDE0509, prend en compte l'énergie dans les projets d'infrastructures énergétiques à l'échelle des communes et des quartiers	La planification énergétique territoriale est appliquée depuis 2000 dans des Plans directeurs de quartier et Plans localisés de quartier. Elle est aussi inscrite dans la nouvelle loi sur l'énergie
JU	Non	Non	Les lignes directrices de la politique énergétique sont encore, pour l'instant, contenues dans le Plan directeur cantonal du 30.11.05	L'élaboration en cours d'une stratégie énergétique de long terme tient compte du Module 7 du MoPEC et les fiches énergétiques du Plan directeur cantonal seront révisées dans ce cadre-là
FL	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		

4. Vollzug: Organisation
Exécution: organisation

Kt.	Vollzugsbehörde Gebäudebereich	Projektnachweis gemäss Art. 1.33 MuKEn 08	Übertragung von Vollzugsaufgaben an Private gemäss Art. 1.34 MuKEn 08	Prüfstelle Projektnachweis im Zusammenhang mit Art. 1.33/1.34 MuKEn 08	Ausführungsbestätigung gemäss MuKEn 08-Modul 6	Bemerkungen
						z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Autorité d'exécution pour le secteur des bâtiments**	**Justificatif selon art. 1.33 MoPEC 08**	**Transfert de tâches d'exécution à des personnes ou organismes privés selon art. 1.34 MoPEC 08**	**Organe de contrôle pour justificatif en rapport avec les art. 1.33/1.34 MoPEC 08**	**Attestation d'exécution selon Module 6 MoPEC 08**	**Remarques**
						par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	System der "Privaten Kontrolle (PK)": Der Berechtigte zur PK bestätigt die Rechtmässigkeit, die Behörde genehmigt auf Grund von Stichproben
BE	Kanton und Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Kommunal verschieden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Eingeführt am 28.01.09 in der Baugesetzgebung. KEnG/KEnV per 01.01.2012
LU	Gemeinden	Nein	Nein	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Nein	Bei einer Mehrheit der Gemeinden erfolgt die Kontrolle durch private Büros im Auftrag der Behörde.
UR	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ab 01.07.2010 ist zusätzlich die Private Kontrolle (Private im Auftrag der Bauherrschaft) zugelassen
OW	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kommunal verschieden	Nein	Umsetzung MuKEn seit 01.06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8)
NW	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kommunal verschieden	Nein	
GL	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
ZG	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
FR	Canton et communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Autorité elle-même	Non	
SO	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Kommunal verschieden	Nein	
BS	Kanton	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Behörde selber	Nein	
BL	Kanton	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Behörde selber	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Die Ausführungsbestätigung erfolgt global für das Projekt, nicht speziell Energie bezogen
SH	Kanton und Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	

4. Vollzug: Organisation
Exécution: organisation

Kt.	Vollzugsbehörde Gebäudebereich	Projektnachweis gemäss Art. 1.33 MuKEn 08	Übertragung von Vollzugsaufgaben an Private gemäss Art. 1.34 MuKEn 08	Prüfstelle Projektnachweis im Zusammenhang mit Art. 1.33/1.34 MuKEn 08	Ausführungsbestätigung gemäss MuKEn 08-Modul 6	Bemerkungen
						z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Autorité d'exécution pour le secteur des bâtiments**	**Justificatif selon art. 1.33 MoPEC 08**	**Transfert de tâches d'exécution à des personnes ou organismes privés selon art. 1.34 MoPEC 08**	**Organe de contrôle pour justificatif en rapport avec les art. 1.33/1.34 MoPEC 08**	**Attestation d'exécution selon Module 6 MoPEC 2008**	**Remarques**
						par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
AR	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Auf Basis MuKEn 08, Vollzugsuntersuchung Private Kontrolle im Jahr 09 zusammen mit den Kantonen GL, SG, ZH. Weitere Untersuchung 2012
AI	Kanton	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Behörde selber	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SG	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GR	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Kommunal verschieden	Nein	
AG	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Behörde selber	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Projektnachweis nur bei baubewilligungspflichtigen Massnahmen gemäss Baugesetzgebung. Beizug externer Dienstleistungen zur Untersützung im Vollzug möglich, keine private Kontrolle
TG	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TI	Canton et communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Autorité elle-même	Oui, sans divergence dans le contenu	In vigore, autorità competente è il comune
VD	Communes	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Variable, selon les communes	Non	La vérification des travaux est réalisée lors de la délivrance du permis d'habiter
VS	Communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Variable, selon les communes	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
NE	Canton et communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Autorité elle-même	Oui, sans divergence dans le contenu	La base légale concernant l'attestation d'exécution est disponible dès 2010, mais la procédure n'est pas encore appliquée (besoin de coordination avec le SAT)
GE	Canton	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Autorité elle-même	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
JU	Canton	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Autorité elle-même	Non	L'attestation d'exécution sera intégrée dans la version révisée de l'OEN 93
FL	Kanton	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Behörde selber	Nein	

5. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme
Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	**Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution**	**Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans**	**Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution au plan cantonal et communal**	**Remarques**
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
ZH	Vollzugsordner, Gemeindedoku für Energieplanung (alle Unterlagen auf Internet); jährlich Gemeinde-Seminarien und ein Energieplanungs-Seminar	Vollzugsordner, 2 mal/Jahr Bulletin "Ostschweizer EnergiePraxis", 2 mal/Jahr EnergiePraxis-Seminarien, jährlich rund 50 Veranstaltungen für Fachleute	Letzte Stichprobenerhebung Vollzugskontrolle 08: Anforderungen werden eingehalten. 50% bauen bez. Wärmedämmung besser als die Minimal-Vorschriften. Mängel bei 2% der Projekten	Die Private Kontrolle inkl. Aus- und Weiterbildung wird zusammen mit den Kantonen AR, GL SG und SZ betrieben Neue Vollzugsuntersuchung im Gange (Sept. 2012 bis Mai 2013)
BE	Vollzugshilfen/Gesetzestexte im Internet, Regionale Energieberatungsstellen, Kurse im Verband bernischer Bauinspektoren und Veranstaltungen der Energiefachstelle	Vollzugshilfen im Internet, Regionale Energieberatungsstellen, Veranstaltungen der Energiefachstelle und der regionalen Fachstellenkonferenzen CRDE und NWCH; Weiterbildungskurse; Handwerkerkurse	QS beim Baubewilligungsverfahren weitgehend o.k. QS nach Bauabschluss mit begrenzten Ressourcen Regelmässige Kurse für Baupolizeiorgane	
LU	Merkblätter, Aus- und Weiterbildung, Schulungen, Formulare, etc.	Merkblätter, Aus- und Weiterbildung, Schulungen, Formulare, etc.	Teilweise fachliche Überforderung der kommunalen Behörde	Teilobligatorium für GEAK (MFH) in der Vorlage zum neuen EnG
UR	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Gemeinden erachten die Energievorschriften insbesondere die diesbezüglichen Normen nach wie vor als eher kompliziert	Infomappe und weitere Informationsveranstaltungen auf Wunsch der Gemeinde auch Referate und Besprechung mit Gemeindebehörden
SZ	Vollzugsordner, Veranstaltungen, Internet Behördenkurse, Rundschreiben	Vollzugsordner, Veranstaltungen und Internet Weiterbildungs- und Informationsveranstaltungen, Rundschreiben	Fehlende personelle Resourcen, zum Teil fachliche Überforderung kleinerer Gemeinden	
OW	Periodische Bauämtersitzungen, Infoveranstaltung anfangs Jahr, Programm auf www.energie-zentralschweiz.ch; Projekt Vollzugsvereinheitlichung in den Gemeinden läuft	Schulungsangebote und Information in Zusammenarbeit mit EnFK ZCH; Berechungsprogramm auf www.energie-zentralschweiz.ch; periodische Schulung der akkreditierten Energieberater	Vollzug der Energienachweiskontrolle und der Baukontrolle muss auf kommunaler Ebene stärker umgesetzt werden	Vollzugskontrolle stärker nachverlangen mit Meldung an die Energiefachstelle; EnFS gibt anschliessend Rückmeldung an die Gemeinden über die Ergebnisse
NW	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Mangel an Personal für den Vollzug auf Gemeinde-ebene, z.T. fachliche Überforderung	Einführung der privaten Kontrolle im Jahr 2012
GL	Periodische Infos und Veranstaltungen	Periodische Infos und Verastaltungen		Drei Gemeinden, drei Gesprächspartner
ZG	Ja, Monitoring des Vollzugs 09 und 2010	Tagungen; Kurse für Fachleute ("Energie aus CHF 100")	Teilweise Überforderung der Baufachleute; knappe Verfügbarkeit von Fachleuten; Qualitäts-prüfung bei je 10 erstellten Solaranlagen und Wärmepumpenanlagen in Gange, an Ort und Stelle	

5. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme
Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	**Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution**	**Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans**	**Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution au plan cantonal et communal**	**Remarques**
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
FR	Site internet du SdE : www.fr.ch/sde, différentes séances d'information, envoi de notices d'information, site internet de l'EnDK	Site internet du SdE : www.admin.fr.ch/sde, différentes séances d'information, envoi de notices d'information, site internet de l'EnDK	Contrôle d'exécution à renforcer. Dans ce sens, il est prévu de renforcer la collaboration avec les communes	Prise en compte des expériences réalisées et mesures d'optimisation à prendre dans la phase de mise en œuvre de la nouvelle stratégie énergétique
SO	Energie-Ordner, Kurse, Internet, Veranstaltungen, Infoblatt energieinfoSO, spezielle Weiterbildung für Baubehörden, eine Liste mit akkreditierten Energieberater	Energie-Ordner, Kurse, Internet, Veranstaltungen, Formulare (EMN), Check-listen, Infotagungen, energieinfoSO	Teilweise fachliche Überforderung der Baubehörde auf Stufe Gemeinde	Periodische Aus- und Weiterbildungsveranstaltungen für Baubehörden weiterführen, Angebot für individuelle Ausbildung/Information vor Ort bei der Baubehörde (Inhouse)
BS	Homepage, div. Formulare (EDV-gestützt)	Homepage, div. Formulare (EDV-gestützt)	Qualität ist i.O.	Andauernde Optimierung der Homepage als Dienstleistungszentrum
BL	Vollzugshilfen, Merkblätter, notwendige Dokumente im Internet	Vollzugshilfen, Merkblätter, notwendige Dokumente im Internet. Veranstaltungen für Fachplaner und Architekten	Die Bauabnahmen bestätigen, dass häufig kleinere Abweichungen gegenüber dem bewilligten Projekt vorhanden sind, welche aber gesamthaft auf die Einhaltung der Vorschriften keine Auswirkungen haben	
SH	Energieordner (in Papier und auf Internet) Sprechstunde Energie Fensterkurs	Energieordner (in Papier und auf Internet)	Unterschiedliche Vollzugsqualität in den Gemeinden, knappe personelle Ressourcen und Fachwissen	
AR	Internet, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse	Internet, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse	Siehe Bericht: Vollzug der energetischen Massnahmen 08; Untersuchung über die Qualität des Vollzugs der energetischen Massnahmen in den Kantonen AR, GL, SG, SZ	Nächste Vollzugsuntersuchung 2012, Erkenntnisse demnächst verfügbar
AI		Veranstaltung Erstellung Energienachweis		
SG	Vollzugshilfsmittel inkl. Formulare im Internet verfügbar, Kurse, ERFA-Tagungen, individuelle Beratung	Vollzugshilfsmittel inkl. Formulare im Internet verfügbar, Fachkurse, EnergiePraxis-Seminare für Private Kontrolleure	Erfüllt bis gut	Auffrischung/Vertiefung erfolgte anlässlich Schulungen zur Einführung des revidierten EnG
GR	Veranstaltungen, Nachweisformulare, Vollzugshilfen, Empfehlungen	Kurse, Vollzugshilfen, Merkblätter, Vorgehensberatung, Internet	Personelle und fachliche Engpässe, steigender Detaillierungsgrad belastet Vollzugsaufwand zusätzlich	Konzentration auf Wesentliches
AG	Digitaler Ordner, Merkblätter, Informationsveranstaltungen für Bauverwaltungen in den Gemeinden, Kurse SIA 380/1, Vollzugsunterlagen sind auch im Internet abrufbar	Digitaler Ordner, Merkblätter, Informations-veranstaltungen für Archi-tekten und Haustechnik-fachleute, Kurse SIA 380/1, Kurse für Installateure zu Nutzung der Sonnen- und Holzenergie	Knappe Personalresourcen bei den Gemeinden; Kanton begrüsst die Schaffung von regionalen Bauverwaltungen und damit von Kompetenzzentren auch bezüglich Energie.	Ausbildung von Architekten und Haustechnikfachleuten verbessern. Empfehlung zur Schaffung von regionalen Bauverwaltungen. Qualitätskontrolle in Zusammenarbeit mit den Gemeinden

5. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme
Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	**Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution**	**Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans**	**Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution au plan cantonal et communal**	**Remarques**
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
TG	Energieordner (in Papier und auf Internet) Einführungskurse neues Energierecht, Sprechstunden, Hauswartkurse, Fensterkurse	Energieordner (in Papier und auf Internet); Einführungskurse neues Energierecht, Fensterkurse	Unterschiedliche Vollzugsqualität in den Gemeinden, knappe personelle Ressourcen	
TI	Disponibili i formulari elettronici standard EnFK aggiornati (d,f,i) + schede d'aiuto aggiornate	Incontri d'informazione, corsi e aggiornamenti professionali presso la ISAAC della SUPSI. Corsi sui cantieri proposti da Ticinoenergia con elaborazione di un supporto didattico specifico	Risorse insufficienti per effettuare controlli in cantiere anche solo saltuari. Ma organizzate giornate di formazione e informazione per gli uffici tecnici comunali per questo scopo	Traduzione in italiano di diverse norme SIA, formazioni passerella nell'ambito energetico (collaborazione con energiewissen), maggiore coordinazione con i comuni e professionisti
VD	Information sur site internet cantonal, cours spécialisés, permanence téléphonique et mail, courriers d'information spécifiques	Information sur site internet cantonal, permanence téléphonique et mail. Mise en place d'un processus de certification pour les auteurs des justificatifs thermiques.	Traitement des dossiers réalisés par des non-spécialistes. Mise en place d'un système de contrôle plus sévère des dossiers de mise à l'enquête et des chantiers (isolation des bâtiments).	
VS	Information pour les autorités et les communes intéressées	Cours pour architectes, planificateurs, ingénieurs et responsables communaux	Moyens financiers et en personnel limités. Manque de compétence ou d'intérêt	L'intérêt des communes pour une exécution correcte est croissant
NE	Classeurs, notices, rencontres, cours, internet	Classeurs, notices, rencontres, cours, internet	Assez bonne exécution	
GE	Classeur énergie, conférences aux professionnels, cours, documents sur Internet (directive, marche à suivre, ...)	Directive du concept énergétique, formulaires ; CIME (centre intercollectivités pour la maîtrise de l'énergie); documents sur le site internet; Hotline subventions et autorisations		Accentuation des mesures de contrôle; déclaration annuelle des indices de consommation; contrôles de chantiers
JU	Les compétences d'application étant cantonales, les communes reçoivent de l'information nécessaire à la procédure de suivi des dossiers	Des séances d'information et des cours sont organisés pour les professionnels concernés (architectes, ingénieurs, installateurs, milieux immobiliers)	Pas de problèmes particuliers	L'intention est de simplifier la procédure de suivi des dossiers afin de disposer de davantage de temps pour les contrôles in situ
FL	Beizug von exteren Fachbüros	Kurs SIA 380/1 und Internetportal		

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden
Législation: protection thermique des bâtiments

(1 / 2)

Kt.	Anforderungen und Nachweis winterlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.6 MuKEn 08	Anforderungen und Nachweis sommerlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.7 MuKEn 08	Befreiung / Erleichterung gemäss Art. 1.8 MuKEn 08	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	Exigences et justification concernant la protection thermique en hiver selon art. 1.6 MoPEC 08	Exigences et justification concernant la protection thermique en été selon art. 1.7 MoPEC 08	Dispense et allègement selon art. 1.8 MoPEC 08	Remarques
				par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	In Kraft seit 01.01.09 in der KEnV; Abweichungen: Erleichterungen/Ausnahmen auch für selten benutzte Bauten und Fahrnisbauten
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	SIA 380/1 Ausgabe 09. Umsetzung MuKEn seit 01.06.2011 (inkl. Modul 5 + Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BS	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kantonale Anforderung: SIA 380/1 - 10%; Nachweis mit Grenzwert ohne Wärmebrückenberechnung nicht zulässig
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ab dem 01.07.09 10% strengere Wärmedämmvorschriften als in der MuKEn 08, entsprechend Primäranforderungen von MINERGIE
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die MuKEn 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Befreiung von Erfüllung der Anforderungen bei Umbauten im Umfang von weniger als 25'000 CHF
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Wärmeschutz gemäss MuKEn 08 auf 06.02.2011 eingeführt
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Obbligo di certificazione MINERGIE per edifici nuovi e le trasformazioni di proprietà pubbliche, parastatali o sussidiate dall'ente pubblico e sostituzioni dei sistemi di riscaldamento a base di combustibili fossili (RuEn, Art.11 e 15)
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Le MoPEC 08 sera introduit d'ici fin 2013
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Protection thermique hivernale selon MoPEC 08 en vigueur depuis 01.01.2010.
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Standard HPE (haute performance énergétique) ou MINERGIE obligatoire pour les constructions neuves

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden
Législation: protection thermique des bâtiments

(1 / 2)

Kt.	Anforderungen und Nachweis winterlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.6 MuKEn 08	Anforderungen und Nachweis sommerlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.7 MuKEn 08	Befreiung / Erleichterung gemäss Art. 1.8 MuKEn 08	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Exigences et justification concernant la protection thermique en hiver selon art. 1.6 MoPEC 08**	**Exigences et justification concernant la protection thermique en été selon art. 1.7 MoPEC 08**	**Dispense et allègement selon art. 1.8 MoPEC 08**	**Remarques**
				par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Oui, mais avec divergence dans le contenu	L'OEN 93, déjà basée sur la norme 380/1, est en cours de révision dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie énergétique de long terme. L'ordonnance révisée appliquera les dispositions du MoPEC relatives à la protection thermique en hiver et en été
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden
Législation: protection thermique des bâtiments

(2/2)

Kt.	Kühlräume gemäss Art. 1.9 MuKEn 08	Gewächshäuser und beheizte Traglufthallen gemäss Art. 1.10 MuKEn 08	Wärmedämmung / Ausnutzung gemäss MuKEn 08-Modul 8	Gegenüber MuKEn 08 weitergehende kantonale Anforderungen für den Wärmeschutz	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Locaux frigorifiques selon art. 1.9 MoPEC 08**	**Serres et halles gonflables chauffées selon art. 1.10 MoPEC 08**	**Isolation thermique et utilisation du sol selon Module 8 MoPEC 08**	**Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 concernant la protection thermique**	**Remarques**
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Erleichterungen für nachträgliche Aussenwärmedämmungen: Nichtanrechnung an Ausnutzung, Abstandsvorschriften und ausdrücklich Nachbarbeeinflussung (Änderung PBG, 26.3.12, Inkraftsetzung. 1.4.13)	Ausnützungsziffer wird ab Innenkante Aussenwand (also ganz ohne Wärmedämmung der Aussenwand) gerechnet. Baumassenziffer gemäss MuKEn Modul 8, dito für Freiflächenziffer, Überbauungsziffer. Gebäudehöhe und Firsthöhe darf bei >20cm Dämmung überschritten werden
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Für kantonseigene und wesentlich subventionierte Gebäude ist für Neubauten Minergie-P-Eco und für Sanierungen Minergie einzuhalten.	Modul 8; Gemeinden können für die Erfüllung erheblich erhöhter Anforderungen einen Nutzungsbonus geben
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ab 01.04.2010 müssen Wohnbauten mit Gestaltungsplanpflicht mindestens MINERGIE-Standard erfüllen	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Aussenwände die aufgrund der WD stärker als 35cm werden, sind bis max. 35 cm zu berücksichtigen. Bei MINERGIE-P wird die Aussenwand nicht berücksichtigt	Gesetzliche Anpassungen notwendig 2011 Gesetzesanpassung in Kraft seit 01.06.2011; Umsetzung MuKEn seit 01.06.2011 (inkl. Modul 5 + Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Keine	Übernahme Modul 8: mit Revision Baugesetz
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu		
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Kant. Anforderung: SIA 380/1 - 10%; entgegen SIA ist der Verzicht auf die Wärmebrückenberechnung bei verschärften U-Werten nicht zulässig	Modul 8 nicht übernommen; eigene Regelung mit Individualbeurteilung

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden
Législation: protection thermique des bâtiments (2/2)

Kt.	Kühlräume gemäss Art. 1.9 MuKEn 08	Gewächshäuser und beheizte Traglufthallen gemäss Art. 1.10 MuKEn 08	Wärmedämmung / Ausnutzung gemäss MuKEn 08-Modul 8	Gegenüber MuKEn 08 weitergehende kantonale Anforderungen für den Wärmeschutz	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Locaux frigorifiques selon art. 1.9 MoPEC 08**	**Serres et halles gonflables chauffées selon art. 1.10 MoPEC 08**	**Isolation thermique et utilisation du sol selon Module 8 MoPEC 08**	**Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 concernant la protection thermique**	**Remarques**
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ab 01.07.09 10% strengere Wärme-dämmvorschriften als in der MuKEn 08; Bei Kühlräumen keine Temperaturbeschrän-kung auf 8°C; Tragluft-hallen explizite Bestimmungen in der Verordnung	Etliche Gemeinden regeln einen Bonus bei MINERGIE/MINERGIE -P in den Zonenreglementen, daher ein Ja aber mit Abweichung
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Keine	
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die MuKEn 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		Modul 8: Teil "Wärme-dämmung" Teil des BauG; Teil Ausnützung nicht realisiert, wird bei Revision des BauG geprüft
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Vorbildfunktion öffentliche Hand für Neubauten des Kanton ist der MINERGIE-P Standard zu erfüllen. Für umfassende Sanierungen ist MINERGIE-Standard Umbau einzuhalten	Ausnützungsbonus für MINERGIE-Gebäude sowie Gebäude mit U-Wert gegen Aussen besser als 0.15 (5%), und MINERGIE-P-Gebäude sowie für Gebäude mit U-Wert gegen Aussen besser 0.12 (+10%)
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Schede IS7 del PRA sul risparmio energetico negli edifici pubblici (standard MINERGIE) e raccomandazioni SvizzeraEnergia "standard edifici 08"	Obbligo di certifica-zione MINERGIE per edifici nuovi e le trasformazioni di pro-prietà pubbliche, para-statali o sussidiate dall'ente pubblico e sostituzioni dei sistemi di riscaldamento a ba-se di combustibili fossili (RuEn, Artt.11 e 15)

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden
Législation: protection thermique des bâtiments (2/2)

Kt.	Kühlräume gemäss Art. 1.9 MuKEn 08	Gewächshäuser und beheizte Traglufthallen gemäss Art. 1.10 MuKEn 08	Wärmedämmung / Ausnutzung gemäss MuKEn 08-Modul 8	Gegenüber MuKEn 08 weitergehende kantonale Anforderungen für den Wärmeschutz	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Locaux frigorifiques selon art. 1.9 MoPEC 08**	**Serres et halles gonflables chauffées selon art. 1.10 MoPEC 08**	**Isolation thermique et utilisation du sol selon Module 8 MoPEC 08**	**Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 concernant la protection thermique**	**Remarques**
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Les exigences accrues en matière d'isolation sont applicables dans les bâtiments neufs chauffés avec une énergie non renouvelable	Les exigences concernant les halles gonflables seront en principe introduites d'ici fin 2013. Le dispositif concernant l'augmentation de la surface constructible en cas de forte isolation est réalisé sur la base d'un coefficient surfacique et non volumique
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non		Bonus sur l'indice pour bâtiments MINERGIE depuis 99
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu		Concernant le module 8, une directive du SAT doit encore être édictée, une fois que les modifications des lois sur les constructions et l'aménagement du territoire auront été votées par le Grand Conseil neuchâtelois (courant 2013).
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Renforcement des exigences dans le cadre du concept énergétique	Bonus à l'Indice d'utilisation du sol pour bâtiments de haute performance énergétique (p.ex. MINERGIE) depuis 05
JU	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Il n'est pas encore envisagé de dispositions plus contraignantes que celles du MoPEC	L'OEN 93, déjà basée sur la norme SIA 380/1, est en cours de révision dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie énergétique de long terme. L'ordonnance révisée appliquera les dispositions du MoPEC en la matière et intégrera le module 8
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Höhere Anforderungen an die U- Werte der Bauteile	

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen
Législation: exigences pour les installations techniques (1/3)

Kt.	Wärmeerzeugung (Kondensationsheiz-kessel) gemäss Art. 1.11 MuKEn 08	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen gemäss Art. 1.12/1.13 MuKEn 08	Wassererwärmer und Wärmespeicher gemäss Art. 1.14 MuKEn 08	Wärmeverteilung und -abgabe gemäss Art. 1.15 MuKEn 08	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08, Abweichungen bezgl. Nutzeinheiten
Ct.	**Production de chaleur (chaudières à condensation) selon art. 1.11 MoPEC 08**	**Chauffage électrique fixe à résistance selon art. 1.12/1.13 MoPEC 08**	**Chauffe-eau et accumulateur de chaleur selon art. 1.14 MoPEC 08**	**Distribution et émission de chaleur selon art. 1.15 MoPEC 08**	**Remarques**
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08, écarts concernant les unités d'occupation
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Verschärfung zu Art. 1.12/1.13: Ausdehnung des Ersatzverbots auf alle Elektroheizungen, in Kraft 01.06.2013)
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Verbot Neuinstallation und Sanierungspflicht für wassergeführte Elektroheizungen bis 2032; Warmwasser muss zu 50% mit erneuerbarer Energie (ungewichtet) erwärmt werden
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Aufnahme Art. 1.12/1.13 MuKEn 08 in die Gesamtrevision kEnG/kEnV
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen sind auf Gesetzesstufe (EnG Uri) mit einer Bewilligungspflicht ab 3 kW reglementiert
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen wurden vom Kantonsrat bei der Beratung aus dem Energiegesetz gestrichen
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung MuKEn seit 01.06.2011 (inkl. Modul 5 + Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Anpassungen EnGSO betr. "Ortsfeste elektr. Widerstandsheizungen" inkl. Sanierungspflicht bis 2025; Politische Diskussion/Beratung im 2013
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	1.12/1.13: el. Widerstands-heizungen bis 2kW sind als Zusatzheizung erlaubt. 1.14: Das Warmwasser muss mit > 50% erneuerbarer Energie erzeugt werden. 1.15: nur unwesentliche inhaltliche Abweichungen

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen
Législation: exigences pour les installations techniques

(1/3)

Kt.	Wärmeerzeugung (Kondensationsheiz-kessel) gemäss Art. 1.11 MuKEn 08	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen gemäss Art. 1.12/1.13 MuKEn 08	Wassererwärmer und Wärmespeicher gemäss Art. 1.14 MuKEn 08	Wärmeverteilung und -abgabe gemäss Art. 1.15 MuKEn 08	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08, Abweichungen bezgl. Nutzeinheiten
Ct.	**Production de chaleur (chaudières à condensation) selon art. 1.11 MoPEC 08**	**Chauffage électrique fixe à résistance selon art. 1.12/1.13 MoPEC 08**	**Chauffe-eau et accumulateur de chaleur selon art. 1.14 MoPEC 08**	**Distribution et émission de chaleur selon art. 1.15 MoPEC 08**	**Remarques**
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08, écarts concernant les unités d'occupation
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Abweichung dort, wo das übergeordnete Recht EnG bereits klare Vorgaben macht. Seit dem 01.07.09 besteht eine Pflicht von 50% erneuerbare Energie bei BWW Brauchwarmwasser (Sonnenkollektor, Holz Sole/Wasser WP…).
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Abweichungen zu MuKEn 08: 1.12/1.13: Sanierungspflicht bis 2021 für zentrale Elektroheizungen mit hydraulischer Wärmeverteilung
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die MuKEn 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Neue ortsfeste el. Widerstandsheizungen und Ersatz einer Widerstandsheizung mit Wasserverteilsystem durch eine gleichartige Heizungsanlage sind nicht zulässig. Ausnahme bei Heizleistungsbedarf kleiner als 5 Watt pro m2. Neuinst. fossiler Heizungen nur mit Kostennachweis
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TI	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Per impianti ad olio e/o gas obbligo di generatori a condensazione anche per i risanamenti, favorire la cogenerazione degli im-pianti con potenza superiore a 1 MW. Esigenze accre-sciute per le energie rinno-vabili per gli edifici pubblici, parastatali o sussidiati (MINERGIE, art. 15)

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen
Législation: exigences pour les installations techniques (1/3)

Kt.	Wärmeerzeugung (Kondensationsheiz-kessel) gemäss Art. 1.11 MuKEn 08	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen gemäss Art. 1.12/1.13 MuKEn 08	Wassererwärmer und Wärmespeicher gemäss Art. 1.14 MuKEn 08	Wärmeverteilung und -abgabe gemäss Art. 1.15 MuKEn 08	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08, Abweichungen bezgl. Nutzeinheiten
Ct.	**Production de chaleur (chaudières à condensation) selon art. 1.11 MoPEC 08**	**Chauffage électrique fixe à résistance selon art. 1.12/1.13 MoPEC 08**	**Chauffe-eau et accumulateur de chaleur selon art. 1.14 MoPEC 08**	**Distribution et émission de chaleur selon art. 1.15 MoPEC 08**	**Remarques**
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08, écarts concernant les unités d'occupation
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	L'obligation d'utiliser la chaleur de condensation concerne les chaudières à gaz. Les chauffages électriques de moins de 3 kW ne sont pas soumis à autorisation
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Formulation de l'article sur le chauffage électrique différente, mais conséquence identique
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	En cas de remplacement des chauffe-eau, l'utilisation de l'énergie solaire est prioritaire. Dès 2015, les chauffages au mazout dans les bâtiments à construire sont autorisés uniquement si l'isolation thermique respecte les valeurs-cibles selon la norme SIA 380/1
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Le chauffage électrique est soumis à autorisation exceptionnelle; les installations techniques sont optimalisées dans le cadre d'un concept énergétique
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	L'OEN 93 contient déjà des dispositions avancées concernant les installations techniques qui sont proches de celles du MoPEC 08. Dans ce domaine, l'ordonnance révisée dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie énergétique de long terme appliquera le MoPEC 08
FL	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen
Législation: exigences pour les installations techniques (2/3)

Kt.	Abwärmenutzung gemäss Art. 1.16 MuKEn 08	Lüftungstechnische Anlagen inkl. deren Wärmedämmung gemäss Art. 1.17/1.18. MuKEn 08	Kühlen, Be- und Entfeuchten gemäss Art. 1.19 MuKEn 08	Elektrische Energie SIA 380/4 gemäss MuKEn 08-Modul 3	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Utilisation des rejets thermiques selon art. 1.16 MoPEC 08**	**Installations de ventilation, isolation thermique incluse selon art. 1.17/1.18. MoPEC 08**	**Refroidissement, humidification, déshumidification selon art. 1.19 MoPEC 08**	**Energie électrique SIA 380/4 selon Module 3 MoPEC 08**	**Remarques**
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Art. 1.19 / Modul 3: Übernahme am 4.4.2012 beschlossen (Inkraftsetzung 1.6.2013)
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	SIA 380/4 ist ab 500m2 bei Nichtwohnbauten einzuhalten
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Aufnahme Modul 3 in die Gesamtrevision kEnG/kEnV
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Modul 3 Elektrische Energie wurde vom Kantonsrat bei der Beratung aus dem Energiegesetz gestrichen
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung MuKEn seit 01.06.2011 (inkl. Modul 5 + Modul 8) Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Le projet de modification de la LEn prévoit l'obligation d'alimenter les installations de climatisation de confort par des énergies renouvelables produites sur le site (par ex. solaire photovoltaïque)
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltlicher Abweichung	Abweichung dort, wo das übergeordnete Recht EnG bereits klare Vorgaben macht
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die MuKEn 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen
Législation: exigences pour les installations techniques (2/3)

Kt.	Abwärmenutzung gemäss Art. 1.16 MuKEn 08	Lüftungstechnische Anlagen inkl. deren Wärmedämmung gemäss Art. 1.17/1.18. MuKEn 08	Kühlen, Be- und Entfeuchten gemäss Art. 1.19 MuKEn 08	Elektrische Energie SIA 380/4 gemäss MuKEn 08-Modul 3	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Utilisation des rejets thermiques selon art. 1.16 MoPEC 08**	**Installations de ventilation, isolation thermique incluse selon art. 1.17/1.18. MoPEC 08**	**Refroidissement, humidification, déshumidification selon art. 1.19 MoPEC 08**	**Energie électrique SIA 380/4 selon Module 3 MoPEC 08**	**Remarques**
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	La preuve du besoin pour le refroidissement est requise. Le justificatif selon SIA 380/4 doit être établi pour les bâtiments administratifs de plus de 2’000 m2
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Le concept énergétique exige des installations techniques opti-malisées, 380/4 et 382/1 sont exigés; la climatisation est interdite à priori (régime d'autor. spécial), doit s'intégrer dans un concept global du bât., accent sur la valorisation des rejets
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	L'OEN 93 contient déjà des dispositions avancées proches de celles du MoPEC 08 concernant ces installations techniques. Dans ces différents domaines, l'ordonnance révisée dans le cadre de l’élaboration d’une stratégie énergétique appliquera le MoPEC 08
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen
Législation: exigences pour les installations techniques (3/3)

Kt.	Heizungen im Freien gemäss MuKEn 08-Modul 4 Art. 4.1	Beheizte Freiluftbäder gemäss MuKEn 08-Modul 4 Art. 4.2	Anforderungen an Ferienhäuser gemäss MuKEn 08-Modul 5	Gegenüber MuKEn 08 weitergehende kantonale Anforderungen an haustechnische Anlagen	Bemerkungen
				z.B. weitere bewilligungspflichtige Anlagen (Warmluftvorhänge, Sportanlagen, Beschneiungsanlagen, Rolltreppen)	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Chauffage de plein air selon Module 4 art. 4.1 MoPEC 08**	**Piscines à l'air libre chauffées selon Module 4 art. 4.2 MoPEC 08**	**Exigences pour résidences secondaires selon Module 5 MoPEC 08**	**Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 pour les installations techniques**	**Remarques**
				par ex. autres installations soumises à autorisation (rideaux à air chaud, installations sportives, installations d'enneigement, escaliers roulants)	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein		Modul 4: Die entsprechende Änderung des Energiegesetzes zur Bereinigung der kleinen Differenz zur MuKEn ist am 11.07.11 beschlossen worden (Inkraftsetzung 1.6.2013)
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Einschränkungen bei nächtlichen Beleuchtungen, Verbot von Skybeamern	
LU	Nein	Nein	Nein		EnG, Art. 13: Heizungen für Freiluftbäder werden nur bewilligt, wenn die Anlage mit Sonnenenergie oder nicht anders nutzbarer Abwärme beheizt wird
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
SZ	Nein	Nein	Nein		Modul 4 wurde vom Kantonsrat bei der Beratung aus dem Energiegesetz gestrichen
OW	Nein	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Umsetzung MuKEn seit 01.06.2011 (inkl. Modul 5 + Modul 8)
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Keine	Verzicht auf Modul 5, da keine Relevanz in NW
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Anforderungen Ferienhäuser noch nicht in Verordnung. Folgt im Baugesetz
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu		
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Für Sportanlagen	
BS	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Warmluftvorhänge nur mit Ausnahmebewilligung möglich	4.1: Heizen/Kühlen im Freien generell verboten, mit Ausnahmemöglichkeiten. 4.2: Beheizung nur mit 100% erneuerbarer Energie zulässig. Wärmepumpen nicht möglich
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Warmluftvorhänge	Abweichung dort, wo das übergeordnete Recht EnG bereits klare Vorgaben macht
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	Die MuKEn 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen
Législation: exigences pour les installations techniques (3/3)

Kt.	Heizungen im Freien gemäss MuKEn 08-Modul 4 Art. 4.1	Beheizte Freiluftbäder gemäss MuKEn 08-Modul 4 Art. 4.2	Anforderungen an Ferienhäuser gemäss MuKEn 08-Modul 5	Gegenüber MuKEn 08 weitergehende kantonale Anforderungen an haustechnische Anlagen	Bemerkungen
				z.B. weitere bewilligungspflichtige Anlagen (Warmluftvorhänge, Sportanlagen, Beschneiungsanlagen, Rolltreppen)	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Chauffage de plein air selon Module 4 art. 4.1 MoPEC 08**	**Piscines à l'air libre chauffées selon Module 4 art. 4.2 MoPEC 08**	**Exigences pour résidences secondaires selon Module 5 MoPEC 08**	**Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 pour les installations techniques**	**Remarques**
				par ex. autres installations soumises à autorisation (rideaux à air chaud, installations sportives, installations d'enneigement, escaliers roulants)	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Der Betrieb mobiler Heizungen im Freien, insbesondere Wärme-strahler (z.B. Heizpilze), zu gewerblichen Zwecken ist zulässig, wenn der verursachte CO2-Ausstoss nachweislich kompensiert wird	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Für Ferienhäuser sind keine Vorschriften geplant, da diese Gebäudegruppe im Aargau keinen relevanten Anteil darstellt
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu		
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Les rideaux à air chaud sont considérés comme des installations de ventilation et nécessitent une autorisation	
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Exigences pour les piscines en halle fermée	Piscines avec accès public supérieures 200 m2, chauffées au moins pour moitié par énergies renouvelables ou rejets de chaleur
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Piscines à l'air libre: PAC seulement si surface plan d'eau >= 200 m2 et couver-ture thermique. Piscines en halle fermée: >= 50% par des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Chauffage de plein air et chauffage de piscines sont soumis à autorisation	La loi sur l'énergie modifiée introduit de nouvelles contraintes, notamment pour les collectivités et les projets de très grande importance, en particulier des études territoriales et une variante THPE (MINERGIE-P)
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Il n'est pas envisagé de dispositions plus contraignantes que celles du MoPEC	L'OEN contient déjà des dispositions avancées proches de celles du MoPEC 08 concernant ces installations techniques. Dans ces différents domaines, l'ordonnance révisée dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie énergétique de long terme appliquera le MoPEC 08
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein		

8. Gesetzgebung: Höchstanteil bei Neubauten - Gebäudeenergieausweis der Kantone
Législation: part maximale pour les nouveaux bâtiments - Certificat énergétique cantonal des bâtiments

Kt.	Höchstanteil bei Neubauten gemäss Art. 1.20-1.22 MuKEn 08	Gebäudeenergie-ausweis der Kantone (GEAK) gemäss Art. 1.31 MuKEn 08	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit dem GEAK	Bemerkungen
			z.B. Informationsveranstaltungen, Zusammenarbeit mit Verbänden	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Part maximale pour les nouveaux bâtiments selon art. 1.20-1.22 MoPEC 08**	**Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) selon art. 1.31 MoPEC 08**	**Mesures de mise en œuvre concernant le CECB**	**Remarques**
			par ex. rencontres d'information, collaboration avec les associations	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Gemeinsame Energieberatungsaktion mit Zürcher Kantonalbank und Elektrizitätswerke des Kantons ZH	EnerG-Änderung vom 11.07.2011: Der Regierungsrat kann den GEAK für bestimmte Bauten verbindlich erklären (in Kraft 01.06.2013)
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	GEAK ist Bedingung für Förderbeiträge	Gemeinden können einen tieferen Höchstanteil vorschreiben
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Förderung GEAK Plus, Anbieterneutral (jede GEAK-Fachperson kann Förderung beantragen)	Einführung Teilobligatorium (MFH) in Revision KEnG geplant. Schaffung der gesetzlichen Grundlagen, dass Regierungsrat weitergehendes Obligatorium umsetzen könnte
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Aufnahme GEAK ins Förderprogramm 09; Infoveranstaltungen in den Gemeinden	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	GEAK und Energieberatung mit GEAK-plus wird finanziell gefördert	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	EnFK, Informationsabgabe an Messen und Infoveranstaltungen	Umsetzung MuKEn seit 01.06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Informationsveranstaltungen sind in Zusammenarbeit mit den übrigen Kantonen der Zentralschweiz geplant	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Keine	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Änderung des bestehenden Modells	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Campagne d'information et de sensibilisation	Le projet de modification de la LEn prévoit l'introduction obligatoire du CECB. Les installations de climatisation confort devront être alimentées par une énergie renouvelable
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Informationen im Rahmen der üblichen Veranstaltungen; spezielle Veranstaltungen sobald Tool GEAK Plus vorhanden ist. Finanzielle Unterstützung für die Erstellung eines GEAK	
BS	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	EnFK NWCH hat Info-Veranstaltungen durchgeführt, ebenso die IWB	GEAK ist freiwillig, GEAK Plus wird gefördert, wenn darausfolgende Massnahmen umgesetzt werden
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Förderung Energieanalyse mit GEAK ab 01.01.2010	Seit dem 01.07.09 besteht eine Pflicht von 50% erneuerbare Energie bei BWW (Sonnenkollektor, Holz Sole/Wasser WP) anstelle Höchstanteil. Für den GEAK fehlt die gesetzliche Grundlage. Bei der laufenden Totalrevision EnG besteht die Absicht, diese zu schaffen
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	2 Informationsveranstaltungen Sprechstunde Energie im Herbst	
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Infoveranstaltung Teufen, GEAK plus Beratungsbericht (Vorgehensberatung) wird gefördert	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die MuKEn 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen

8. Gesetzgebung: Höchstanteil bei Neubauten - Gebäudeenergieausweis der Kantone
Législation: part maximale pour les nouveaux bâtiments - Certificat énergétique cantonal des bâtiments

Kt.	Höchstanteil bei Neubauten gemäss Art. 1.20-1.22 MuKEn 08	Gebäudeenergie-ausweis der Kantone (GEAK) gemäss Art. 1.31 MuKEn 08	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit dem GEAK	Bemerkungen
			z.B. Informationsveranstaltungen, Zusammenarbeit mit Verbänden	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Part maximale pour les nouveaux bâtiments selon art. 1.20-1.22 MoPEC 08**	**Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) selon art. 1.31 MoPEC 08**	**Mesures de mise en œuvre concernant le CECB**	**Remarques**
			par ex. rencontres d'information, collaboration avec les associations	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Einführung des Gebäudeenergieausweises der Kantone (GEAK) auf freiwilliger Basis. Kanton kann Beiträge bis max. 50% der Kosten für den GEAK leisten
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die Ausarbeitung eines GEAK wird gefördert, wenn gleich-zeitig eine Energieberatung durchgeführt wird	
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	5 Informationsveranstaltungen "Gebäude sanieren - Energiekosten halbieren" im Herbst	Einführung Gebäudeenergienachweis (Anwendung freiwillig, Kanton legt Verfahren fest)
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu		CECE introdotto come condizione per ottenere i sussidi per il nuovo programma promozionale 2011-2015 (vd Decreto Esecutivo del 12.10.2011 allegato)
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	La mise en œuvre du CECB est prévue 2 ans après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'énergie. Une motion du Grand Conseil demande une obligation pour les bâtiments loués ou vendus	L'eau chaude sanitaire pour les bâtiments neufs doit être produite par au moins 30% d'énergie renouvelable
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Non		Le Valais participera au développement du CECB sur une base volontaire, pour commencer. Il a toutefois introduit le CECB comme exigence pour certaines mesures de promotion (solaire thermique, bois-énergie, remplacement chauff. fossiles)
NE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	D'ici 2018 obligation CECB pour bâtiments permis construire avant 1990, SRE > 1'000 m2, >= 5 logements. CECB obligatoire pour sollicitation subventions cantonales	Pour les bâtiments à construire, en plus de la part maximale d'énergies non renouvelables, l'utilisation active de l'énergie solaire est introduite (min. 50% d'ECS par du solaire thermique ou photovoltaïque avec PAC)
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Aide financière dans le cadre du programme "chèquebâtimenténergie". Audit obligatoire aussi dans le secteur immobilier dès 800 MJ/m2a et assainissement obligatoire dès 900 MJ/m2a	Part maximale exigée dans le cadre du concept énergétique (bâtiments neufs et rénovations lourdes d'une certaine importance)
JU	Non	Non	L'information des professionnels et milieux concernés sera assurée dans le cadre de la mise en application de l'ordonnance révisée. Les modalités doivent encore être définies	L'OEN 93 ne contient aucune disposition relative à la part maximale d'énergies non renouvelables et au certificat énergétique cantonal des bâtiments qui feront l'objet de nouvelles dispositions dans l'ordonnance révisée, conformément à celles du MoPEC
FL	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Im FL gilt der Gebäudeenergieausweis gemäss EU-Richtlinie	

9. Gesetzgebung: Verbrauchsabhängige Heiz- und Warmwasserkostenabrechnung
Législation: décompte individuel des frais de chauffage et d'eau chaude

Kt.	VHKA bei Neubauten gemäss Art. 1.23/1.25/1.26 MuKEn 08	VHKA bei wesentlichen Erneuerungen gemäss Art. 1.24/1.25/1.26. MuKEn 08	VHKA in bestehenden Gebäuden gemäss MuKEn 08-Modul 2	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08 z.B. bei anderer Anzahl als ab 5 Nutzeinheiten
Ct.	**DIFC pour les nouveaux bâtiments selon art. 1.23/1.25/1.26, MoPEC 08**	**DIFC pour les rénovations d'envergure selon art. 1.24/1.25/1.26. MoPEC 08**	**DIFC dans les bâtiments existants selon Module 2 MoPEC 08**	**Remarques**
				par ex. intentions, divergences en réf. au MoPEC 08, par ex. autre nbre que dès 5 unités d'occupation
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Art. 1.23 und Art. 1.24: Die entsprechende Änderung des Energiegesetzes ist am 11.07.2011 beschlossen worden. In Kraft 01.06.2013
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
LU	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	Mehr als 6 Nutzeinheiten. Aufnahme der Regelung MuKEn 08 in die Gesamtrevision kEnG/EnV aufgenommen
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Umsetzung MuKEn seit 01.06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Non	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Grundsätzlich besteht Pflicht erst, wenn Leistung der Wärmeerzeugung über 35 kW. Für bestehenden Bauten gilt Pflicht ebenfalls, div. Ausnahmeregelungen
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die Pflicht für VHKA in bestehenden Bauten mit mehr als 5 Wärmebezügern besteht seit 85
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die MuKEn 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen.
SG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Bei Neubauten ab 7 Nutzeinheiten; bei wesentlichen Erneuerungen ab 9 Nutzeinheiten
GR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Pflicht zur VHKA in Neubauten bei 10 Wohneinheiten
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die 5 Nutzeinheiten sind im EnergieG festgeschrieben.
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	La mise en œuvre du DIFC dans les bâtiments existants est applicable lors de modifications importantes du réseau de distribution de chaleur
VS	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Dérogation DIFC si IDC (Indice de dépense de chaleur) <600 MJ/m2.a (bât. avant 93) mesure annuelle des indices; dispense MINERGIE contrôle rigoureux du parc immobilier
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	OEN 93 contient des dispositions rel. au DIFC complètes et aussi contraignantes que celles du MoPEC 08. L'ordonnance révisée dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie éner. de long terme reprendra les dispositions du MoPEC 08
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	

10. Gesetzgebung: Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen - Grossverbraucher
Législation: utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité Grands consommateurs

Kt.	Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungs-anlagen gemäss Art. 1.27 MuKEn 08	Bewilligte Elektrizitätserzeugungsanla-gen im Berichtsjahr	Anforderungen für Grossverbraucher gemäss Art. 1.28-1.30 MuKEn 08	Umsetzungsmass-nahmen im Zusammenhang mit den Grossverbrauchern	Bemerkungen
		z.B. Standort und Leistung der Anlage in [MW]		z.B. Informations-veranstaltungen, Vollzugsmassnahmen, Zusammenarbeit mit der EnAW	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Utilisation des rejets thermiques des install. productrices d'électricité selon art. 1.27 MoPEC 08**	**Installations productrices d'électricité autorisées durant l'exercice sous revue**	**Exigences pour grands consommateurs selon art. 1.28-1.30 MoPEC 08**	**Mesures de mise en œuvre concernant les grands consommateurs**	**Remarques**
		par ex. emplacement et puissance de l'installation en [MW]		par ex. rencontres d'information, mesures d'exécution, collabo-ration avec l'AEnEC	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kanton bewilligt nur Anlagen über 5 MW. Bei kleineren Leistungen sind die Gemeinden zuständig	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Zielvereinbarungen und Universal-Zielvereinbarungen werden seit 98 erstellt. Alle Grossverbraucher ohne Zielvereinbarung wurden zur Energie-analyse aufgefordert, jetzt Umsetzungs-phase	Art. 1.27: Die entsprechende Änderung des Energiegesetzes ist am 11.07.2011 beschlossen worden. In Kraft 01.06.2013
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Unbekannt	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Zusammenarbeit mit EnAW in Vorbereitung	Wärmeerzeugungsanla-gen ab 2 MW müssen als WKK gebaut werden
LU	Nein		Nein		Grossverbrauchermodell in die Gesamtrevision kEnG/EnV aufgenommen
UR	Nein		Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	In Arbeitsplanung 2013 aufgenommen	Informationsveranstal-tungen zu KMU Modell, Aufforderung zur Energieverbrauchs-erfassung
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Umsetzung MuKEn seit 01.06.11 (inkl. Modul 5 und Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	keine	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nur sehr wenige Grossverbraucher in NW. Kontakt wird bilateral gesucht	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
ZG	Nein	Keine	Nein		Vorgehen gemäss Beschrieb der Mass-nahme 3, kantonales Energieleitbild (partnerschaftliche Commitments)
FR	Oui, mais avec divergence dans le contenu		Oui, sans divergence dans le contenu		Prévu dans le projet de modification de la LEn
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Zusammenarbeit mit der EnAW	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kaltbrunnenpromenade 85: 1 Gas-BHKW ersetzt, neu 711kW el. Leistung (vorher 650kW el.)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung mittels kantonaler Energiezielverein-barung geplant für 2013/2014	Art. 1.27- 1.30 sind sinngemäss eingehalten, wenn auch nicht im Wortlaut
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nicht bekannt	Nein		Hierfür fehlt die gesetzliche Grundlage. Bei der nächsten Revision EnG besteht die Absicht, diese zu schaffen

10. Gesetzgebung: Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen - Grossverbraucher
Législation: utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité Grands consommateurs

Kt.	Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungs-anlagen gemäss Art. 1.27 MuKEn 08	Bewilligte Elektrizitätserzeugungsanla-gen im Berichtsjahr	Anforderungen für Grossverbraucher gemäss Art. 1.28-1.30 MuKEn 08	Umsetzungsmass-nahmen im Zusammenhang mit den Grossverbrauchern	Bemerkungen
		z.B. Standort und Leistung der Anlage in [MW]		z.B. Informations-veranstaltungen, Vollzugsmassnahmen, Zusammenarbeit mit der EnAW	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Utilisation des rejets thermiques des install. productrices d'électricité selon art. 1.27 MoPEC 08**	**Installations productrices d'électricité autorisées durant l'exercice sous revue**	**Exigences pour grands consommateurs selon art. 1.28-1.30 MoPEC 08**	**Mesures de mise en œuvre concernant les grands consommateurs**	**Remarques**
		par ex. emplacement et puissance de l'installation en [MW]		par ex. rencontres d'information, mesures d'exécution, collabo-ration avec l'AEnEC	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
SH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Keine bekannt	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Die MuKEn 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine bekannt	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Anerkennung Universalzielvereinba-rung, Beschluss der Regierung über Vollzug des GVA und Eckpunkte des Vollzugs	Vorbereitung Vollzug Grossverbrauchermodell abgeschlossen, Umsetzung des Grossverbraucherartikels Beginn 2013
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
AG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Aufbau Datenbank Grossverbraucher, Informationsschreiben an Betroffene, Informationsveranstal-tungen. Zusammenarbeit mit EnAW und energo	Keine konkrete zeitliche Festlegung bei Notstromanlagen. Bei Elektrizitätserzeugungs-anlagen mit fossilen Brenstoffen ist eine weitgehende Abwärmenutzung erforderlich
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Vollzugshilfsmittel für WKK mit erneuerbaren Energieträger erstellt. Grossverbraucher: Infoveranstaltung für KMU im März 2012
TI	Oui, sans divergence dans le contenu		Oui, mais avec divergence dans le contenu	Il cantone può richiedere di designare un consulente energetico. Esistono sussidi per i grandi consumatori se viene eseguita un'analisi energetica (vd Decreto esecutivo del 12.10.2011)	Sono considerati dei grandi consumatori anche i soggetti che hanno più di 200 dipendenti e/o dispongono di una flotta con più di 20 veicoli
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Quelques groupes de secours Quelques CCF domestiques	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Dispositions particulières prévues dans le cadre de la révision de la loi sur l'énergie. Des mesures de soutien spécifiques seront mises en place en 2013	La part de récupération de chaleur à réaliser sur une installation fonctionnant aux énergies fossiles est définie selon la quantité d'électricité produite
VS	Non		Non		

10. Gesetzgebung: Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen - Grossverbraucher
Législation: utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité Grands consommateurs

Kt.	Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungs-anlagen gemäss Art. 1.27 MuKEn 08	Bewilligte Elektrizitätserzeugungsanla-gen im Berichtsjahr	Anforderungen für Grossverbraucher gemäss Art. 1.28-1.30 MuKEn 08	Umsetzungsmass-nahmen im Zusammenhang mit den Grossverbrauchern	Bemerkungen
		z.B. Standort und Leistung der Anlage in [MW]		z.B. Informations-veranstaltungen, Vollzugsmassnahmen, Zusammenarbeit mit der EnAW	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
Ct.	**Utilisation des rejets thermiques des install. productrices d'électricité selon art. 1.27 MoPEC 08**	**Installations productrices d'électricité autorisées durant l'exercice sous revue**	**Exigences pour grands consommateurs selon art. 1.28-1.30 MoPEC 08**	**Mesures de mise en œuvre concernant les grands consommateurs**	**Remarques**
		par ex. emplacement et puissance de l'installation en [MW]		par ex. rencontres d'information, mesures d'exécution, collabo-ration avec l'AEnEC	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
NE	Oui, sans divergence dans le contenu		Oui, sans divergence dans le contenu	La mesure est pleinement exécutée. L'ensemble des grands consommateurs est en cours d'analyse ou de convention	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Obligation d'étude CCF pour production de chaleur de plus de 1MW. Plusieurs projets de CCF en cours d'étude (env 60 MWth et 40 MWél)	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Audit obligatoire avec la nouvelle loi (dès 5 GWh th / an ou 0.5 GWh él / an)	
JU	Non	L'OEN 93 ne contient aucune disposition relative à l'utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité. L'ordonnance révisée reprendra les dispositions du MoPEC 08	Non	La consultation des milieux concernés par la mise en application de l'ordonnance révisée aura lieu dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie énergétique de long terme.	L'OEN 93 ne contient aucune disposition relative aux exigences fixées aux grands consommateurs. L'ordonnance révisée dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie énergétique de long terme appliquera les dispositions du MoPEC 08
FL	Nein		Nein		

11. Gesetzgebung: Stromversorgung - Bezeichnung der Netzgebiete - Leistungsauftrag
Législation: approvisionnement en électricité - Désignation des zones de desserte
Mandat de prestation

Kt.	Rechtsgrundlage Anschlussgesetzgebung zum StromVG	Ist die Bezeichnung der Netzgebiete flächendeckend erfolgt (gem. Art. 5 Abs. 1 StromVG)?	Bestehen Leistungsaufträge an die Netzbetreiber?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlussgarantie (gem. Art. 5 Abs. 2 StromVG)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss				z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	**Base légale Législation connexe à la LApEl**	**Les zones de desserte ont-elles été désignées pour tout le territoire (selon art. 5, al. 1 LApEl)?**	**Des mandats de prestation sont-ils attribués aux gestionnaires de réseau?**	**Autorité décisionnelle lors de litiges sur la garantie de raccordement (selon art. 5, al. 2 LApEl)**	**Remarques**
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat				par ex. intentions, divergences
ZH	Kantonales EnerG (EnerG, 730.1) § 8a ff.	In Vorbereitung	In Vorbereitung	Verwaltungsgericht	Netzgebietszuteilung und Leistungsaufträge erfolgen 2013
BE	Bestandteil des KEnG	Ja	Nein	Amt für Umweltkoordination und Energie, Rechtsweg -> BVE -> Regierungsrat	Erteilen von Leistungsaufträgen zur Energieeffizienz für Netzbetreiber in Abklärung. Gesetzliche Grundlage ist in KEnG vorhanden
LU	Kantonales StromVG vom 12.12.2011, Stand 01.06.2012	Ja	Nein	Bau- Umwelt und Wirtschaftsdepartement (BUWD)	
UR	Verordnung zum StromVG VSG vom 01.10.08 In Kraft 01.01.09	Ja	In Vorbereitung	Regierungsrat	
SZ	Kantonale Verordnung zum StromVG (VzStromVG) vom 23.11.2011	In Vorbereitung	Nein	Regierungsrat	Netzgebietszuteilung bis Ende 2013
OW	EWO-Gesetz vom 22.09.04 definiert grössten Teil	In Vorbereitung	Nein	Regierungsrat	
NW	Kantonale Stromversorgungsverordnung. In Kraft 01.01.09	Ja	Nein	Direktion	Überführen der kant. StromVV in ein kant. Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Sromversorgung (KSTROMVG) im Jahr 2013
GL	Einbau in Kant. Energiegesetz	Ja	Nein	Departement Bau und Umwelt	
ZG		Ja	Nein	Baudirektion; gemäss Verordnung zum Energiegesetz vom 12.07.05, § 7	
FR	LAEE du 11.9.2003	En préparation	En préparation	Etat de Fribourg, Direction de l'économie et de l'emploi	Règlement d'application en préparation
SO	Einführungsverordnung zum Bundesgesetz über die Stromversorgung 2010	Ja	Nein	Das Verfahren richtet sich nach dem Gesetz über den Rechtsschutz in Verwaltungssachen vom 15.11.70	
BS	IWB-Gesetz 772.300, Verordnungen 772.400/420/430 angepasst im 09	Ja	Ja	Verwaltungsgericht BS	Die IWB als Energieversorger des Kantons sind seit 09 nicht mehr Teil der Verwaltung, sondern eine selbständige, öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener juristischer Persönlichkeit (zu 100% im Besitz des Kantons BS)
BL	Revision EnG wurde Ende 2012 vom Landrat mit 4/5tel Mehr beschlossen	Ja	Nein	Regierungsrat	

11. Gesetzgebung: Stromversorgung - Bezeichnung der Netzgebiete - Leistungsauftrag
Législation: approvisionnement en électricité - Désignation des zones de desserte
Mandat de prestation

Kt.	Rechtsgrundlage Anschlussgesetzgebung zum StromVG	Ist die Bezeichnung der Netzgebiete flächendeckend erfolgt (gem. Art. 5 Abs. 1 StromVG)?	Bestehen Leistungsaufträge an die Netzbetreiber?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlussgarantie (gem. Art. 5 Abs. 2 StromVG)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss				z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	**Base légale Législation connexe à la LApEl**	**Les zones de desserte ont-elles été désignées pour tout le territoire (selon art. 5, al. 1 LApEl)**	**Des mandats de prestation sont-ils attribués aux gestionnaires de réseau?**	**Autorité décisionnelle lors de litiges sur la garantie de raccordement (selon art. 5, al. 2 LApEl)**	**Remarques**
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat				par ex. intentions, divergences
SH		Ja	Ja	Änderung des Elektrizitätsgesetzes in Vorbereitung. Entscheidungsbehörde gemäss Verwaltungsrechtspflegegesetz ist der Regierungsrat	
AR	Vorl. VO über Einführung des Bundesgesetzes über die Stromversorgung	Ja	Nein	Dep. Bau und Umwelt	
AI	Bestehende Rechtsgrundlage im Energiegesetz	Ja	Nein	Die Standeskommission des Kantons Appenzell I.Rh.	
SG	EG zur eidg. StromVG 2010, seit 01.01.2011	Ja	Nein	Baudepartement	
GR	Stromversorgungsgesetz StromVG GR, in Kraft 01.09.09	Ja	Nein	ElCom	
AG	Energiegesetz, Energieverordnung	Ja	Nein	Das zuständige Departement kann Anpassungen der Netzgebiete beschliessen und Ausnahmen regeln. Seine Entscheide sind an des Verwaltungsgericht weiterziehbar	Zuweisung Netzgebiete auf Netzebene 7 flächendeckend erfolgt, Netzebene 5 und 3 folgen sofern Endverbraucher oder Elektrizitätserzeuger angeschlossen sind
TG	Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Stromversorgung (2010)	Ja	Nein	Departement DIV	Zuteilung Netzebene 7 abgeschlossen Netzebene 5 wird später zugeteilt
TI	LA-LAEl del 30.11.09 RLA-LAEl del 23.11.2010	Oui	Non	Art. 8 LA-LAEl : Le controversie in materia di allacciamento sono deferite al Consiglio di Stato, per quanto non rientrino nelle competenze della Commissione dell'energia elettrica (ElCom)	
VD	Loi vaudoise sur le secteur électrique (LSecEl), en vigueur dès 01.10.09	Oui	En préparation	Commission cantonale de surveillance sur le secteur électrique, COSSEL	Le règlement hors zone à bâtir et le règlement sur les mandats de prestation sont en préparation
VS	Décret d'application de la LApEL - 12.12.08; en vigueur 16.01.09	En préparation	En préparation	Conseil d'Etat	La désignation des zones de dessertes est en cours. Selon l'art. 5 al. 2 du décret cantonal, l'attribution d'une zone de desserte par le Conseil d'Etat peut être assortie d'un mandat de prestations au gestionnaire de réseau
NE	Loi approvisionnement en énergie électrique (LAEE), du 01.09.04	Oui	En préparation	Service cantonal de l'énergie et de l'environnement	La nouvelle LAEl remplaçant la LAEE a été rejetée par le peuple neuchâtelois le 17.06.12 suite à un référendum

11. Gesetzgebung: Stromversorgung - Bezeichnung der Netzgebiete - Leistungsauftrag
Législation: approvisionnement en électricité - Désignation des zones de desserte Mandat de prestation

Kt.	Rechtsgrundlage Anschlussgesetzgebung zum StromVG	Ist die Bezeichnung der Netzgebiete flächendeckend erfolgt (gem. Art. 5 Abs. 1 StromVG)?	Bestehen Leistungsaufträge an die Netzbetreiber?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlussgarantie (gem. Art. 5 Abs. 2 StromVG)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss				z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	**Base légale Législation connexe à la LApEl**	**Les zones de desserte ont-elles été désignées pour tout le territoire (selon art. 5, al. 1 LApEl)**	**Des mandats de prestation sont-ils attribués aux gestionnaires de réseau?**	**Autorité décisionnelle lors de litiges sur la garantie de raccordement (selon art. 5, al. 2 LApEl)**	**Remarques**
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat				par ex. intentions, divergences
GE	L 2.35 Loi modifiant la Loi sur l'organisation des Services Industriels de Genève du 10.10.08, entrée en vigueur 01.01.09	Oui	Oui		Base Légale L 2.35 Loi modifiant la loi sur l'organisation des Services Industriels de Genève (LSIG) du 10.10.08, entrée en vigueur 01.01.09
JU	Loi cantonale d'application de la LApEl est en cours d'élaboration	En préparation	En préparation	Le Département de l'Environnement et de l'Equipement	Les collaborations nécessaires avec les distributeurs en vue de la mise en application de la loi cantonale d'application de la LApEl sont en cours
FL	Elektrizitätsmarktgesetz vom 20.06.02	Ja	Ja		Umsetzung des 3. Liberalisierungspaketes der EU ist in Arbeit und wird voraussichtlich bis Ende 2013 abgeschlossen sein

12. Gesetzgebung: Stromversorgung - Anschlusspflichten
Législation: approvisionnement électrique - Obligation de raccordement

Kt.	Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 3 StromVG)?	Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb der Bauzone an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 4 StromVG)?	Netznutzungsentgelt: Bestehen Rechtsgrundlagen für den Erlass von Massnahmen gem. Art. 14 Abs. 4 Satz 1 StromVG?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes resp. der Bauzone	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	**Obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux en dehors de leur zone de desserte (selon art. 5, al. 3 LApEl)?**	**Obligation de raccordement hors des zones à bâtir: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux hors de la zone à bâtir (selon art. 5, al. 4 LApEl)?**	**Rémunération pour l'utilisation du réseau: existe-t-il des bases légales pour édicter des mesures selon l'art. 14, al. 4, phrase 1 LApEl?**	**Autorité décisionnelle lors de litiges sur l'obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte, respectivement hors de la zone à bâtir**	**Remarques**
					par ex. intentions, divergences
ZH	Ja	Ja	Ja	Verwaltungsgericht	
BE	Ja	Ja	Ja	Amt für Umweltkoordination und Energie, Rechtsweg -> BVE -> Regierungsrat	
LU	Ja	Ja	Ja	Bau- Umwelt und Wirtschaftsdepartement (BUWD)	Kantonales Stromversorgungsgesetz vom 12.12.2011, § 9ff Netznutzungstarife
UR	Ja	Ja	Ja	Gemäss den Bestimmungen der Verordnung über die Verwaltungsrechtspflege	
SZ	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	
OW	Nein	Nein	Nein	Regierungsrat	
NW	Ja	Ja	Ja	Direktion	
GL	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	
ZG	Nein	Nein	Nein	Baudirektion; gemäss Verordnung zum Energiegesetz vom 12.07.05, § 7	vgl. Ziffer 1 hievor, Teilrevision des Energiegesetzes
FR	Oui	Oui	Oui	Etat de Fribourg, Direction de l'économie et de l'emploi	
SO	Ja	Ja	Nein	Das Verfahren richtet sich nach dem Gesetz über den Rechtsschutz in Verwaltungssachen vom 15.11.70	
BS	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	Das gesamte Kantonsgebiet wird vom Betreiber abgedeckt
BL	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	
SH	In Vorbereitung	Ja	Ja	Änderung des Elektrizitätsgesetzes in Vorbereitung. Entscheidungsbehörde gemäss Verwaltungsrechtspflegegesetz ist der RR	
AR	Ja	Ja	Ja	Dep. Bau und Umwelt	
AI	Nein	Ja	Nein	Die Standeskommission des Kantons Appenzell I.Rh.	
SG	Nein	Nein	Nein	Baudepartement	
GR	Ja	Ja	Ja	Kanton entscheidet in Fällen, die nicht in die Zuständigkeit der ElCom fallen	

12. Gesetzgebung: Stromversorgung - Anschlusspflichten
Législation: approvisionnement électrique - Obligation de raccordement

Kt.	Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 3 StromVG)?	Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb der Bauzone an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 4 StromVG)?	Netznutzungsentgelt: Bestehen Rechtsgrundlagen für den Erlass von Massnahmen gem. Art. 14 Abs. 4 Satz 1 StromVG?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes resp. der Bauzone	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	**Obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux en dehors de leur zone de desserte (selon art. 5, al. 3 LApEl)?**	**Obligation de raccordement hors des zones à bâtir: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux hors de la zone à bâtir (selon art. 5, al. 4 LApEl)?**	**Rémunération pour l'utilisation du réseau: existe-t-il des bases légales pour édicter des mesures selon l'art. 14, al. 4, phrase 1 LApEl?**	**Autorité décisionnelle lors de litiges sur l'obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte, respectivement hors de la zone à bâtir**	**Remarques**
					par ex. intentions, divergences
AG	Ja	Ja	Ja	Das zuständige Departement kann Anpassungen der Netzgebiete beschliessen und Ausnahmen regeln. Seine Entscheide sind an des Verwaltungsgericht weiterziehbar	
TG	Ja	Ja	Ja	Bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit der Anschlusspflicht entscheidet das Departement	
TI	Oui	Oui	Oui	Art. 8 LA-LAEl : Le controversie in materia di allacciamento sono deferite al Consiglio di Stato, per quanto non rientrino nelle competenze della Commissione dell'energia elettrica (ElCom)	Fuori da zone edificabili, i consumatori per cui non è previsto l'allacciamento secondo il diritto federale, devono essere allaccciati se per ragioni tecniche non può esser preteso un auto approviggionamento e se l'allacciamento è tecnicamente possibile e economicamente sopportabile
VD	Oui	En préparation	Oui	Département en charge de l'énergie et commission cantonale (COSSEL)	Les règlements hors zone à bâtir et sur les mandats de prestation sont en préparation
VS	Oui	Oui	Oui	Conseil d'Etat	Pour l'obligation de raccordement, il est prévu que le CE, en dehors de la zone de desserte et les conseils municipaux, en dehors de la zone à bâtir peuvent contraindre au raccordement
NE	Oui	Oui	Non	Service cantonal de l'énergie et de l'environnement	La nouvelle loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEl) remplaçant la LAEE a été rejetée par le peuple neuchâtelois le 17.06.2012 suite à un référendum

12. Gesetzgebung: Stromversorgung - Anschlusspflichten
Législation: approvisionnement électrique - Obligation de raccordement

Kt.	Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 3 StromVG)?	Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb der Bauzone an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 4 StromVG)?	Netznutzungsentgelt: Bestehen Rechtsgrundlagen für den Erlass von Massnahmen gem. Art. 14 Abs. 4 Satz 1 StromVG?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes resp. der Bauzone	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	**Obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux en dehors de leur zone de desserte (selon art. 5, al. 3 LApEl)?**	**Obligation de raccordement hors des zones à bâtir: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux hors de la zone à bâtir (selon art. 5, al. 4 LApEl)?**	**Rémunération pour l'utilisation du réseau: existe-t-il des bases légales pour édicter des mesures selon l'art. 14, al. 4, phrase 1 LApEl?**	**Autorité décisionnelle lors de litiges sur l'obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte, respectivement hors de la zone à bâtir**	**Remarques**
					par ex. intentions, divergences
GE	Non	Oui	Oui		Une seule zone de desserte
JU	En préparation	En préparation	En préparation	Département de l'Environnement et de l'Equipement	
FL	Nein	Nein	Nein	Energiemarktkommission	

13. Gesetzgebung: Wasserkraft - Nutzung
Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft	Erstellte Neukonzessionierungen im Berichtsjahr (Anlagen > 10 MW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstaltungen	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	**Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique**	**Autorité d'exécution pour approvis. énerg. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)**	**Mesures de promotion de la force hydraulique**	**Octrois de nouvelles concessions durant l'exercice sous revue (installations > 10 MW)**	**Remarques**
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	par ex. intentions
ZH	Wasserwirtschaftsgesetz (WWG) 91 (ist in Revision)	AWEL, bei grösseren Regierungsrat	Positivplanung in Vernehmlassung, evtl. Veröffentlichung im Internet; trotzdem Einzelfallbetrachtung für Konzession nötig; im Kt Zürich kein erhebliches Volumen	Keine	
BE	Wassernutzungsgesetz (WNG) vom 23.11.97	Amt für Wasser und Abfall AWA, Abt. Wassernutzung	NE-Beurteilungsraster zu Wasserkraft entwickelt. Steht seit Jan. 2010 online zur Verfügung. Kantonale Wasserstrategie - mit Teilstrategie Wassernutzung vom 15.01.10	660 MW: Pumpspeicherleistung Projekt Grimsel 3 240 MW: Kraftwerksaufwertung Projekt Grimsel Tandem	Zusatzbedingung bei Konzession Pumpspeicherung: Anteil erneuerbarer Pumpstrom mindestens 30% zu Beginn, steigend während 30 Jahren auf 60%
LU	Wassernutzungs- und Wasserversorgungsgesetz, WNVG, vom 20.01.03; Wassernutzungs- und Wasserversorgungsverordnung, WNVV, vom 10.06.03	Regierungsrat; Dienststelle Verkehr- und Infrastruktur (vif), instruierende Behörde	Planungsbericht über die Wasserkraftnutzung im Kanton Luzern, vom 26.10.2010		
UR	Gewässernutzungsgesetz GNG Gewässernutzungsverordnung GNV	Landrat Regierungsrat < 1 MW	Geamtenergiestrategie Uri Eignerstrategie Wasserkraft Uri		
SZ	Wasserrechtsgesetz vom 11.09.73 (WRG, SRSZ 451.100)	Bezirke	Gespräche mit Elektrizitätswerken, Begleitung von Neukonzessionierungen, Tagung für Wasserversorgungen zu Planung und Projektierung von Trinkwasserkraftwerken		
OW	Gesetz Wasserbau- und Nutzung 31.05.01	Abteilung Hochbau und Energie		Keine	
NW	Wasserrechtsgesetz vom 30.04.71; Wasserrechtsverordnung vom 06.07.81	Regierungsrat	Zusammenarbeit mit dem kantonalen Elektrizitätswerk (EWN)	Keine	
GL	EG ZGB Art. 160 ff.	Landrat	Keine		
ZG	Gesetz über die Gewässer vom 25.11.99	Regierungsrat			
FR	Loi sur l'aménagement des eaux	Service des ponts et chaussées, Section lacs et cours d'eau	Rapport sur l'Evaluation et gestion de la force hydraulique du canton FR		
SO	Gesetz über Wasser, Boden und Abfall, 04.03.09, GWBA; in Kraft 01.01.2010	Bau- und Justizdepartement des Kantons Solothurn	Wassernutzungsstrategie für Kleinwasserkraftwerke: Vorbereitung: 2012; Bearbeitung Abschluss 2013/2014	Keine	Neukonzessionierung der beiden Aarekraftwerke Gösgen (Alpiq Hydro Aare) und Aarau (IBAarau) in Bearbeitung
BS	Wird direkt in den Konzessionsverträgen geregelt	Wird direkt in den Konzessionsverträgen geregelt	Keine (nötig), da Versorgung bereits mit 89% Wasserkraft erfolgt	Keine	Die Stromversorgung des ganzen Kantonsgebiet ist zu 100% erneuerbar, dank "Auflabelung" des nicht erneuerbaren Anteils mittels Wasserkraftzertifikaten

13. Gesetzgebung: Wasserkraft - Nutzung
Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft	Erstellte Neukonzessionierungen im Berichtsjahr (Anlagen > 10 MW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbe-schluss		z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstal-tungen	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	**Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique**	**Autorité d'exécution pour approvis. énerg. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)**	**Mesures de promotion de la force hydraulique**	**Octrois de nouvelles concessions durant l'exercice sous revue (installations > 10 MW)**	**Remarques**
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	par ex. intentions
BL		Amt für Umweltschutz und Energie	Potenzialstudie	Keine	Für ein Kleinwasser-Kraftwerk läuft das Baugesuchs- und Konzessionsverfahren; ein weiteres ist in Diskussion
SH	Elektrizitätsgesetz vom 24.01.00 (In Kraft 15.06.00) Wasserwirtschafts-gesetz vom 18.05.98 (In Kraft 01.01.99) VO zum Wasserwirt-schaftsgesetz vom 22.12.98 (in Kraft 01.01.99)	Regierungsrat. Wichtige Konzessionen: Kantonsrat	Erhebung Wasserkraftpotential im Kanton SH (Kleinwasserkraftwerke und Kapazitätssteigerung bestehende Kraftwerke). Abschluss Studie und Strategie Wasserkraftnutzung	Keine	Postulat im Kantonsrat: Aufhebung von Artikel 19 des kant. Wasserwirtschaftsgesetzes (WWG). Dieser Art. verbietet jeglichen Ausbau der Wasserkraftnutzung des Rheins insbesondere des Höherstaus auf Gebiet des Kt. SH. Vorlage zur Rev. WWG im Kantonsrat 2012 vorgesehen
AR	Gesetz über den Wasserbau und die Gewässernutzung (bGS 741.1)	Departement Bau und Umwelt			
AI	Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch 1911, EG ZGB, in Kraft 30.04.2011	Die Standeskommission des Kantons Appenzell I.Rh.	Nein	Nein	
SG	Gesetz über die Gewässernutzung 60, GNG Vollzug seit 01.01.61	Amt für Umwelt und Energie, Sektion Ge-wässernutzung und Grundwasser	Zielführende Beratung bei Projektbeginn		
GR	Wasserrechtsgesetz, BWRG 95, in Kraft: 01.07.95 / Verordnung zum Wasserrechtsge-setz, BWRV 94, in Kraft: 01.07.95	Gemeinde = Konzessionsgeberin Regierung = Genehmigungs-behörde	Website Energieapéros Information + Beratung Aktualisierung Wasserkraftstrategie	Keine	Leistungssteigerungspotential der derzeit bekannten Kraftweksprojekte: + 10 Prozent
AG	Wasserrechtsgesetz Bund WRG / Wassernutzungs-gesetz WnG Kt. Aargau vom 11.03.08	Regierungsrat > 10 MW	Strategie gemäss EnergieAARGAU		Umsetzung Wasserzinserhöhung gemäss Vorgaben Wasserrechtsgesetz des Bundes. Maximal möglicher Zins wird umgesetzt
TG	Wassernutzungs-gesetz (WNG), RB 721.80, vom 25.08.99, in Kraft 01.01.00	Vollzugsbehörde ist die kantonale Fachstelle für Wassernutzung, d.h. Abteilung Wasserwirtschaft/ Wasserbau, Amt für Umwelt	Keine	Keine	Keine
TI	Legge utilizzazione delle acque 07.10.02; regolamento utilizzazione delle acque 29.04.03	Gran Consiglio o Consiglio di Stato a dipendenza della potenza lorda media	Cfr. Obiettivo 27 nuovo PD e schede V3 e P6 e Linee direttive 2012-2015, Scheda N. 26 Energia		
VD	LFH 1916, Leaux 1991, LFSP 1991, LPDP 1957 et RLPDP 1958, LLC 1944, Lpêche 1978	Direction générale de l'environnement	Le cadastre du potentiel hydraulique du Canton sur les eaux de surface, les eaux souterraines et les réseaux d'eau est réalisé. Soutien aux études sommaires et d'avant-projet		Poursuivre le développement de la force hydraulique dans le Canton également au niveau de la petite hydraulique et des eaux de réseaux. Plusieurs projets en cours pour une puissance de plusieurs dizaines de MW

13. Gesetzgebung: Wasserkraft - Nutzung
Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft	Erstellte Neukonzessionierungen im Berichtsjahr (Anlagen > 10 MW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbe-schluss		z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstal-tungen	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	**Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique**	**Autorité d'exécution pour approvis. énerg. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)**	**Mesures de promotion de la force hydraulique**	**Octrois de nouvelles concessions durant l'exercice sous revue (installations > 10 MW)**	**Remarques**
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	par ex. intentions
VS	Loi sur l'utilisation des forces hydrauliques du 28.03.90, Réglement concernant l'exécution de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques du 04.07.90	Collectivités concédantes (communes pour les rivières latérales ou canton pour le Rhône)	Analyse d'opportunité « GigaNat » proposée aux communes	Pas de nouvelles concessions	Oppositions quasi systématiques sur les projets concernant des cours d'eau. Les projets de turbinage d'eau potable sont bien acceptés.
NE	Loi cantonale sur les eaux 24.03.53, révision entrée en vigueur le 01.01.2011	Département de la gestion du territoire	Etude du potentiel cantonal de la force hydraulique, partie 1 réalisée en 2009, 2ème partie en 2012	Non	Nouvelle loi cantonale sur la protection et la gestion des eaux en cours d'élaboration
GE	Loi cantonale sur les eaux (L 2 05), LEaux-GE, du 05.07.61; Règlement sur utilisation des eaux superficielles et souterraines du 05.03.03 (L2 05.04)	Dépend de la puissance accordée (cf. art. 6 du règlement L2 05.04), soit le Département du territoire, le Conseil d'Etat ou le Grand Conseil			Rénovation de la centrale de Chancy-Pougny (+3%), Etude de faisabilité d'un barrage à Conflan
JU	Loi sur l'utilisation des eaux 26.10.78 (RSJU 752,41)	Gouvernement	La promotion de l'utilisation de l'énergie hydraulique incombe au Service des transports et de l'énergie, instance responsable au sens du Plan directeur cantonal	Pas de projet de cette importance réalisable dans le canton du Jura	La stratégie énergétique de long terme en cours d'élaboration prévoit de réaliser le potentiel d'énergie renouvelable indigène, dont l'énergie hydraulique
FL					

14. Förderung: Förderprogramm, Budget
Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEn 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2012 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge"	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
		(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08 oder HFM
Ct.	**Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08**	**Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2012 et annoncé à la Confédération**	**Encouragement de mesures directes**	**Encouragement de mesures indirectes**	**Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons**	**Remarques**
		(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	8'671'340	MINERGIE-Bonus, Gebäudesanierungen, Ersatzneubauten in MINERGIE-P, Sonnenkollektoren, Abwärmenutzung, Holzfeuerungen, Ersatz Elektroheizung, VHKA in best, Bauten	Energieberatung, Informationsveranstaltungen, MINERGIE-Marketing usw.	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	15'405'460	Plusenergiegeb., MINERGIE-P-Bauten, Solarkollektoren, Wärmeerzeugung mit Holz, Wärmenetze für EE-Wärme, Ersatz Elektroheizungen, Gebäudeprogramm Bonus MINERGIE-Sanierungen, GEAK-Aufstiege für Wohnbauten	Energieberatung, Information an Messen und Energie-Apéros etc., Aus- und Weiterbildung, Medienarbeit, Energiestadt / BEakom, kommunale Energierichtpläne, Grobanalysen für nicht GEAK-Gebäude	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
LU	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	5'740'392	Bonus für MINERGIE- und MINERGIE-P-Sanierungen Gebäudeprogramm, Bonus bei MINERGIE-P-A Ersatzbauten, Sonnenkollektoren (thermisch), Holzfeuerungen inkl. Ersatz, Anschluss Fernwärme	Machbarkeitsstudien, Infoveranstaltungen, Energieberatung, Energiestadt, Schulungen, Kommunikation, Messen, Ausstellungen	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Massnahmen in Prüfung für Förderung von Grossprojekten (Abwärme SwissSteel u.a.)
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	869'933	MINERGIE , MINERGIE A und MINERGIE-P Neu- und Umbau Ersatz Heizung durch Holz und Wärmepumpen Ersatz Elektroheizungen und Sonnenkollektoren Anbindung WW, PV-Anlagen, GEAK inkl. Beratung	Veranstaltungen, Messen, Aus- und Weiterbildung / Energieberatung, Machbarkeitsstudien	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	

14. Förderung: Förderprogramm, Budget
Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEn 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2012 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge"	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
		(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08 oder HFM
Ct.	**Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08**	**Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2012 et annoncé à la Confédération**	**Encouragement de mesures directes**	**Encouragement de mesures indirectes**	**Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons**	**Remarques**
		(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	734’578	Verpflichtungskreditrahmen für Förderprogramm ist verpflichtet	Energieberatung (mit GEAK), Informationsveranstaltungen Energie Apero Schwyz	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	410‘323	Gebäudesanierung, Neubauten MINERGIE & MINERGIE-P-A, Wärmepumpen; Elektroheizungsersatz, Holzfeuerungen, WW-Boiler an Heizung, Sonnenkollektoren	Div. Infoveranstaltungen haben statt gefunden zur geförderten Energieberatung, zur Förderung der Betriebsoptimierungen (seit Jan. 2013 mittels energo-Advanced-Paket) -- > Branchenevents	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung MuKEn geplant ab 01.06.11 (inkl. Modul 5 + Modul 8); Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	236‘810	Gebäudesanierung, MINERGIE-P-A Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzheizungen, Ersatz Elektroheizungen und Ölheizungen	Machbarkeitsstudien, Energieberatungen, Infoveranstaltungen, Energiestadtprozesse	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	558‘805			Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	2'408’291	Aussenhüllen und steuerungstechnische Einrichtungen in Gebäuden inkl. Sonnenkollektoranlagen, kontrollierte Lüftung und Wärmepumpen. Elektrotechnische Einrichtungen in Betriebsstätten	Medienarbeit, Messe, allgemeine Veranstaltungen, Schulungen, Energieberatung für Gebäudeeigentümer	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Förderprogramm wurde Anfangs 2010 gestartet

14. Förderung: Förderprogramm, Budget
Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEn 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2012 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge"	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
		(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08 oder HFM
Ct.	**Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08**	**Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2012 et annoncé à la Confédération**	**Encouragement de mesures directes**	**Encouragement de mesures indirectes**	**Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons**	**Remarques**
		(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	4'744'555	Rénovation des bâtiments (complément au PNAB), solaire thermique, chauffage au bois, MINERGIE-P, pompe à chaleur, CCF, valorisation des rejets de chaleur	Etude de faisabilité pour les communes, séances d'information, campagne de sensibilisation	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	5'816'526	Gebäudesanierungen (Bonus): MINERGIE/MINERGIE-P Sanierungen, Neubau: MINERGIE-P/MINERGIE-P-ECO; Sonnekollektoren, Holzfeuerungen, S/W-Wärmepumpen, Spezialprojekte, Demo-Anlagen, Photovoltaik	Informationsveranstaltungen, Beratung, Aus- und Weiterbildung, Energie-Coach, Unterstützung Aktivitäten Gewerbe, Teilnahme an Messen; energie-Apéro, Machbarkeitsstudien	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Verordnung zum Energiegesetz über Staastbeiträge (EnGVB) vom 25.09.2012, in Kraft 01.01.2013
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	13'706'461	Gebäudesanierungen (ganz/teilweise), Neubauten MINERGIE-P, Solarthermische und PV-Anlagen, Holzfeuerungen, Wärmepumpen (ohne Luftwasser), E-Fahrzeuge, GEAK plus	Studien, Energieanalysen, Veranstaltungen, Energieberatung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	6'583'047	Bonus Gesamtsanierung; MINERGIE-P-Neubauten und -Sanierungen; Sonnenkollektoren; Holzheizungen; Ersatz Elektroheizung; Erdwärmesonden bei Ersatz Öl- oder Gasheizung; Netze Holzenergie/Abw. usw.	Analysen, Coach, Studien, Veranstaltungen, Beratungen	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nicht alle Fördergegenstände des HFM werden zur Zeit umgesetzt

14. Förderung: Förderprogramm, Budget
Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEn 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2012 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge"	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
		(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08 oder HFM
Ct.	**Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08**	**Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2012 et annoncé à la Confédération**	**Encouragement de mesures directes**	**Encouragement de mesures indirectes**	**Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons**	**Remarques**
		(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	6'677'611	MINERGIE-Neubau, Gesamtsanierung (GEAK, Minergie), Solar thermisch, Photovoltaik, Holzenergie, Wärmenetze, Wärmepumpen, Effizienzmassnahmen (Komfortlüftung etc.), Abwärmenutzung, Sonstige (WKK etc.)	Energiediagnosen / GEAK, Machbarkeitsstudien, Energieverbrauchsanalysen	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Abweichung: Förderung von WKK fossil bei grossen Holzfeuerungen kein QM Holz keine Leistungsgarantie EnergieSchweiz
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	2'126'995	Förderprogramm	Ja, je nach Aktualität	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Revidiertes Förderprogramm, gültig ab 15.09.2012
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	258'542	Kantonales Förderprogramm: Bonus zu "Das Gebäudeprogramm" für MINERGIE-Sanierungen, Holzfeuerungen, Thermische Solaranlagen, MINERGIE-Neubauten, Spezielle Anlagen	Keine	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	2'494'054	Sonnenkollektoren, Wärmenetze (ohne Wärmeerzeugung), Biogasanlagen (nur Spezialfälle), Holzfeuerungen mit mehr als 70 kW Feuerungswärmeleistung, Ersatz von Beleuchtungen und Elektroboilern	Informationsveranstaltungen, Weiterbildung/Kurse, Machbarkeitsstudien, Kampagnien/Aktionen, Vorgehensberatung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	

14. Förderung: Förderprogramm, Budget
Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEn 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2012 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge"	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
		(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08 oder HFM
Ct.	**Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08**	**Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2012 et annoncé à la Confédération**	**Encouragement de mesures directes**	**Encouragement de mesures indirectes**	**Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons**	**Remarques**
		(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	2‘669‘730	Neubauten mit Vorbildcharakter, Gebäudesanierungen, Holzfeuerungen, Wärmepumpen, Solaranlagen, Wärmeverbünde, Umrüstung elektrischer Heizanlagen, Nutzungsgradverbesserung gewerblicher Prozesse	Veranstaltungen, Kurse, Energieberatung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
AG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	4‘279‘107	MINERGIE-P-A-Neubauten und Modernisierungen, MINERGIE-Modernisierungen, Holzheizungen, Sonnenkollektoren, Elektromotorwärmepumpen	Messen/Austellungen, Tage der offen Tür, Informationsveranstaltungen, Kurse, Prozesse Energiestadt, Machbarkeitsstudien, Energieberatung, GEAK	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Neuausrichtung und Verstärkung der Energieberatung im Jahre 2014
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	21'632’232	MINERGIE-Neubau, Gesamtsanierung (GEAK, Minergie), Solar thermisch, Photovoltaik, Holzenergie, Wärmenetze, Wärmepumpen, Effizienzmassnahmen (Komfortlüftung etc.), Abwärmenutzung, Sonstige (WKK etc.)	Energiediagnosen GEAK, Machbarkeitsstudien, Energieverbrauchsanalysen, Objektberatung, Energiestadt-Label, Solarstrom-Pool TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Abweichung: Förderung von WKK fossil bei grossen Holzfeuerungen kein QM Holz, dafür QM Mini keine Leistungsgarantie EnergieSchweiz
TI	Oui, mais avec divergence dans le contenu	3'722’385	MINERGIE, -P, -ECO , -A, per nuovi edifici, risanamenti globali e/o MINERGIE, recupero calore, teleriscaldamento, biogas, riscaldamento a legna, solare termico, sost. riscaldam. fossili e elettrici	Supporto finanziario a studi di fattibilità (es. teleriscaldamento), catasto solare, studi sulla mobilità, analisi energetiche per PMI e grandi consum., elaboraz. strumenti pol. en.Comunale	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Differerenze di dettaglio

14. Förderung: Förderprogramm, Budget
Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEn 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2012 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge"	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
		(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08 oder HFM
Ct.	**Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08**	**Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2012 et annoncé à la Confédération**	**Encouragement de mesures directes**	**Encouragement de mesures indirectes**	**Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons**	**Remarques**
		(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	4'758'004	Solaire, bois, MINERGIE, assaisissement de chauffages électriques directs, autres projets de cas en cas	Information, manifestations, formation, conseil, étude de faisabilité	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Une taxe sur l'électricité alimente un fonds destiné à la promotion des mesures prévues dans la LVLEne
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	4'736'860	MINERGIE-P-A, solaire thermique, bois-énergie, CAD par én. renouvelables/ rejets, infrastructure CAD, remplacement des chauffages électriques ou fossiles, assainissement processus industriels	Information et conseil, formation et perfectionnement, études	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
NE	Oui, sans divergence dans contenu	611'392	Oui	Oui	Oui, sans divergence dans le contenu	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	7'956'497	MINERGIE rénovation; MINERGIE-P; solaire,bois, géothermie, récupération de chaleur, réseaux et diverses mesures d'efficacité énerg.	Programme de subventions "Chèque-bâtimenténergie2011", Conseils, audits énergie, rencontres	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Encouragement de la géothermie
JU	Oui, sans divergence dans le contenu	1'347'355	MINERGIE, solaire thermique, chauffages à bois, raccordement aux chauffages à distance	Informations/conseils par le Centre cantonal d'information sur les économies d'énergie; organisation séances/ cours; participation à manifestations; soutien d'études de faisabilité	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Si le programme d'encouragement est conforme aux objectifs du MoPEC 08, il y a encore lieu de se conformer davantage au ModEnHa pour encore plus d'efficacité des mesures de soutien

14. Förderung: Förderprogramm, Budget
Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKEn 08	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2012 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge"	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
		(inkl. Globalbeiträge des Bundes)	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08 oder HFM
Ct.	**Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08**	**Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2012 et annoncé à la Confédération**	**Encouragement de mesures directes**	**Encouragement de mesures indirectes**	**Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons**	**Remarques**
		(y c. contribution globale de la Confédération)	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
FL	Nein		Gebäudesanierung, MINERGIE-Gebäude, Haustechnikanlagen, thermische Sonnenkollektoren, KWK-Anlagen, Photovoltaikanlagen, Demonstrationsanlagen	Gemeinden verdoppeln meist die Förderbeträge des Landes bis zu den festgelegten Höchstgrenzen, es besteht ein Fonds für die Einspeisevergütung von Photovoltaik und KWK-Anlagen	Nein	
Total CH ohne FL		**129'157'285**				

15. Förderung: Ausserhalb Förderprogramm
Promotion: en dehors du programme d'encouragement

Kt.	Steuererleich-terungen für energetische Massnahmen	Ausnutzungsbonus von verbesserten Bauweisen	Förderung Pilot- und Demonstrationsanlagen	Förderung Forschung und Entwicklung	Bemerkungen, weitere Förderinstrumente
			z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Lenkungsabgabe, Unterstützung Technologietransfer
Ct.	**Allègements fiscaux pour mesures énergétiques**	**Bonus d'utilisation du sol pour modes de construction améliorés**	**Encouragement d'installations pilotes et de démonstration**	**Encouragement de projets de recherche et de développement technologique**	**Remarques, autres outils promotionnels**
			par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisées	par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisée	par ex. taxe d'incitation, soutien, transfert technologique
ZH	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt	Beiträge möglich. Budget 2013/2014 je 10 Mio. Franken.	Beiträge möglich	
BE	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt	Seltene Spezialfälle	Keine	Technologievermittlung TEVE im Rahmen energie-cluster.ch
LU	Nein	Kantonale Hoheit; umgesetzt	Investitionen und Machbarkeitsanalysen	Hochschule Luzern (HSLU), InnovationsTransferZentrum (ITZ)	
UR	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			- Beiträge an GEAK-Kurse - OpenDay bei MINERGIE-Objekt in Erstfeld
SZ	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
OW	Ja	Kommunale Hoheit; umgesetzt			
NW	Ja	Kantonale Hoheit; umgesetzt	Keine	Keine	Keine
GL	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
ZG	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt	Smart-Metering in Überbauung "Suurstoffi", Rotkreuz		
FR	Oui	Souveraineté cantonale; mis en œuvre	Au cas par cas	Au cas par cas	
SO	Ja	Kantonale Hoheit; nicht umgesetzt	Möglich	Möglich	Revision der kant. Bauverordnung (KBV) vom 05.09.2012: Energieeffiziente Bauten, die die gesetzlichen Energie-Anforderungen um mind. 20% (40%/100%) überschreiten, erhalten bei der Geschossflächen-, Überbauungs- und Baumassenziffer einen Nutzungsbonus von 5% (10%/15%). Inkraftsetzung 1.3.2013
BS	Ja	Kantonale Hoheit; teilweise umgesetzt	Fallweise möglich	Fallweise möglich	Lenkungsabgabe auf Strom (Stromsparfonds Basel sfb), P+D-Gebäude der 2000W-Gesellschaft - Pilotregion Basel
BL	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
SH	Ja	Kantonale Hoheit; nicht umgesetzt	Keine	Keine	Keine
AR	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
AI	Ja	Kantonale Hoheit; nicht umgesetzt	Nein	Nein	Mit Annahme der revidierten Gesetzgebung durch die Landsgemeinde sollen zukünftig verbesserte Bauweisen einen Ausnutzungsbonus erhalten
SG	Ja	Kommunale Hoheit; nicht umgesetzt	Förderbeiträge	Nicht im Rahmen des EnG	

15. Förderung: Ausserhalb Förderprogramm
Promotion: en dehors du programme d'encouragement

Kt.	Steuererleichterungen für energetische Massnahmen	Ausnutzungsbonus von verbesserten Bauweisen	Förderung Pilot- und Demonstrationsanlagen	Förderung Forschung und Entwicklung	Bemerkungen, weitere Förderinstrumente
			z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Lenkungsabgabe, Unterstützung Technologietransfer
Ct.	**Allègements fiscaux pour mesures énergétiques**	**Bonus d'utilisation du sol pour modes de construction améliorés**	**Encouragement d'installations pilotes et de démonstration**	**Encouragement de projets de recherche et de développement technologique**	**Remarques, autres outils promotionnels**
			par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisées	par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisée	par ex. taxe d'incitation, soutien, transfert technologique
GR	Ja	Kommunale Hoheit; nicht umgesetzt	Ja in begründeten Fällen 2011 für: Windkraftanlage, Erdwärmeerkundungsbohrung		Kanton kann Beiträge an die Kosten von Grossanlagen im Interesse einer nachhaltigen Energieversorgung und effizienten Energienutzung gewähren 2011 für Erweiterung Fernwärmeversorgung Chur Nord
AG	Ja	Kantonale Hoheit; umgesetzt		Zusammenarbeit des Kantons Aargau mit dem PSI, Energietrialog ETS	
TG	Ja	Kantonale Hoheit; umgesetzt	Keine	Keine	Förderung ext. Beratungstellen (Ökostrom CH, regionale Energieberatungsstellen, Holzenergie Thurgau), Biogasberatungsstelle, Kompetenzzentrum Erneuerbare Energien Südthurgau
TI	Oui	Souveraineté cantonale; mis en oeuvre		Collaborazione con SUPSI per l'elaborazione del PEC e altri progetti	
VD	Oui	Souveraineté cantonale; mis en œuvre	Possible de cas en cas	En principe, pas d'encouragement (compétence fédérale)	Programmes communaux liés à un règlement cantonal qui autorise l'alimentation d'un fonds communal à partir d'une taxe sur l'électricité. Mise en place d'un programme cantonal doté de 100 millions pour 4 ans avec pont RPC photovoltaïque et biogaz réservé à la liste d'attente Swissgrid
VS	Oui	Souveraineté cantonale; mis en œuvre	Possible selon l'OPromEn	Possible selon l'OPromEn	
NE	Oui	Souveraineté communale; mis en œuvre	Oui	Oui	
GE	Oui	Souveraineté cantonale; mis en œuvre	Etudes et suivi de projets de construction exemplaires; études de faisabilité; en collaboration avec SIG, EPFL, Université et HES	Centre information Pro donne conseils aux professionnels et pour projets; en collaboration avec EPFL, université et HES	Programme d'économie d'électricité avec SIG (ECO21 ou Ecoclimat); élaboration, diffusion et financement d'audits énergétiques; mandats aux bureaux energo
JU	Oui	Souveraineté cantonale; pas mis en œuvre	Pas de projet en cours	Pas de projet en cours	Pas d'autre mesures appliquées
FL	Nein	Kantonale Hoheit; nicht umgesetzt			

16. Förderung des Einsatzes Erneuerbarer Energien, Abwärmenutzung
Promotion de l'utilisation d'énergies renouvelables, de rejets thermiques

Kt.	Anwendung Leistungsgarantien von EnergieSchweiz	Erleichterungen für Solaranlagen bezgl. Bewilligungspflicht	Vom Kanton unterstützte Aktivitäten im Berichtsjahr	Bemerkungen, weitere Bestimmungen, Erleichterungen etc.
		z.B. < 20 m2 baubewilligungsfrei	z.B. Machbarkeitsstudien, Aktionstage, Solarstrombörse	z.B. Kriterien Wärmepumpen, Konzepte
Ct.	**Application des garanties de prestation de SuisseEnergie**	**Allègements pour installations solaires concernant l'assujettissement à autorisation**	**Activités soutenues par le canton durant l'exercice sous revue**	**Remarques, autres dispositions, allègements, etc.**
		par ex. < 20 m2 sans assujettissement à autorisation	par ex. études de faisabilité, journées d'action, bourse d'électricité solaire	par ex. critères pour pompes à chaleur, concepts
ZH	Ja	Unter < 35 m2 bewilligungsfrei, sofern sie nicht mehr als 20 cm über das Dach ragen (ausserhalb Denkmalschutz). PBG-Änderung 26.03.201: Grundsatz: Sorgfältig integrierte Anlagen bewilligen (in Kraft 01.04.2013)	90 Veranstaltungen, aber nicht sektoriell auf Energieträger begrenzt (z.B. MINERGIE-Veranstaltungen)	
BE	Ja	Bewilligungsfrei bei Einhaltung der kant. Richtlinien (neue Ausgabe Sommer 2012)	Div. Machbarkeitsstudien für Holzfernwärme, Solartage, Infoveranstaltungen, Weiterbildungen Holzenergie etc., Beraterstrasse der Kantone / Kurse Minergie-P und Plusenergiegebäude, Handwerkapéros	Div. Karten auf dem kant. Geoportal öffentlich im Internet wie Erdsonden, Gewässerschutz, Grundwasserwärmenutzung usw.
LU	Ja	Unter < 20 m2 baubewilligungsfrei	Tage der Sonne, Messen etc.	Kooperation mit ckw, LUKB (Wärmepumpen), Kantonaler Gewerbeverband KGL, Infrawatt, Energiestadt, EnergieSchweiz
UR	Ja	Einige Gemeinden nur noch Meldepflicht	Energieunterricht PUSCH an Schule Erstfeld	
SZ	Ja	Vereinfachtes Bewilligungsverfahren	Informationsveranstaltungen, Energieberatungsstände und Inhouse Schulungen	
OW	Nein	Solaranlagen unter 12m2 bewilligungsfrei; über 12 m2 vereinfachtes Verfahren (für in der Dachfläche integrierte Anlagen)		Die Erarbeitung von internen Richtlinien für die Handhabung von Baubewilligungsgesuche der Photovoltaik-Anlagen ausserhalb der Bauzonen sollte bis Ende 2013 abgeschlossen sein
NW	Nein	Unter 12 m2 baubewilligungsfrei	Aktionstage	
GL	Ja			
ZG	Nein	Art. 18a RPG / Teilrevision PBG (1. Lesung im Kantonsrat erfolgt)	Broschüre des Amtes für Raumplanung betreffend Sonnenenergie in Vorbereitung	
FR	Non	Procédure simplifiée selon ReLATeC	Au cas par cas	
SO	Ja	Keine Baupublikation bei Bauvorhaben von untergeordneter Bedeutung, die keine erheblichen öffentlichen und nachbarlichen Interessen berühren, insbesondere bei Solaranlagen und WP	Machbarkeitsstudien; Herbstmesse Solothurn HESO: Sonderschau "Solothurn erneuert sich". Veranstaltung "2000-Watt" Gesellschaft in Solothurn	Verzicht auf Anschlussgebühren: Bei besonders baulichen Massnahmen im energetischen oder umwelttechnischen Bereich, hat der Grundeigentümer für den darauf anfallenden Anteil keine Anschlussgebühren zu entrichten. (GBV) Inkraftsetzung: 1.3.2013
BS	Ja	Ja, Bewilligungspflicht nur in Schutz- und Schonzone, ausserhalb frei	Seit 2009 KEV Basel (als Übergangsbeitrag bis Deckelung der nationalen KEV aufgehoben wird)	Wärmepumpen bei Neubau/Sanierung nur zulässig, wenn JAZ>2.6
BL	Ja	Keine Bewilligungspflicht (ohne Flächenbeschränkung) ausser in Kernzonen, Quartierplänen oder auf geschützten Bauten	Energieapero, Handwerkerkurse, Veranstaltungen Baselbieter Energiepaket	
SH	Nein	In Planungs- und Baugesetz (gültig ab 01.01.2011) bis 35 m2 bewilligungfrei (ausser denkmalgeschützte Bauten und Kernzonen)	Machbarkeitsstudien, Potentialstudie und Strategie Wasserkraft, Sprechstunden Energie	
AR	Ja	Bewilligungsfrei bis 30 m2, wenn Montageart Indach innerhalb der Bauzone	Siehe Wirkungsanalyse und Förderprogramm	

16. Förderung des Einsatzes Erneuerbarer Energien, Abwärmenutzung
Promotion de l'utilisation d'énergies renouvelables, de rejets thermiques

Kt.	Anwendung Leistungsgarantien von EnergieSchweiz	Erleichterungen für Solaranlagen bezgl. Bewilligungspflicht	Vom Kanton unterstützte Aktivitäten im Berichtsjahr	Bemerkungen, weitere Bestimmungen, Erleichterungen etc.
		z.B. < 20 m2 baubewilligungsfrei	z.B. Machbarkeitsstudien, Aktionstage, Solarstrombörse	z.B. Kriterien Wärmepumpen, Konzepte
Ct.	**Application des garanties de prestation de SuisseEnergie**	**Allègements pour installations solaires concernant l'assujettissement à autorisation**	**Activités soutenues par le canton durant l'exercice sous revue**	**Remarques, autres dispositions, allègements, etc.**
		par ex. < 20 m2 sans assujettissement à autorisation	par ex. études de faisabilité, journées d'action, bourse d'électricité solaire	par ex. critères pour pompes à chaleur, concepts
AI	In Vorbereitung	In Diskussion	Keine	
SG	Ja	In mehreren Gemeinden wird das vereinfachtes Verfahren nach Baugesetz angewendet	Machbarkeitsstudien	Im Internet publizierte Eignungskarte für Erdwärmesonden, Bewilligung von Erdwärmesonden nach Art. 19 Abs. 2 GSchG; Konzessionen für Grundwasserwärmepumpen, aber Erlass des Wasserzinses für Anlagen mit einer Leistung bis 36 kW
GR	Nein	Kommunal unterschiedlich geregelt, teilweise Sonnenscheindauerkarte	Informationsveranstaltungen	
AG	Nein	Unter 200 m2 vereinfachtes Bewilligungsverfahren	1 Machbarkeitsstudie Holzwärmeverbund; 1 Übersichtskarte möglicher Standorte Geothermiekraftwerke; 1 Standortkonzept Windkraftanlagen; Föderung diverser Aktionen	
TG	Nein	Planung- und Baugesetz (ab 1.1.2013): bis 35 m2 baubewilligungsfrei (ausser denkmalgeschützte Bauten und Kernzonen)	Informationsabende "Gebäude sanieren - Energiekosten halbieren", Studien 2000 Watt-Gemeinden, Sprechstunden Energie	
TI	Oui	No	Elaborazione di un catasto solare per il Canton Ticino, studio sull'elettromobilità: valutazione di un sistema di ricarica di nuova generazione, sostegno al teleriscaldamento del termovalizzatore dei rifiuti	Per sussidi relativi alla sostituzione di impianti a energia fossile o elettrici con pompe di calore, quest'ultime devono avere il marchio FWS-GSP
VD	Non	Possibilité de dispense d'enquête publique pour les installations intégrées de moins de 32 m2	Etude de faisabilité pour des réseaux de chauffage à distance à bois, des projets de géothermie, hydrauliques et de production de biogaz. Campagne de formation sur l'énergie dans les écoles.	Cours postdiplôme "Energie+Bâtiment". Cours postgrade développement durable / énergie. Cours pour les professionnels
VS	Oui	Une procédure simplifiée est demandée par la Len 04. Un formulaire ad-hoc est à disposition pour l'application	Passeports vacances. Cadastre des rejets thermiques industriels en Valais (Etude réalisée)	
NE	Oui	Procédures simplifiées	Etudes potentiel hydroélectrique et solaire, Commission bois-énergie pour études de faisabilité chauffages à distance, étude de faisabilité biogaz, LAMPER Expo lumière, Geothermal Investemnt Center	
GE	Oui	Assouplissement de la pratique de la protection du patrimoine	Audits énergétiques; études de faisabilité	Art 1A LSIG, RPC de l'électricité des installations d'énergies renouvelables de la zone de desserte SIG lorsque les quotas fédéraux sont atteints. Solaire thermique obligatoire pour constructions neuves ou rénovations de toitures
JU	Oui	Des directives d'aménagement facilitant l'implantation des installations solaires ont été approuvées en décembre 2011	Activités de l'association Energie-bois Interjura; études de faisabilités de chauffages à bois et d'installations hydroélectriques; participation à diverses manifestations, etc.	
FL	Nein	Solaranlagen sind bewilligungspflichtig	Förderung der Solarstadtprozesse in den Gemeinden	Erdwärmesonden-Nutzung und Grundwassernutzung in Zonen gemäss Erdsondenkarte und Grundwassernutzungskarte zugelassen

17. Gemeinden
Communes

Kt.	Energiestädte Stand Mai 2013	Beiträge des Kantons an Gemeinden im Rahmen des Energiestadtprozesses	Gemeinden mit Förderprogrammen	Bemerkungen, weitere Unterstützung der Gemeinden
			z.B. Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Förderung der regionalen Zusammenarbeit, Erfahrungsaustausch-Tagungen
Ct.	**Cités de l'énergie Etat Mai 2013**	**Contributions du canton aux communes dans le cadre du processus Cité de l'énergie**	**Communes avec programmes d'encouragement**	**Remarques, autre soutien des communes**
			par ex. communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. encouragement de la collaboration régionale, rencontres échanges d'expériences
ZH		Ja, fachliche Begleitung	37 von 171	Energiestädte erhalten zudem Subventionen für die kommunale Energieplanung
	Adliswil, Bubikon, Bülach, Dietikon, Dietlikon, Dübendorf, Elgg, Fällanden, Fehraltorf, Gossau, Hedingen, Horgen, Illnau-Effretikon, Kloten, **Küsnacht***, Lindau, Meilen, Mönchaltorf, Neftenbach, Nürensdorf, Opfikon, Ossingen, Pfäffikon, Rafz, Regensdorf, Rheinau, Richterswil, Russikon, Rüti, Schlieren, Thalwil, Turbenthal, Uetikon am See, Uster, Volketswil, Wädenswil, Wald, Wallisellen, **Winterthur***, Zell, Zumikon, **Zürich***			
BE		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Diverse, Gesamtübersicht nicht bekannt. Einzelabfragen über www.energiefranken.ch	Unterstützung Energieplanung (50% der Richtplankosten); Fachliche und finanzielle Unterstützung bei Massnahmenplanung und Umsetzung im Zusammenhang mit BEakom, Energiestadt-Erfa-Tagungen, Energiestadtbewertungen
	Bern*, Biel, Brügg, Burgdorf, Herzogenbuchsee, Interlaken, **Köniz***, Langenthal, Lyss, Moosseedorf, Münchenbuchsee, **Münsingen***, Nidau, Ostermundigen, , Spiez, Thun, Urtenen-Schönbühl, Wiler bei Utzenstorf, Wohlen bei Bern, Worb, Zollikofen			
LU		Ja, Förderbeitrag	15 von 83	CHF 6'000.-- (CHF 3'000.-- Phase Bestandesaufnahme, CHF 3'000.-- Zertifizierung) / 1. Jahresmitgliederbeitrag Energiestadt / Support ERFA-Workshops
	Adligenswil, Ballwil, Ebikon, Egolzwil, Emmen, Entlebuch (Region), Eschenbach, Hochdorf, Hohenrain, Horw, Kriens, **Luzern***, Meggen, Menznau, Ruswil, Schwarzenberg, Sempach, Sursee, Triengen, Wauwil, Willisau			
UR		Ja, Förderbeitrag	20 von 20 über die zuständigen Elektrizitätswerke	Förderung des Energiestadtprozesses für die Gemeinden Erstfeld, Altdorf & Bürglen; Aktion Energieeffizienz in der Gemeinde Silenen
	Altdorf, Andermatt, **Erstfeld***			
SZ		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Schwyz, Küssnacht, Arth, Alle sieben Gemeinden im Versorgungsgebiet des Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz (EBS), 3 Gemeinden im Versorgungsgebiet des EW Höfe	Energiestadt Bezirk Schwyz, Gemeindepräsidentenversammlung im April
	Arth, Freienbach, Küssnacht am Rigi, Schwyz			
OW		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Bisher keine; momentan werden jedoch mögliche Aktionen diskutiert	Schulung der Bauämter in periodische Bauämtersitzung und Informationsveranstaltung für Informierende in Gemeinden, fachliche Unterstützung in Energiestadt- und Energieregion-ERFA-Gruppe, Erarbeitung eines gemeinsamen Informationsflyers, energo-Advanced für kommunale Bauten
	Alpnach, Engelberg, Giswil, Kerns, Lungern, Sachseln, Sarnen			
NW		Ja, Förderbeitrag	3 von 11	ERFA-Tagungen
	Hergiswil, Stans, Stansstad			
GL		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag		
	Die neuen Gemeinden des Kantons Glarus sind nach Möglichkeit ab 2013 Energiestädte, d.h. der Kt. Glarus wird Energiekanton			
ZG		Nein	6 von 11	Acht von elf Gemeinden sind Energiestadt
	Baar, **Cham***, Hünenberg, Oberägeri, Risch, Steinhausen, Unterägeri, **Zug***			

17. Gemeinden
Communes

Kt.	Energiestädte Stand April 2013	Beiträge des Kantons an Gemeinden im Rahmen des Energiestadtprozesses	Gemeinden mit Förderprogrammen	Bemerkungen, weitere Unterstützung der Gemeinden
			z.B. Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Förderung der regionalen Zusammenarbeit, Erfahrungsaustausch-Tagungen
Ct.	**Cités de l'énergie Etat avril 2013**	**Contributions du canton aux communes dans le cadre du processus Cité de l'énergie**	**Communes avec programmes d'encouragement**	**Remarques, autre soutien des communes**
			par ex. communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. encouragement de la collaboration régionale, rencontres échanges d'expériences
FR		Oui, suivi professionnel et contribution d'encouragement	30 communes sur 164 sont labellisées. 21 communes supplémentaires ont adhéré à Cité de l'énergie	Les communes ont certaines contraintes légales leur imposant notamment la comptabilité énergétique, le plan communal des énergies, etc.
	Attalens, Bulle, Charmey, Châtel-St-Denis, Farvagny, Fribourg, Marly, Romont, Rossens, Sensebezirk, Siviriez, Villars-sur-Glâne			
SO		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Selzach, Hessigkofen, Dornach	Projektspezifische Unterstützung möglich, ERFA mit Energiestadt-Gemeinden
	Grenchen, Oensingen, Olten, Solothurn, Zuchwil			
BS		Ja, fachliche Begleitung	Der Kanton BS hat 3 Gemeinden. Die kleinste ist Energiestadt, die 2 grösseren haben den eea Gold. Somit keine weitergehenden Förderprogramme nötig	
	Basel*, Bettingen**, Riehen***			
BL		Ja, fachliche Begleitung	16 von 86 Gemeinden haben eigene Förderprogramme	Aus- und Weiterbildung von Gemeinderät/innen und Gemeindeangestellten ERFA Energiestadt
	Aesch, Arlesheim, Birsfelden, Bottmingen, Frenkendorf, Itingen, Lausen, Liestal, Lupsingen, Münchenstein, Muttenz, Oberwil, Pratteln, Reigoldswil, Reinach, Sissach			
SH		Nein	Schaffhausen, Thayngen, Neuhausen	Keine
	Neuhausen am Rheinfall, **Schaffhausen***, Thayngen			
AR		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Herisau, Wald, Heiden	
	Heiden, Herisau, Speicher, Teufen			
AI		Nein	Kantonale Hoheit	
SG		Ja, Förderbeitrag	Etwa 25 von 86	Das Angebot "Energie in Gemeinden" der EnF unterstützt seit Herbst 2009 Gemeinden bei einer aktiven Energiepolitik durch Leitfäden, Veranstaltungen und dgl.
	Altstätten, Au, Balgach, Berneck, Buchs, Diepoldsau, Eichberg, Eschenbach, Flawil, Gaiserwald, Gams, Gossau, Grabs, Kaltbrunn, Kirchberg, Marbach, Mels, Oberriet, Rapperswil-Jona, Rebstein, Rorschach, Rorschacherberg, Rüthi, Sennwald, Sevelen, **St.Gallen***, St. Margrethen, Thal, Uznach, Uzwil, Vilters-Wangs, Waldkirch, Wartau, Wattwil, Widnau, Wil, Wittenbach			
GR		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Mehrheitlich in Energiestädten	Mitwirkung in Energiekommissionen von mehreren Energiestädten und Erfahrungsaustausch-Veranstaltungen
	Albulatal (Region), Bonaduz, Chur, Davos, Felsberg, Haldenstein, Ilanz, Klosters-Serneus, Landquart/Igis, Maienfeld, Rhäzüns, Samedan, Sent, St.Moritz, Thusis, Val Müstair, Vaz/Obervaz			
AG		Ja, Förderbeitrag	Stein AG, Baden, Aarau, Koblenz	
	Aarau, Auw, **Baden*,** Bad Zurzach, Dottikon, Döttingen, Ennetbaden, Erlinsbach, Freienwil, Kaiseraugst, Küttigen, Lengnau, Magden, Mägenwil, Oftringen, Rheinfelden, Schneisingen, Seon, Spreitenbach, Stein, Turgi, Untersiggenthal, Windisch, Wohlen, Wölflinswil, Zeihen, Zofingen			

17. Gemeinden
Communes

Kt.	Energiestädte Stand April 2013	Beiträge des Kantons an Gemeinden im Rahmen des Energiestadtprozesses	Gemeinden mit Förderprogrammen	Bemerkungen, weitere Unterstützung der Gemeinden
			z.B. Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Förderung der regionalen Zusammenarbeit, Erfahrungsaustausch-Tagungen
Ct.	**Cités de l'énergie Etat avril 2013**	**Contributions du canton aux communes dans le cadre du processus Cité de l'énergie**	**Communes avec programmes d'encouragement**	**Remarques, autre soutien des communes**
			par ex. communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. encouragement de la collaboration régionale, rencontres échanges d'expériences
TG		Ja, Förderbeitrag	Amriswil, Arbon, Diessenhofen, Eschlikon, Münsterlingen, Frauenfeld, Kreuzlingen, Romanshorn, Steckborn	Regionale Energieberatungstellen, ERFA
	Aadorf, Amriswil, Arbon, Berg, Diessenhofen, Egnach, Eschlikon, Frauenfeld, Gachnang, Kreuzlingen, Roggwil, Romanshorn, Steckborn, Weinfelden			
TI		Non		Offerta di diverse serate informative tramite Ticinoenergia, e presenza ad altre manifestazioni/giornate informative (su richiesta). Esistono incentivi per i comuni (label Città dell'energia, progetti ecc.)
	Bellinzona, Chiasso, Coldrerio, Locarno, Lumino, Melano, Mendrisio, Minusio			
VD		Oui, contribution d'encouragement	Une trentaine	Mise en place des outils nécessaires et soutien financier au concept énergétique pour les communes
	Aigle, Avenches, Bex, Crissier, **Lausanne***, Montreux, Morges, Orbe, Prilly, Renens, Sainte-Croix, **Vevey***, Yverdon-les-Bains			
VS		Oui, contribution d'encouragement	36 sur 145 communes ont un programme de promotion	
	Ardon, Ayent Anzère, Bitsch, Brig-Glis, Crans-Montana (Region), Fully, Hérémence, Leuk, **Martigny***, Monthey, Naters, Nendaz, Saas-Fee, Saint-Martin, Sierre, Sion, Vétroz, Visp			
NE		Oui, suivi professionnel et contr. d'encouragement		Régions avec autonomie énergétique, contrats-régions
	La Chaux-de-Fonds*, Le Locle, **Neuchâtel***			
GE		Oui, suivi professionnel et contr. d'encouragement	Plusieurs communes proposent des encouragements, par exemple pour les vélos électriques	Plusieurs programmes régionaux en cours
	Aire-la-Ville, Anières, Bellevue, **Bernex***, Carouge, Cartigny, Chancy, Chêne-Bourg, Confignon, Corsier, **Genève***, Lancy, Le Grand-Saconnex, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates, Satigny, Thônex, **Vernier***, Versoix			
JU		Oui, contribution d'encouragement	Bassecourt	Dans le cadre de la stratégie énergétique de long terme en cours d'élaboration, il est prévu d'encourager plus particulièrement les communes à adhérer aux Cités de l'énergie
	Delémont*, Fontenais, Porrentruy			
FL		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Die Gemeinden verdoppeln die Förderbeträge des Landes bis zu den von ihnen festgelegten Höchstgrenzen	Energietage in diversen Gemeinden.
	Balzers, Eschen-Nendeln, Gamprin-Bendern, Mauren, Planken, Ruggell, Schaan, Schellenberg, Triesen, Triesenberg, Vaduz			

*** European Energy Award Gold eea**

18. Mobilität
Mobilité

Kt.	Rechtsgrundlage zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs	Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer	Massnahmen zu Förderung des öffentlichen und motorlosen Verkehrs	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Tarifverbund, Mobilitätsmanagement, Ecodrive-Kurse	z.B. Absichten, Weitere Anforderungen
Ct.	**Base légale pour le soutien des transports en commun**	**Différenciation des impôts sur les véhicules à moteur**	**Mesure d'encouragement des transports publics et non motorisés**	**Remarques**
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. communauté tarifaire, gestion de la mobilité, cours ecodrive	par ex. intentions, autres exigences
ZH	Personenverkehrsgesetz (PVG) 88; Gesamtverkehrskonzept 06; ZVV Strategie 2011-2014	Nach Hubraum	Zürcher Verkehrsverbund, Veloförderprogramm	Vorlage zur Änderungung der Motorfahrzeugsteuern (nach Energieeffizienz) vom Regierungsrat beschlossen, Entscheid Kantonsrat noch offen
BE	Gesetz vom 16.09.93 über den öffentlichen Verkehr; Verordnung vom 10.09.97 über das Angebot im öffentlichen Verkehr (Angebotsverordnung; AGV); V. über die Reg. Verkehrskonferenzen (RVKV)	Teilweise nach Verbrauch (Basis Energieetikette)	Div. Tarifverbunde beim öV, auch interkantonal Fachstelle Fuss- und Veloverkehr im Tiefbauamt Separate Stabsstelle Gesamtmobilität der BVE	Mobilservicepraxis, Berner Verkehrstag als innovative Plattform, jeweils Ende August, ökologisches Fahrzeugsteuermodell
LU	Verkehrsabgabegesetz SRL Nr. 776, Bonus für Erdgas-, Elektro- und Hybridfahrzeuge	Nach Hubraum	Projektgruppe Mobilitätsmanagement c/o Verkehrsverbund Luzern (2010), ab 01.01.2011 bei Dienststelle Verkehr- und Infrastruktur vif	Verkehrsabgabesetz momentan in Revision: Bonus/Malus-System, Bemessungsgrundlage Hubraum+Leistung etc
UR		Nach Verbrauch	Tageskarten in allen Gemeinden	Absicht Tarifverbund
SZ	Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 26.11.87 (GöV SRSZ 781.100)	Teilweise nach Gewicht	Förderung der Tarifverbunde	Langsamverkehrskonzept wird durch AFU erstellt Slow-up Swiss Knife Valley (alle 2 Jahre im September)
OW	GDB 772.1 G über die Förderung des ÖV 28.11.2002	Nach Verbrauch (Basis Energieetikette)	GDB 772.1; KRB Tarifverbund LU, OW, NW; Teilnahme der kant. Verwaltung bei BIKE TO WORK	Durchführung eines ECO-Drive Kurs für Angestellte ist für ab Mitte 2013 geplant
NW	Gesetz über die Strassenverkehrssteuern vom 22.10.08, in Kraft 01.01.09	Teilweise nach Verbrauch (Basis Energieetikette)	Tarifverbund	
GL		Nach Verbrauch (Basis Energieetikette)		
ZG	Gesetz über den öffentlichen Verkehr vom 22.02.07	Nach Hubraum	Tarifverbund, Mobilitätsmanagement und zahlreiche andere	
FR	Loi sur les transports 94, Règlement d'exécution (RTr) du 25.11.96	Selon cylindrée	Communauté tarifaire	Tarif d'imposition réduit pour véhicules propres (électrique, gaz naturel, biogaz, hybride). L'imposition tenant compte de l'étiquette énergétique en cours. RER fribourgeois réalisé.
SO	öV-Gesetz (732.1) vom 27.09.92, Verordnung über das Grundangebot im reg. Personenverkehr (732.4) vom 24.09.96, Legislaturplan 2009-2013 mit Ziel Erhöhung Anteil öV am Gesamtverkehr	Nach Hubraum		Tarifverbunde (Libero, A-Welle, ZigZag), E-Ticketing, Fahrplanverdichtungen und neue Bahnstationen insb. in Agglomerationen Mobilitätsmanagement im Kt. SO (so!mobil), Kampagne LV-Offensive Solothurn u.U. LOS!, 3. slow up Solothurn-Buechibärg
BS	ÖVG, ÖV-Programm vom 27.02.05 und BVB-OG. Federführung beim Amt für Mobilität	Nach Hubraum	Tarifverbund TNW, NewRide, Mobilitätsmanagement in Betrieben, U-Mobility, kantonale Fahrzeugflotte weitgehend durch Mobiliy-Autos unterstützt	
BL	Gesetz zur Förderung des öffentlichen Verkehrs (ÖVG) sowie das dazugehörige Angebotsdekret	Andere Differenzierung	Tarifverbund Nordwestschweiz (TNW)	
SH	Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 09.05.05 (GöV; SHR 743.100). in Kraft 01.01.06	Nach Hubraum	Tarifverbund FlexTax und Z-Pass, Tageskarte Euregio Bodensee, Agglomerationsprogramm, Halbstundentakt Winterthur - Schaffhausen (S33) und direkte Flughafenverbindung (S16). Neues Regionalbuskonzept	Halbstundentakt Zürich-Schaffhausen, Neues Bahn- und Buskonzept Klettgau, Regio-S-Bahn mit Viertelstundentakt im Agglomerationskerngebiet und Anschlussknoten Schaffhausen zu den Minuten 15 und 45, Halbstundentakt Stein am Rhein - Winterthur (S29)

18. Mobilität
Mobilité

Kt.	Rechtsgrundlage zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs	Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer	Massnahmen zu Förderung des öffentlichen und motorlosen Verkehrs	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Tarifverbund, Mobilitätsmanagement, Ecodrive-Kurse	z.B. Absichten, Weitere Anforderungen
Ct.	**Base légale pour le soutien des transports en commun**	**Différenciation des impôts sur les véhicules à moteur**	**Mesure d'encouragement des transports publics et non motorisés**	**Remarques**
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. communauté tarifaire, gestion de la mobilité, cours ecodrive	par ex. intentions, autres exigences
AR		Nach Gewicht	Tarifverbund mit SG	
AI		Nach Gewicht		
SG	Nicht Teil des EnG	Nach Gewicht	Tarifverbund	Steuerbefreiung während mind 3, max. 4 Jahren für Fahrzeuge der Energieklasse A (Diesel mit Partikelfilter) und CO2-Ausstoss nicht mehr als 130 g je km
GR	Regierungsrätliche Verordnung zum Einführungs-gesetz zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr, RVzEGzSVG, in Kraft 01.01.09; Ermässigung bei geringem CO2-Ausstoss	Andere Differenzierung	Vorbereitung 1/2 h-Takt IC Zürich Chur Vorbereitung 1/2 h-Takt RhB Öffentliche Ausschreibung Albulatunnel der RhB	
AG	Gesetz über den öffentlichen Verkehr (ÖVG) 02.09.75 / Dekret über die Beteiligung von Kanton und Gemeinden an den Kosten des öffentlichen Verkehrs (ÖVD) 11.03.97	Nach Hubraum	A-Welle; aargaumobil; Tarifverbunde TNW und A-Welle, Integraler Tarifverbund A-Welle/Z-Pass Förderung der kombinierten Mobilität (B+R, P+R) und des Langsamverkehrs	
TG	Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs 21.09.88, in Kraft 01.04.89	Nach Hubraum	Ausbau des ÖV-Angebotes 1999 - 2012 um 49% (Angebotskm). Tarifverbund Ostwind sowie Z-Pass integral im Metropolitanraum Zürich (2012). Gesamtverkehrs-konzept (2011)	Weiterer Ausbau des Linien- und Fahrplanangebotes abgestützt auf das Konzept "Öffentlicher Regionalverkehr Kanton Thurgau 2010-2015". Ausbau Bahnangebot per Dez. 2018
TI	Legge sui trasporti pubblici, piano direttore, piano del risanamento dell'aria	Selon consommation (base: étiquette-énergie)	Piano generale dei trasporti, abbonamento a zone "Arcobaleno", Infovel, progetto mobilità dolce (incentivazione pedibus e mobilità aziendale, carpooling)	
VD	Loi cantonale sur l'énergie LVLEne 16.05.06	Partiellement selon poids	Information et concours à l'attention des entreprises (guides et plans de mobilité d'entreprise). Bon en cas d'alerte polution excessive	Exemplarité cantonale: - utilisation sectorielle du réseau Mobility - achat de biodiesel et de bioéthanol
VS		Partiellement selon cylindrée		Bonus sur l'impôt des véhicules à moteur de classe A Abonnement demi-tarif pour 3 mois pour CHF 20.- offert par le canton
NE	Loi sur les transports publics 01.10.96, révision entrée en vigueur le 01.01.2011	Partiellement selon poids	Communauté tarifaire « Onde verte » couvrant l'ensemble du territoire cantonal ainsi que les districts limitrophes des cantons de Berne et du Jura	Lors du vote du 23.09.2012, le peuple neuchâtelois a réfusé le projet RER – TransRUN
GE	Loi sur le réseau des transports publics (LRTP) H 1 50 entrée en vigueur 02.07.88; Règlement d'exécution de la loi sur le réseau des transports publics (RRTP) H 1 50.01 (14.11.02)	Partiellement selon consommation (base : étiquetteénergie)	Communauté tarifaire, train, bus, bateau; création des nouvelles lignes de tramways; promotion de la mobilité douce; Eco-Drive obligatoire lors des examens de conduite, semaine de la mobilité	Importante promotion du transport par tram, extension de la ligne de tram vers Meyrin-CERN, Onex et Bernex
JU	Loi sur les transports publics du 20.10.2010.	Autre différenciation		Le décret actuel sur l'imposition des véhicules accorde une réduction de 50% de la taxe aux véhicules n'utilisant pas de carburant fossile, électriques, à gaz naturel et hybrides
FL		Nach Gewicht	Günstige Bustarife / Jahreskarte CHF 240.- von Gemeinden teilweise nochmals vergünstigt. Jährliche Eco Drive Kurse. Betriebliches Mobilitätsmanagement Staat und diverser Firmen	

19. Vorbildfunktion Kanton: Planungsinstrumente
Exemplarité cantonale: instruments de planification

Kt.	Energieleitbild kantonales Hochbauamt	Energiebuchhaltung, Energiestatistik	Einbezug der externen Kosten bei kantonalen Projekten	Anwendung SIA 380/4 "Elektrische Energie im Hochbau"
Ct.	**Charte énergétique de l'office cantonal des bâtiments**	**Comptabilité énergétique, statistique énergétique**	**Prise en compte des coûts externes pour les projets cantonaux**	**Application de la norme SIA 380/4 "L'énergie électrique dans le bâtiment"**
ZH	Umwelt- und Energieleitbild	Ja	Ja	Ja
BE	Amt für Grundstücke und Gebäude AGG mit Fachstelle Umwelt und Ökologie Nachhaltigkeitsprogramm 2020	Ja	Ja	Ja
LU	Energie- und Planungsbericht; Planungshandbuch Dienststelle Immobilien	Teilweise	Teilweise	Nein
UR	Beginn Betriebsoptimierung an kantonalen Bauten (energo)	Ja	Teilweise	Teilweise
SZ	Leitbild "Nachhaltiges Bauen" 14.11.06	Ja	Ja	Teilweise
OW	Energiekonzept 09: Umsetzung Luftreinhalteplan II ZCH Massnahme Z8: Erarbeitung von Richtlinien für kant. Bauten in Arbeit	In Vorbereitung	Ja	Ja
NW		Teilweise	Teilweise	Ja
GL	In Vorbereitung	Ja	Nein	Ja
ZG	Vorhanden und mit RRB verabschiedet	Ja	Teilweise	Ja
FR	Exemplarité des bâtiments de l'Etat selon la Len. Acquisition de courant labellisé Naturemade Star	Oui	Oui	Oui
SO	Ausgabe 08/1	Ja	Ja	Ja
BS	Standard: "klimaneutrale Verwaltung" seit 2009	Ja	Nein	Ja
BL	Vorhanden in Form einer „Richtlinie Nachhaltigkeit"	Ja	Ja	Ja
SH	Energieleitbild der EnFK (Leitlinien und Massnahmen der kantonalen Energiepolitik 2008-2017), kein eigenes Energieleitbild	Ja	Nein	Ja
AR		Ja	Ja	Teilweise
AI	Nein	Teilweise	Nein	Nein
SG	Richtlinie zur Vorbildfunktion der öffentlichen Hand bei öffentlichen Bauten 99 (Regierungsratsbeschluss)	Teilweise	Ja	Ja
GR		Ja	Teilweise	Teilweise
AG	Energieleitbild vorhanden. Richtlinien für nachhaltiges Bauen und Betrieben im Aufbau	Ja	Ja	Ja
TG	RRB Nr. 209 vom 03.03.09 "Förderung erneuerbarer Energien und der Energieeffizienz"; Vorbildfunktion der öffentlichen Hand	Teilweise	In Vorbereitung	Ja
TI	No	No	No	Si
VD	Directives énergétiques cantonales. Objectif long terme : Société à 2000 watts dans les bâtiments de l'Etat	Oui	Partiellement	Oui
VS	Directives techniques et énergétiques s'appliquant aux bâtiments de l'Etat ou subventionnés	Oui	Partiellement	Oui
NE	Non	Partiellement	Oui	Oui
GE		Partiellement	Oui	Oui
JU	Aucune charte pour l'instant	Partiellement	Partiellement	Partiellement
FL	Werkzeuge und Planungsinstrumente für ökologisches Bauen auf Landesebene	Ja	Teilweise	Ja

20. Vorbildfunktion Kanton: Wärmeschutz von Gebäuden
Exemplarité cantonale: isolation thermique des bâtiments

Kt.	Anforderungen an kantonale Neubauten	Anforderungen an kantonale Gebäudesanierungen	Erstellte und/oder sanierte Gebäude im MINERGIE-Standard (normal, P, ECO) im Berichtsjahr	Bemerkungen
			in [m2 EBF]	z.B. Absichten, Weitere Anforderungen
Ct.	**Exigences pour les nouveaux bâtiments cantonaux**	**Exigences pour les rénovations d'anciens bâtiments cantonaux**	**Bâtiments construits et/ou rénovés selon MINERGIE (normal, P, ECO) durant l'exercice sous revue**	**Remarques**
			en [m2 SRE]	par ex. intentions, autres exigences
ZH	MINERGIE	MINERGIE	12'392	Regierungsratsbeschluss über Grossverbraucher-Zielvereinbarung (Betriebsoptimierung, energetische Sanierung) (MuKEn 08 Modul 1 Teil G)
BE	MINERGIE-P	MINERGIE-ECO	84'500	Neubauten -> MINERGIE-P-ECO; Sanierungen MINERGIE-Eco, MINERGIE-A-Eco ist anzustreben, gilt auch für vom Kanton zu 50% oder mit CHF 200'000.- subventionierten Gebäude. Kantonale Gebäude müssen Solarenergie nutzen, wenn sinnvoll. Energieziele 2020: -20% Wärme, -10% Strom, -25% CO_2
LU	MINERGIE-P	MINERGIE	270'000	Massnahmenumsetzung kantonale Bauten untersteht der Finanzdirektion (Hochbauamt)
UR	MINERGIE-P	MINERGIE		
SZ	MINERGIE-P	MINERGIE	3'866	Abschluss Sanierung Berufsschule Pfäffikon, Gebäude Schützenstrasse
OW	MINERGIE	MINERGIE	6'335	Die 6335 m2 beziehen sich auf den Neubau Bettentrakt (Spital) nach MINERGIE; Baubeginn im 2012 erfolgt; Bauende Ende 2013 geplant
NW	Keine	Keine		Neubauten: wenn möglich im MINERGIE-Standard erstellen
GL	MINERGIE-P	MINERGIE		
ZG	MINERGIE-ECO	MINERGIE		Es laufen diverse Neubau und Sanierungsprojekte, wo diese Anforderungen zu Grunde liegen. In diesem Berichtsjahr aber noch nicht realisiert
FR	MINERGIE-P	MINERGIE-P		Dès 2014 (avant : MINERGIE)
SO	MINERGIE	MINERGIE		Neubau FHNW Olten nach MINERGIE-P-ECO-Endphase; Planungen div. Neubauten nach MINERGIE/MINERGIE-ECO; Sanierung Gebäudeteile nach MINERGIE-Modul (Dach, Fassade, Fenster, Kellerdecken) gem. Energieleitbild HBA
BS	MINERGIE-P	Andere verschärfte Anforderungen	1'455	Sanierungs-Anforderungen: MINERGIE Sanierungsstandard, aber MIT Primäranforderung Neubau sowie Zielwerten bez. SIA 380/4 und 382/1. Ausserdem ist weitgehende Verwendung von erneuerbarer Energie vorgeschrieben
BL	MINERGIE-P	MINERGIE	2'376	
SH	MINERGIE	Andere verschärfte Anforderungen		Keine Neubauten
AR	MINERGIE	MINERGIE	6'349	
AI	MINERGIE	Keine		
SG	MINERGIE-ECO	MINERGIE-ECO	50'497	Angaben beziehen sich auf Jahr 2012. Anpassung der Richtlinie zur Vorbildfunktion im Verlauf der Jahre 2013-2014
GR	MINERGIE-P	MINERGIE		
AG	Andere verschärfte Anforderungen	MINERGIE-ECO		Anforderungen an kantonale Neubauten: MINERGIE-P-ECO Absicht: Richtlinien für nachhaltiges Bauen und Betrieb in Prozess Neubau und Modernisierung aufzunehmen
TG	MINERGIE-P	MINERGIE	3'700	Div. energetische Sanierungen von öffentlichen Gebäuden mit einem Investitionsvolumen von ca. 4,7 Mio CHF, Einsparung von ca. 54'600 l Heizöl pro Jahr
TI	MINERGIE	MINERGIE		Anche i risanamenti dove possibile sono effettuati secondo gli standard MINERGIE
VD	MINERGIE-ECO	Autres exigences renforcées	6'000	Bâtiments construits ou majoritairement financés par l'Etat. Pour les rénovations, les valeurs cibles ponctuelles selon SIA380/1 par élément touché sont imposées. Dans la mesure du possible, les valeurs cibles globales sont visées
VS	MINERGIE	MINERGIE	22'407	Nombreux assainissements de toitures et de façades dans le cadre du soutien à l'économie

20. Vorbildfunktion Kanton: Wärmeschutz von Gebäuden
Exemplarité cantonale: isolation thermique des bâtiments

Kt.	Anforderungen an kantonale Neubauten	Anforderungen an kantonale Gebäudesanierungen	Erstellte und/oder sanierte Gebäude im MINERGIE-Standard (normal, P, ECO) im Berichtsjahr	Bemerkungen
			in [m2 EBF]	z.B. Absichten, Weitere Anforderungen
Ct.	**Exigences pour les nouveaux bâtiments cantonaux**	**Exigences pour les rénovations d'anciens bâtiments cantonaux**	**Bâtiments construits et/ou rénovés selon MINERGIE (normal, P, ECO) durant l'exercice sous revue**	**Remarques**
			en [m2 SRE]	par ex. intentions, autres exigences
NE	MINERGIE-P	MINERGIE		Exigences selon la révision de la LCEn entrée en vigueur le 01.01.13
GE	MINERGIE	Autres exigences renforcées		MINERGIE-P pour les grands projets
JU	MINERGIE	MINERGIE	env. 1‘800	
FL	MINERGIE	MINERGIE	ca. 6‘000	Vorgabe für Neubauten MINERGIE oder MINERGIE-P

21. Vorbildfunktion Kanton: Anforderungen an haustechnische Anlagen
Exemplarité cantonale: exigences pour les installations techniques

Kt.	Anforderungen an den Einsatz Erneuerbarer Energien	Erstellte grössere Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energie resp. Abwärme im Berichtsjahr	Betriebsoptimierung	Bemerkungen, weitere Anforderungen
	z.B. 50% der Wärmeerzeugung mit erneuerbaren Energien bis 2020	in [MW]	z.B. Zusammenarbeit mit energo, Anzahl energo-Abo, Anzahl durchgeführte Betriebsoptimierungen	z.B. Absichten, Beschaffungsrichtlinien für Geräte
Ct.	**Exigences pour le recours aux énergies renouvelables**	**Gr. install. d'utilisation d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques constr. durant l'exercice**	**Optimisation énergétique**	**Remarques, autres exigences**
	par ex. 50% de production de chaleur avec des énergies renouvelables jusqu'en 2020	en [MW]	par ex. collaboration avec energo, nbre d'abo energo, nbre d'optimisations énergétiques réalisées	par ex. intentions, directives d'achat pour les appareils
ZH	MINERGIE		- 18 durchgeführte Betriebsoptimierungen (energo-Abo.) - 18 laufende Betriebsoptimierungen (energo-Abo.)	RRB über Grossverbraucher-Zielvereinbarung (Betriebsoptimierung, energetische Sanierung) (MuKEn 08 Modul 1 Teil G)
BE	Reduktion der Anzahl Oel- und Gasheizungen um 50% bis 2020	0.2	25 energo-Abos ab 2009	Einhaltung der Richtlinie Energie und Haustechnik
LU	Verdoppelung Anteil Erneuerbare bis 2030 gemäss Enegiegesetz		Einsatz energo bei kantonalem Hochbauamt	Inbetriebnahme: Anlagen gemäss Daten KEV, keine eigene Meldepflicht, bzw. kantonale Statistik
UR	Verbrauch, Stand-by und Energiemanagement ist ein Beschaffungskriterium / Energiesparlampen und Bedarfssteuerung / Material-beschaffung nach ökologischen Kriterien	0.1	Hauswartkurse	
SZ	Zielwerte 2014 bezüglich kantonale Liegenschaften: 30 % der Wärmeerzeugung mit erneuerbarer Energie Wärmeverbrauchsreduktion um 10 % gegenüber 06 inkl. Kompensation der Neubauten		Einsparcontracting mit Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz AG (EBS) zu 5 Gebäuden der kantonalen Verwaltung in Schwyz, 5 Gebäude energo	
OW	Wenn immer möglich: PV-Anlagen und Sonnenkollektoren erstellen		Energieverbrauch jährlich um 2% senken (Energiekonzept 09); Beschluss der geförderten Betriebsoptimierung mit energo-Advanced-Paket für das Jahr 2013 ist genehmigt	In Abstimmung mit dem weiteren Vorgehen aufgrund des eingegangen Postulates
NW	90% Wärmeerzeugung mit erneuerbaren Energien erreicht			
GL	50% der Wärmeerzeugung bis 2020		10 Abo	In Vorbereitung
ZG	Die 2000-Watt-Gesellschaft liegt dem Energieleitbild des Kt. Zug zu Grunde.		Im Vorjahr 1 Projekt abgeschlossen	10 Liegenschaften / Objekte sind im Kanton Zug mit Grundwasser (artesisch) gespiesenen WP's ausgestattet. Zusätzlich werden 2 GWh erneuerbarer Strom von lokalen Energieversorger eingekauft. Neue Geräte werden alle nach den Topten-Vorgaben angeschafft
FR	En principe obligation énergies renouvelables pour les nouvelles constructions et l'assainissement des installations existantes, 25% de courant Naturemade Star dès 2015		Application d'energo dans certains bâtiments, comptabilité énergétique des bâtiments	

21. Vorbildfunktion Kanton: Anforderungen an haustechnische Anlagen
Exemplarité cantonale: exigences pour les installations techniques

Kt.	Anforderungen an den Einsatz Erneuerbarer Energien	Erstellte grössere Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energie resp. Abwärme im Berichtsjahr	Betriebsoptimierung	Bemerkungen, weitere Anforderungen
	z.B. 50% der Wärmeerzeugung mit erneuerbaren Energien bis 2020	in [MW]	z.B. Zusammenarbeit mit energo, Anzahl energo-Abo, Anzahl durchgeführte Betriebsoptimierungen	z.B. Absichten, Beschaffungsrichtlinien für Geräte
Ct.	**Exigences pour le recours aux énergies renouvelables**	**Gr. install. d'utilisation d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques constr. durant l'exercice**	**Optimisation énergétique**	**Remarques, autres exigences**
	par ex. 50% de production de chaleur avec des énergies renouvelables jusqu'en 2020	en [MW]	par ex. collaboration avec energo, nbre d'abo energo, nbre d'optimisations énergétiques réalisées	par ex. intentions, directives d'achat pour les appareils
SO	Anteile erneuerbarer Energien im Rahmen der entspr. MINERGIE-Anforderungen	0.25	2 energo-Abo (bis 2012): Kantonsschule Solothurn / Olten Bürosanierungen, laufend : Ersatz best. Leuchten durch solche nach MINERGIE-Standard), ab 2013 in LED-Technologie	Ersatz bestehender Oel/Gas-Feuerungen in Solothurn durch Anschluss an Fernwärmenetz RegioEnergie Solothurn (KEBAG) bis 2015: Investitionsprogramm zur Förderung der Photovoltaikanlagen auf kantonseigenen Bauten (bis 2015) Geräte: Bestgerätestrategie gem. kantonalen Vorgaben
BS	Komplette Verwaltung bis 2050 CO2-neutral		Mitglied von energo; Absenkpfad für kantonseigene Bauten, Klimapaket (erhebliche finanzielle Beiträge an Zusatzinvestitionen zur Erreichung der kantonalen CO2-Neutralität bis 2050)	
BL	Für Neubauten gem. MINERGIE-P, bei allen übrigen Bauprojekten werden erneuerbare Energien geprüft und soweit möglich eingesetzt		1 energo-Abo (Spital Laufen), einige Betriebsoptimierungen im Zusammenhang mit durchgeführten Sanierungen	Gemäss unseren Standards müssen alle neuen Geräte das A-Label gemäss Energieetikette erfüllen
SH	Unterschiedlich, je nach Vorhaben und Machbarkeit	0.06	In Planung 2012 für Schulhäuser, neue PV Anlagen BBZ (Mensa und Westtrakt) 22 kWp, Charlottenfels 5 kWp, Munotsporthalle 30 kWp, laufender Ersatz Heizungs-pumpen in Verwaltungsgebäude, Optimierung WV	Beschaffungsrichtlinien für Beleuchtung, IT-Geräte, Haushaltsgeräte (Kühlschränke, Kaffeemaschinen, usw), Vorprojekt für Abwärmenutzung Industrie für ganzes Areal Kantonsspital (Geissberg) abgeschlossen
AR	Verbrauchsreduktion bei den nicht erneuerbaren Energien um 10% bis 2015			
AI	Keine			
SG	Beim Durchschnitt aller Neubauten dürfen höchstens 70 % des Energiebedarfs für Heizung und Warmwasser mit nichterneuerbaren Energien gedeckt werden. Diese Forderung wird überarbeitet	1.2		Beste Effizienzklasse
GR				Grosser Wärmeverbund Chur Nord - GVA Trimmis-Chur (im Bau)
AG		0.5	Energo mit 3 Abos gestartet	
TG	Die Absichtserklärung für den Wärmeverbund im Regierungsviertel Frauenfeld ist unterschrieben. Umsetzung bis Sommer 2014		Im Aufgabenbereich der Liegenschaftenverwaltung	RRB 981 vom 22.12.09 "Umsetzung von Energiesparmassnahmen und Förderung der Energieeffizienz in der Kantonalen Verwaltung". Richtlinie des Regierungsrates betreffend Vorbildfunktion in ökologischer Hinsicht bei der Beschaffung von Baudienstleistungen, Materialien und Gerätschaften. (RRB 588/2012)

21. Vorbildfunktion Kanton: Anforderungen an haustechnische Anlagen
Exemplarité cantonale: exigences pour les installations techniques

Kt.	Anforderungen an den Einsatz Erneuerbarer Energien	Erstellte grössere Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energie resp. Abwärme im Berichtsjahr	Betriebsoptimierung	Bemerkungen, weitere Anforderungen
	z.B. 50% der Wärmeerzeugung mit erneuerbaren Energien bis 2020	in [MW]	z.B. Zusammenarbeit mit energo, Anzahl energo-Abo, Anzahl durchgeführte Betriebsoptimierungen	z.B. Absichten, Beschaffungsrichtlinien für Geräte
Ct.	**Exigences pour le recours aux énergies renouvelables**	**Gr. install. d'utilisation d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques constr. durant l'exercice**	**Optimisation énergétique**	**Remarques, autres exigences**
	par ex. 50% de production de chaleur avec des énergies renouvelables jusqu'en 2020	en [MW]	par ex. collaboration avec energo, nbre d'abo energo, nbre d'optimisations énergétiques réalisées	par ex. intentions, directives d'achat pour les appareils
TI	Art. 15 RuEn, dove possibile ricorso a fonti di energia rinnovabile; in particolare per il riscaldamento. Il vettore maggiormente utilizzato è la legna.	0.2	Il cantone continua la positiva collaborazione con energo; sono stati conclusi altri abbonamenti per l'analisi degli edifici	Direttive interne per l'acquisto di apparecchi certificati
VD	10% jusqu'à fin 2010 et 25% jusqu'à fin 2016 (sur énergie thermique). 5% de courant certifié Naturemade star jusqu'à fin 2016	0.55	Modernisation de la régulation et installation d'une supervision informatique dans 5 bâtiments. Remplacement ponctuel des sources lumineuses de l'éclairage dans 5 bâtiments	Directives énergétiques et recommandations techniques CVRSE en vigueur depuis 07
VS	Atteindre le standard MINERGIE		Leukerbad / Campagne d'optimisation dans les hôpitaux (hors energo)	
NE	Chaque fois que cela est possible, les bâtiments doivent être équipés d'installations de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire utilisant des énergies renouvelables		10 bâtiments sous abonnement energo ; 7 bâtiments suivis dans le cadre d'un plan d'action énergie (PAE-Energostat)	
GE	30% du besoin ECS pour les nouveaux bâtiments		Collaboration avec energo	Ce thème est en pleine restructuration, notamment en termes de planification territoriale, du rôle du canton dans le soutien aux réseaux et les exigences formées au niveau de PLQ ou de températures de distribution, etc.
JU	Aucune exigence pour l'instant. L'ordonnance révisée fixera des exigences pour les bâtiments de l'Etat et les bâtiments subventionnés par l'Etat		2 bâtiments cantonaux ont des abonnements energo	Exemplarité : les bâtiments de l'Etat de Porrentruy sont quasiment tous chauffés par le réseau de chauffage à distance à partir du bois; ceux de Delémont ont été convertis du mazout au gaz naturel; les nouvelles constructions et transformations sont MINERGIE
FL	Nein, jedoch diverse freiwillige Projekte von Land und Gemeinden mit Hackschnitzelfeuerungen und Wärmepumpen			

22. Vorbildfunktion Kanton: Energiekennzahlen
Exemplarité cantonale: indices énergétiques

Kt.	Durchschnittliche Energiekennzahl = Summe der Energieverbräuche / Summe der Energiebezugsflächen Kantonale Bauten = alle Bauten, welche im Besitze des Kantons sind (u.a. Verwaltungsbauten, Kantonsschulen, Fachhochschulen etc.)				
	Verwaltungsbauten		Schulen		Bemerkungen
	Energiekennzahl Wärme in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Elektrizität in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Wärme in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Elektrizität in [MJ/m2.a]	z.B. Präzisierungen
Ct.	Indice énergétique moyen = somme des consommations d'énergie / somme des surfaces de référence énergétique Bâtiments cantonaux = tous les bâtiments en possession du canton (bâtiments administratifs, écoles cantonales, Hautes Ecoles Spécialisées, etc.)				
	Bâtiments administratifs		Ecoles		Remarques
	Indice de dépense de chaleur en [MJ/m2.an]	Indice énergétique "électricité" en [MJ/m2.an]	Indice de dépense de chaleur en [MJ/m2.an]	Indice énergétique "électricité" en [MJ/m2.an]	par ex. précisions
ZH	247	197	306	122	
BE					Durschnittliche Energie Kennzahlen aller kantonalen Bauten (ca. 1000 beheizte Gebäude): Wärme: 495 MJ/m2 a, Elektrizität: 261 MJ/m2 a
LU					Projektstart für Datenermittlung im Jahr 2012 erfolgt. Zuständigkeit bei Dienststelle Immobilien/Finanzdepartement. Noch keine detaillierten Daten verfügbar
UR	203	157	191	94	Auswertung nach den Vorgaben des damaligen "Forum Kantonale Bauten"
SZ	216	162			
OW					Energiebuchhaltung noch nicht vorhanden; ist in Planung
NW					Keine Durchschnittswerte möglich, da nicht alle Gebäude erfasst werden
GL	378	119	208	90	
ZG	158	262	237	147	Seit 2008 sind die Energiebezugsflächen nach der SIA 416/1 berechnet. Die Energiedaten sind nicht Heizgradtage bereinigt
FR					
SO	253	123	234	94	Ergebnis auf Grund nicht vollständiger Anzahl der Anlagen (es werden nicht alle erfasst); Das Energiemanagement-Tool (ennovatis, webbasiert) ist in einem grossen Teil der kantonseigenen Bauten bereits etabliert
BS	332	225	392	84	Schulen = Schulhäuser, Kindergärten und Heime, aber ohne Universität. Grosser Unterschied zum Vorjahresverbrauch bei "Verwaltung" beruht auf Umlagerungen im betrachteten Gebäudebestand
BL	330	225	285	110	Die E-Zahlen basieren auf nicht HGT-bereinigten Verbrauchswerten. Der grösste Teil der Wärmebezüger sind zudem an Fernwärmenetzen angeschlossen
SH	394	192	377	124	
AR	332	169	307	138	
AI					
SG					Die Durchschnittswerte können im Moment noch nicht erhoben werden (personelle Ressourcen fehlen noch)
GR					
AG	309	169	274	114	
TG					In Vorbereitung gemäss RRB Nr. 981 vom 22.12.09. Erste Objekte wurden mit Messstellen ausgerüstet. Auswertungszahlen liegen noch nicht vor
TI	317		236		Indici rilevati su un campione ridotto ma significativo di edifici. Nel frattempo sono stati risanati alcuni edifici e altri sono oggetto di risanamento su base RUEn. A seguito dell'analisi dei nuovi dati gestionali verranno aggiornati gli indici di riferimento
VD	324		317		Indice des écoles professionnelles : 339 chaleur, 156 électricité. Indice pour les Gymnases : 292 chaleur, 90 électricité. Les indices chaleur sont pondérés en fonction de la météo (3 stations) avec comme référence l'année 2005

22. Vorbildfunktion Kanton: Energiekennzahlen
Exemplarité cantonale: indices énergétiques

Kt.	Durchschnittliche Energiekennzahl = Summe der Energieverbräuche / Summe der Energiebezugsflächen Kantonale Bauten = alle Bauten, welche im Besitze des Kantons sind (u.a. Verwaltungsbauten, Kantonsschulen, Fachhochschulen etc.)				
	Verwaltungsbauten		Schulen		Bemerkungen
	Energiekennzahl Wärme in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Elektrizität in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Wärme in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Elektrizität in [MJ/m2.a]	z.B. Präzisierungen
Ct.	Indice énergétique moyen = somme des consommations d'énergie / somme des surfaces de référence énergétique Bâtiments cantonaux = tous les bâtiments en possession du canton (bâtiments administratifs, écoles cantonales, Hautes Ecoles Spécialisées, etc.)				
	Bâtiments administratifs		Ecoles		Remarques
	Indice de dépense de chaleur en [MJ/m2.an]	Indice énergétique "électricité" en [MJ/m2.an]	Indice de dépense de chaleur en [MJ/m2.an]	Indice énergétique "électricité" en [MJ/m2.an]	par ex. précisions
VS	275		286		Valeurs 09
NE	280		299		Selon valeurs du Bilan énergétique des bâtiments de l'Etat (bébé) édition 08 (consommation 07) concernant 17 bâtiments administratifs et 17 écoles
GE					Le calcul de l'indice a été rendu obligatoire pour tous les bâtiments avec la nouvelle loi. En cours de mise en œuvre. Comptabilité énergétique par internet - voir www.geneve.ch/webnergie
JU					Le calcul des indices de dépense d'énergie des bâtiments de l'Etat ou de tiers utilisés par l'Etat n'est pas disponible. Il sera apprécié dans le cadre de l'élaboration en cours d'une stratégie énergétique de long terme.
FL					

23. Energieberatung, Information, Aus- und Weiterbildung
Conseil en énergie, information, formation et perfectionnement

Kt.	Organisation und Anzahl Beratungsstellen	Beratungsangebot resp. Aufgaben der öffentlichen Energieberatungsstellen	Kantonale Massnahmen, Angebote im Bereich Information, Aus- und Weiterbildung (ausserhalb Vollzug)	Bemerkungen
	Energieberatungszentrale, Energieberatungsstelle (kantonal, regional, kommunal), Privat	z.B. Grobanalysen, Erstellung GEAK, telefonische Beratung, Energieberatergutscheine	z.B. Informationsveranstaltungen, Zeitschriften, Messeauftritte, Unterstützung Studiengänge	z.B. Absichten
Ct.	**Organisation et nombre de services de conseil**	**Offre de conseil ou tâches des services publics de conseil en matière d'énergie**	**Mesures cantonales, offres en matière d'information, formation et perfectionnement (en dehors de l'exécution)**	**Remarques**
	Centrale et services d'information en matière d'énergie (cantonaux, régionaux, communaux), privés	par ex. analyses sommaires, établ. du CECB, conseil par téléphone, bons pour conseillers en énergie	par ex. rencontres d'information, périodiques, participations aux expositions, soutien de filières de formation	par ex. intentions
ZH	Forum Energie Zürich (FEZ); Aktion Energieberatung mit ZKB und EKZ	Beratung Heizungsersatz, einfache Energieberatung, umfassende Energieberatung	Semesterkurs energieeffizientes Bauten (120 Lektionen), Kurse SIA 380/1 usw.	In Prüfung: Kantonale Leistungsaufträgen an EVU für Beratungs-angebot zu Stromeffizienz
BE	12 regionale EBS, Mandate der Regionalplanungsverbände, / techn. Backoffice bei EBZ NWCH/ INFORAMA für landw. Vergärungsanlagen	Vorgehensberatungen für Gemeinden, Gewerbe und Private / Inputberatungen Energiestadt etc. / Tipps in Medien, Auftritte an lokalen Messen etc.	Energie-Apéros, div. Informationsveran-staltungen v.a. für Gebäudehüllen- und Gebäudetechnik-Fachleute mit Regional-konferenzen CRDE und NWCH, Messeauftritt Hausbau- und Energiemesse Bern	
LU	Geschäftsstelle Energieberatung im Auftrag Kt. LU / 30 mandatierte EnergieberaterInnen / Hotline Energieberatung (und Umwelt)	Vor Ort-Beratungen mit und ohne GEAK, telefonische Fachberatung und niederschwellige Erstberatung	Energie-Zentralschweiz, u.a. Publikums- und Fachmessen, Energie-Apéro Luzern, Eigenheimmesse LUKB etc.	
UR	Energieberatungsstelle des Kantons / Energieberaterverein Uri / Elektrizitätswerke Altdorf, Erstfeld und Ursern	Grobanalysen, Erstberatung, Telefonberatung Energie-Check Uri vor Ort GEAK	Inforveranstaltungen für Fachleute LURENOVA, LUGA Presseberichte und Pressemitteilungen	
SZ	Energieberatungszentrale der Zentralschweizer Kantone, 4 regionale Energieberatervereine, Kanton koordiniert deren Tätigkeiten	Grobanalysen, "Vor Ort Beratung", telefonische Beratung, Informationsstände bei regionalen Gewerbeschauen	Inhouse Schulungen, Beratungsstand an Eigenheimmesse, Unterstützung Weiterbildungsangebot der Zentralschweizer Kantone	
OW	Regional Energie-Zentralschweiz, kantonale Energieberatung mittels akkreditierte Energieberater (nach kant. Vorgaben, mit standardtisiertem Bericht und Checkliste)	Die (vor Ort) Energieberatung für Sanierungen (mittels akreditierten Energieberater) wird mit 400 Franken gefördert. Die Betriebsoptimierungen werden mittel energo-Advanced Paket gefördert	Weiterbildungskurse für Energieberater mitfinanzieren, Branchenevents geplant, Informationsveranstaltungen, Informationsmaterial (Flyer), MINERGIE-Messe, Energiespartipps publizieren	Verstärkte Information im Jahr 2013 als Schwerpunktthema. Divers. Infoveranstaltungen mit Gemeinden, Banken, HEV. Branchenevents (Hotelerie und Gastronomie) zur Betrieboptimierung, Gemeinde animieren zur Betriebsoptimierung
NW	Regionale Energieberatungszentrale und 10 kantonale Energieberater für Gebäudesanierungen	Telefonische Beratung, Vorortberatung für Gebäudeerneuerungen	Informationsveranstaltungen, Messeauftritte, Internet	
GL	Energieberatung durch Energieberatungsstelle: Kanton 9, Gemeinden 1, Industrie 8, Architekten + Planer 54, Private 134	Grobanalysen	EnFK Ost Energiepraxis-Zeitung, EnFK Ost Energiepraxis-Seminare, Infos Gemeinden und Verbände	Öffentlichkeitsarbeit muss aktiviert werden
ZG	Energieberatungsstelle beim Verein energienetz-zug (Leistungsauftrag)	Beratung und Information zu Gebäudehülle und Haustechnik (Neubau, Sanierung, Förderprogramm)	Aktion "Energie aus CHF 100" (hausinterne Schulungen für Fachleute); Kinowerbung	Gründung der Einrichtung "WERZ Institut für Wissen, Energie und Rohstoffe Zug" Hochschule für Technik, Rapperswil; Auftakt am 02.03.2011
FR	Service de l'énergie SdE	En préparation pour les particuliers et les communes	Participation à Energissima et autres manifestations, séances d'information aux communes, campagne d'information dans les écoles primaires, etc	Depuis le 01.01.2012, le Service de l'énergie (SdE) est le service en charge du domaine de l'énergie

23. Energieberatung, Information, Aus- und Weiterbildung
Conseil en énergie, information, formation et perfectionnement

Kt.	Organisation und Anzahl Beratungsstellen	Beratungsangebot resp. Aufgaben der öffentlichen Energieberatungsstellen	Kantonale Massnahmen, Angebote im Bereich Information, Aus- und Weiterbildung (ausserhalb Vollzug)	Bemerkungen
	Energieberatungszentrale, Energieberatungsstelle (kantonal, regional, kommunal), Privat	z.B. Grobanalysen, Erstellung GEAK, telefonische Beratung, Energieberatergutscheine	z.B. Informationsveranstaltungen, Zeitschriften, Messeauftritte, Unterstützung Studiengänge	z.B. Absichten
Ct.	**Organisation et nombre de services de conseil**	**Offre de conseil ou tâches des services publics de conseil en matière d'énergie**	**Mesures cantonales, offres en matière d'information, formation et perfectionnement (en dehors de l'exécution)**	**Remarques**
	Centrale et services d'information en matière d'énergie (cantonaux, régionaux, communaux), privés	par ex. analyses sommaires, établ. du CECB, conseil par téléphone, bons pour conseillers en énergie	par ex. rencontres d'information, périodiques, participations aux expositions, soutien de filières de formation	par ex. intentions
SO	Energieberatungszentrale NWCH, energie-cluster.ch, MINERGIE, Geschäftsstelle Lokale Agenda 21, 19 akkreditierte Energieberater	Telefonische und örtliche Beratung, Unterstützung der Gemeinden beim Vollzug der energierechtlichen Vorschriften, Erstellung GEAK	energieinfoSO; Messeauftritt SOCASA	
BS	Öffentliche Energieberatung BS	Grobanalysen, GEAK (durch GEAK-Berater), telefonische und Vor-Ort-Beratung, Aktionen	Info-Veranstaltungen (4 Energie-Apéros pro Jahr zusammen mit BL), Messeauftritte, Unterstützung von Kursen	
BL	Öffentlichen Baselbieter Energieberatung von Gemeinden und dem Kanton. Nebst dem Kanton, zwei Energieberatungsstellen (EBM/EBL/EW Sissach)	Von der Vorgehensberatung bis zu Analysen	Energie-Apéros; Internetauftritt; EnergyMail; Zeitschriften; Messeauftritte; Weiterbildung NWCH-Konferenz; Kommunikation Energiepaket	
SH	Beratung durch kantonale Energiefachstelle Beratung durch Energiepunkt der städtischen Werke SH Beratung durch Energiefachleute SH (kostenpflichtig)	Beratung der Vollzugsbeauftragten (Gemeinden, Fachleute), Bauherren, Planer Vorgehensberatung in den Bereichen Gebäudesanierungen, Energieeffizienz, erneuerbare Energien und MINERGIE	1 Energieapero, 2 Sprechstunden Energie	
AR	EnF AR, Verein Energie AR	Verein Energie AR	GEAK mit Beratungsbericht (Vorgehensberatung)	
AI	Fachstelle Hochbau und Energie	Telephonische Beratung und Auskunft		
SG	Mehrere Gemeinden betreiben kommunale Energieberatungsstellen	Allgemeine, niederschwellige Energieberatung	Förderung der Vorgehensberatung (Gebäude-Check), Info-Veranstaltungen (Bauherrenseminare), Messeauftritte (Immo-Messe), Energie-Aperos, Unterstützung von Kursen	Ausbau des Angebots durch neu geschaffene Energieagentur St.Gallen GmbH in Zusammenarbeit mit den Gemeinden
GR	Kantonale Energieberatungsstelle	Vorgehensberatung (telefonisch und perönlich im Amt)	Informationsveranstaltungen, Messeauftritte, Energie-Apéros mit Fernsehübertragung nach Poschiavo, Tage der offenen Tür, Kurse für Fachleute	
AG	Energieberatungszentrale in Aarau und 8 regionale Energieberatungsstellen	Telefonische Beratung, Energieberatergutscheine, Erstellung GEAK	Informationsveranstaltungen, Tag der offenen Tür, Messeauftritte, Presstexte in Regionalzeitungen	Neues Konzept; Umsetzung ab April 2013. Neuer Auftritt mit zentraler Anlaufstelle, Beratung über vertraglich eingebundene Fachpersonen mit ausgewiesener Kompetenz, administrative Unterstützung und Qualitätssicherung mittels CRM
TG	14 regionale Energieberatungsstellen über den ganzen Kanton verteilt, 9 davon mit Leistungsauftrag und finanzieller Unterstützung des Kantons. Beratung durch Energiefachleute TG (kostenpflichtig)	Kostenlose telefonische Beratung oder Objektberatung (Kurzberatung, Vorgehensberatung) für Bauherren	Energieapero, 5 Infoveranstaltungen Gebäudesanierung + GEAK, 3 Sprechstunden Energie (Komfortlüftung), diverse Messen, ProHolz Thurgau	

23. Energieberatung, Information, Aus- und Weiterbildung
Conseil en énergie, information, formation et perfectionnement

Kt.	Organisation und Anzahl Beratungsstellen	Beratungsangebot resp. Aufgaben der öffentlichen Energieberatungsstellen	Kantonale Massnahmen, Angebote im Bereich Information, Aus- und Weiterbildung (ausserhalb Vollzug)	Bemerkungen
	Energieberatungszentrale, Energieberatungsstelle (kantonal, regional, kommunal), Privat	z.B. Grobanalysen, Erstellung GEAK, telefonische Beratung, Energieberatergutscheine	z.B. Informationsveranstaltungen, Zeitschriften, Messeauftritte, Unterstützung Studiengänge	z.B. Absichten
Ct.	**Organisation et nombre de services de conseil**	**Offre de conseil ou tâches des services publics de conseil en matière d'énergie**	**Mesures cantonales, offres en matière d'information, formation et perfectionnement (en dehors de l'exécution)**	**Remarques**
	Centrale et services d'information en matière d'énergie (cantonaux, régionaux, communaux), privés	par ex. analyses sommaires, établ. du CECB, conseil par téléphone, bons pour conseillers en énergie	par ex. rencontres d'information, périodiques, participations aux expositions, soutien de filières de formation	par ex. intentions
TI	Piattaforma TicinoEnergia c/o SUPSI: consulenza e infomazioni.Traduzioni norme, organizzazione corsi e conferenze	Consulenza telefonica informativa (Ticinoenergia per consigli più approfonditi), partecipazione ad incontri informativi e conferenze come relatori	Incontri d'informazione e di aggiornamento, consulenza, piattaforma Ticino Energia, traduzioni norme	Aprire tramite Ticinoenergia uno sportello unico dove le persone possono trovare le informazioni specifiche ed i professionisti da contattare (vedi decreto legislativo del 17 marzo 2011)
VD	Centre cantonal d'information grand public et professionnel Centre cantonal d'information énergie pour les écoles Quelques centres communaux (env. 4 à 5) Plateforme d'info CRDE e&e	Conseils par téléphone, par e-mail et sur rendez-vous	Campagne d'information. Cours postdiplôme "Energie+Bâtiment". Cours postgrade développement durable / énergie Cours pour les professionnels	"Newsletter" électronique. Rencontres énergie
VS	Service de l'énergie et des forces hydrauliques; Services conseils communaux : Sierre, ACCM Crans-Montana, Martigny; Distributeurs d'électricité : SEIC, ESR, SE Charrat, SEDRE, SI Monthey, SI Fully		Cours et soirée d'information, MINERGIE, Chauffez futé, Apéro-Energie, Ecoles, Cours FE3, Petit déjeuner économiques, Séminaire Raiffeisen, Cours Strom sparen im Haushalt, etc.	
NE	Un centre de conseils cantonal, trois centres de conseils communaux	Conseils par téléphone, entretiens au centre de conseils, analyses sommaires in situ y compris thermographies	Emission radio Flash-Watt, rencontres d'information Lunch-Débat, campagne scolaire	
GE	Service d'information pour le grand public (subventions) et pour les professionnels (autorisations). Certaines communes ont un service conseil	Conseils par téléphone, email et sur rendez-vous. Hotline pour le programme de subventions	Rencontres d'information mensuelles pour professionnels; périodiques et documentation à disposition; cours divers	Hotline pour le programme de subventions 0800 777 100
JU	Le Centre cantonal d'information sur les économies d'énergies de Delémont, rattaché au Service des transports et de l'énergie, occupe deux personnes (1,5 EPT)	Le Centre d'information renseigne, conseille, au centre ou par téléphone et courriels, remet de la documentation, réalise des analyses sommaires	Séances d'information, participation à des manifestations (exposition, comptoirs, journées thématiques), à des cours établis; présentation du service dans des lieux publics (centre commerciaux)	Le Service de l'énergie répond de plus en plus aux sollicitations d'organismes divers pour des présentations de la politique énergétique cantonale
FL	Energiefachstelle als zentrale Anlaufstelle für den Bürger bei Energiefragen	Erstberatung für Bauherren, Vorgehensberatung	Organisation von Weiterbildungsveranstaltungen im Energiebereich, Presseartikel, Zusammenarbeit mit Hochschule, Internetauftritt "Energiebündel"	

24. Organisation der kantonalen Energiefachstelle
Organisation du Service cantonal de l'énergie

Kt.	Departement	Amt	Anzahl Vollzeitstellen	Personal- und Sachaufwand für kantonale Energiepolitik ohne Budget Förderprogramm (Lohnkosten inkl. Sekretariat, Auszug aus Steuerrechnung)	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2012 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge"
			inkl. Sekretariat	Aufwand für allg. Energiepolitik, Personalaufwand inkl. Sekretariat, Sachaufwand, inkl. allg. Kredit für Information, Aktionen, Weiterbildung, Wasserkraftpolitik etc. ohne Mittel für Sanierung kantonaler Bauten, ohne Budget Förderprogramm	(inkl. Globalbeiträge des Bundes)
Ct.	**Département**	**Office**	**Nombre de postes à plein temps**	**Frais de personnel et de matériel afférents à la politique énergétique cantonale sans le budget programme d'encouragement (y c. salaires secrétariat, extrait du bordereau d'impôt)**	**Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2012 et annoncé à la Confédération**
			secrétariat inclus	Frais de polit. énerg. génér., de personnel y c. secrétariat, de matériel y c. crédit génér. pour l'information, actions, perfectionnement, polit. force hydaulique, etc. sans les fonds pour la rénovation des bâtiments cantonaux, sans le budget programme d'encouragement	(y c. contribution globale de la Confédération)
ZH	Baudirektion	AWEL Amt für Abfall, Wasser, Energie und Luft	11.4	5‘000‘000*	8‘671‘340
BE	Direktion für Bau, Verkehr und Energie des Kantons Bern (BVE)	Amt für Umweltkoordination und Energie (AUE)	7	2'871’788	15'405’460
LU	Bau-, Umwelt- und Wirtschaftsdepar-tement	Umwelt und Energie (Dienststelle)	3	1’056’000	5'740’392
UR	Baudirektion Uri	Amt für Energie	3.4	480’000	869’933
SZ	Baudepartement	Hochbauamt	2	420’000	734’578
OW	Bau- und Raumentwicklungs-departement	Hoch- und Tiefbauamt: Abteilung Hochbau und Energie	0.7	230’000	410’323
NW	Landwirtschafts- und Umweltdirektion	Amt für Wald und Energie	0.6	80’000	236’810
GL	Bau und Umwelt	Umweltschutz und Energie Energiefachstelle	1.3	130’000	558’805
ZG	Baudirektion	Direktionssekretariat	0.1	150’000	2'408’291
FR	Direction de l'économie et de l'emploi	Service de l'énergie	5.5		4'744’555
SO	Volkswirtschaft	Amt für Wirtschaft und Arbeit	4.2	1’100’000	5'816’526
BS	Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt	Amt für Umwelt und Energie	12	1'700’000	13'706’461
BL	Bau- und Umweltschutzdirektion	Amt für Umweltschutz und Energie	5	1’000’000	6'583’047
SH	Baudepartement	Generalsekretariat	2.6	870’000	6'677’611
AR	Departement Bau und Umwelt	Amt für Umwelt	2		2'126’995
AI	Bau- und Umweltdepartement	Fachstelle Hochbau und Energie	0.4	90’000	258’542
SG	Baudepartement	Amt für Umwelt und Energie	4**	2’000’000	2'494’054
GR	Bau- Verkehrs- und Forstdepartement	Amt für Energie und Verkehr	11	2’600’000	2'669’730
AG	Bau, Verkehr und Umwelt	Abteilung Energie (seit 1.1.2012)	9.1	1’565’221	4’279’107
TG	Inneres und Volkswirtschaft	Generalsekretariat	5.1	1’700’000	21'632’232

24. Organisation der kantonalen Energiefachstelle
Organisation du Service cantonal de l'énergie

Kt.	Departement	Amt	Anzahl Vollzeitstellen	Personal- und Sachaufwand für kantonale Energiepolitik ohne Budget Förderprogramm (Lohnkosten inkl. Sekretariat, Auszug aus Steuerrechnung)	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2012 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge"
			inkl. Sekretariat	Aufwand für allg. Energiepolitik, Personalaufwand inkl. Sekretariat, Sachaufwand, inkl. allg. Kredit für Information, Aktionen, Weiterbildung, Wasserkraftpolitik etc. ohne Mittel für Sanierung kantonaler Bauten, ohne Budget Förderprogramm	(inkl. Globalbeiträge des Bundes)
Ct.	**Département**	**Office**	**Nombre de postes à plein temps**	**Frais de personnel et de matériel afférents à la politique énergétique cantonale sans le budget programme d'encouragement (y c. salaires secrétariat, extrait du bordereau d'impôt)**	**Programme cantonal d'encouragement: Montant effectivement versé en 2012 et annoncé à la Confédération**
			secrétariat inclus	Frais de polit. énerg. génér., de personnel y c. secrétariat, de matériel y c. crédit génér. pour l'information, actions, perfectionnement, polit. force hydaulique, etc. sans les fonds pour la rénovation des bâtiments cantonaux, sans le budget programme d'encouragement	(y c. contribution globale de la Confédération)
TI	Dipartimento del Territorio	Ufficio dell'aria, del clima e delle energie rinnovabili	4.5	350'000	3'722'385
VD	Département de la sécurité et de l'environnement	Direction Générale de l'Environnement. Direction de l'énergie	10	3'422'000	4'758'004
VS	Département de l'économie, de l'énergie et du territoire	Service de l'énergie et des forces hydrauliques	6.1 ***	906'000	4'736'860
NE	Département de la gestion du territoire	Service cantonal de l'énergie et de l'environnement (SENE) - Section Energie, air et bruit	5.5	1'100'000	611'392
GE	Département de la sécurité, de la police et de l'environnement	Office cantonal de l'énergie (ScanE) du canton de Genève	21.95	3'274'984	7'956497
JU	Département de l'Environnement et de l'Equipement	Service des transports et de l'énergie	3	500'000	1'347'355
FL	Wirtschaft	Amt für Volkswirtschaft	2.5		
Total CH					**129'157'285**

* ohne Tanklager, ohne Abschreibungen und Zinsen
** Hinweis: Seit dem 01.11.2012 sind nicht-hoheitliche Aufgaben (inkl. Abwicklung Förderung) Teil eines Leistungsauftrags des Kantons an die Energieagentur St. Gallen GmbH
*** dont 1.1 auxiliaire

SuisseEnergie
Office fédéral de l'énergie OFEN, Mühlestrasse 4, CH-3063 Ittigen · Adresse postale: CH-3003 Berne
Tél. 031 322 56 11, Fax 031 323 25 00
energieschweiz@bfe.admin.ch · www.suisseenergie.ch

FSC
www.fsc.org
100%
From well-managed forests
FSC® C020089